

ANALYSE DES DIFFÉRENTS INSTRUMENTS JURIDIQUES ET DES ORDRES INSTITUTIONNELS
RELATIFS AUX MIGRATIONS ENVIRONNEMENTALES : PORTÉES ET LIMITES

Par
Sara Bergevin

Essai présenté au Centre universitaire de formation en environnement et développement durable
en vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Khalid Adnane

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Juin 2019

SOMMAIRE

Mots clés : changements climatiques, réchauffement climatique, États insulaires, migrations environnementales et climatiques, réfugiés, droit international, protection juridique, gouvernance

La présente étude s'intéresse tout particulièrement à l'analyse des instruments juridiques et des ordres institutionnels en matière de migration afin de comprendre s'ils peuvent répondre adéquatement aux besoins plus spécifiques des migrations climatiques. Sur le plan international, on observe de plus en plus des mouvements migratoires de population découlant entre autres choses des effets néfastes des changements climatiques. De fait, les changements climatiques ne sont pas sans occasionner des bouleversements à l'échelle planétaire. Par conséquent, certains États et leurs populations se trouvent plus vulnérables que d'autres et moins résilients face à ces changements et leurs conséquences. Plus particulièrement, on observe la fragilité des petits États insulaires en développement qui font face aux défis de la hausse du niveau des mers menaçant ainsi leur stabilité et leur survie. Le cas de figure de l'État des Tuvalu illustre bien ce propos. Son extrême vulnérabilité aux changements climatiques, notamment du fait de sa faible élévation qui le rend extrêmement fragile face à la hausse du niveau des océans et à d'autres événements climatiques extrêmes comme les tempêtes ou les ouragans forcera probablement sa population à migrer dans un horizon pas si lointain.

L'analyse de quatre instruments juridiques internationaux en matière de migration ayant un lien direct ou indirect avec les enjeux environnementaux démontre un vide juridique en cette matière. En effet, l'étude des portées et des limites de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et du Protocole de 1967 s'y rapportant, de l'Accord de Paris et du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières démontre que l'encadrement juridique sur le plan international est minimal en ce qui a trait aux migrations environnementales. Pour y pallier et afin de mettre en place un encadrement relatif aux déplacements des populations occasionnés par les changements climatiques, une refonte du texte de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 serait souhaitable afin d'en élargir sa portée, le tout afin d'étendre son champ d'application aux réfugiés climatiques. Pour ce faire, une définition claire du concept de réfugié écologique devra être introduite au sein de cette convention.

Quant aux considérations en matière de gouvernance entourant les migrations, deux ordres institutionnels à savoir le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations ont fait l'objet d'analyse. Cela a permis de mieux cerner les enjeux et les carences dans le domaine de la gouvernance des migrations environnementales. L'analyse démontre néanmoins que ces deux organisations possèdent les capacités nécessaires afin d'élargir leurs mandats respectifs pour gouverner les enjeux découlant des réfugiés climatiques. Malgré cela et afin d'assurer une gouvernance harmonieuse, il est à privilégier l'élargissement du mandat du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin qu'il agisse comme ordre institutionnel en matière de migrations environnementales.

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier mon directeur d'essai, monsieur Khalid Adnane, qui a su me prodiguer de précieux conseils tout au long du processus de rédaction. Son engagement, sa disponibilité, son sens aigu de l'analyse et sa rigueur m'ont amené à me poser les bonnes questions en vue de produire un travail de qualité. Je n'aurais pas pu choisir meilleur accompagnateur pour me guider dans cette aventure! Aux membres du personnel de l'Université de Sherbrooke, dont Nancy Choinière, Judith Vien et Louise Lehouillier qui donnent les outils et les moyens à leurs étudiants pour réussir.

Je remercie également les membres de ma famille qui me sont si chers : ma mère, Hélène, ma sœur, Marie-Pier, et mon copain, Jean-François, qui m'ont encouragé en me tendant une main virtuelle chaque fois que la motivation me manquait pour avancer et aller jusqu'au bout.

À mes précieuses amies qui m'ont épaulé, chacune à leur manière, dans le cadre de la réalisation de ce projet. Tout particulièrement à Marie-Paule G. pour son soutien de tous les instants, à Caroline H. qui fut d'une aide inestimable à un moment clé de mon parcours et à Christine L., une complice que j'ai rencontrée lors du premier cours de maîtrise en environnement et qui n'a jamais douté que je complétera le programme peu importe les circonstances.

Enfin, à mon défunt père, Gérald, à qui je dédie cet essai parce qu'il m'a transmis une qualité inestimable celle de la persévérance et qui est, j'en suis convaincue, très fier de sa fille.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
1. MISE EN CONTEXTE	5
1.1 Changements climatiques : causes, enjeux et impacts	5
1.2 Cas de figure : État des Tuvalu	10
1.2.1 États insulaires et leurs enjeux	10
1.2.2 Contexte géopolitique de l'État des Tuvalu	11
1.2.3 Vulnérabilité des Tuvalu aux changements climatiques	12
1.2.4 Conséquences à moyen et à long terme sur les populations	14
1.2.5 Définitions migrants climatiques/réfugiés climatiques	16
2. ANALYSE	22
2.1 Instruments juridiques en matière de migrations environnementales	22
2.1.1 Déclaration universelle des droits de l'homme	23
2.1.2 Convention relative au statut des réfugiés et le Protocole s'y rapportant	27
2.1.3 Accord de Paris	31
2.1.4 Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières	38
2.2 Ordres institutionnels en matière de migrations environnementales	45
2.2.1 Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	45
2.2.2 Organisation internationale pour les migrations (OIM)	51
3. RECOMMANDATIONS	62
3.1 Instruments juridiques en matière de migrations environnementales	62
3.2 Ordres institutionnels en matière de migrations environnementales	64
CONCLUSION	66
RÉFÉRENCES	69
BIBLIOGRAPHIE	74
ANNEXE 1 - Tableau Sommaire - Instruments juridiques	75

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1	Grille d'analyse.....	58
-------------	-----------------------	----

LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

AG	Assemblée générale des Nations Unies
CAIJ	Centre d'accès à l'information juridique
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDN	Contributions déterminées au niveau national
CH ₄	Méthane
CIM	Comité intergouvernemental pour les migrations
CIME	Comité intergouvernemental pour les migrations européennes
CIPMME	Comité intergouvernemental provisoire pour les mouvements migratoires d'Europe
CMADM	Centre mondial d'analyse des données sur la migration
CO ₂	Dioxyde de carbone
COP	Conférence des Parties
COP15	Conférence de Copenhague
COP21	Conférence de Paris
COP22	Conférence de Marrakech
CUFE	Centre universitaire de formation en environnement et développement durable
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
ExCom	Comité exécutif
GES	Gaz à effet de serre
GIEN	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GTC	Gigatonne de carbone
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
N ₂ O	Protoxyde d'azote
OI	Organisation internationale
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisme non gouvernemental
ONU	Organisation des Nations Unies
OQLF	Office québécois de la langue française
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
PPB	Parties par milliard
PPM	Parties par million
PUNE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
UNHCR	Agence des Nations Unies pour les réfugiés
ZÉE	Zone économique exclusive

INTRODUCTION

Les conséquences négatives du réchauffement climatique ne sont pas nouvelles et sont étudiées depuis longtemps déjà. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) suit depuis bientôt 30 ans les causes, les effets et l'évolution du réchauffement climatique d'origine anthropique : autrement dit, celui occasionnant, par le fait même, les changements climatiques. Il convient de citer l'un des constats auquel en vient le GIEC (2014) en lien avec les causes des changements climatiques : « les émissions anthropiques de gaz à effet de serre, qui ont augmenté depuis l'époque préindustrielle en raison essentiellement de la croissance économique et démographique, sont actuellement plus élevées que jamais, ce qui a entraîné des concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde nitreux sans précédent depuis au moins 800 000 ans. Leurs effets, associés à ceux d'autres facteurs anthropiques, ont été détectés dans tout le système climatique et il est extrêmement probable qu'ils aient été la cause principale du réchauffement observé depuis le milieu du XX^e siècle ».

Combiné à d'autres facteurs, ce réchauffement climatique a été assez observé et assez documenté pour démontrer la présence de certains effets néfastes et préjudiciables de façon plus marquée, notamment par une récurrence des catastrophes naturelles ou par leur importance : les inondations, les feux de forêt, les tremblements de terre, etc. Par ricochet, ces derniers portent atteinte à la santé des écosystèmes, à la santé humaine, à la stabilité des infrastructures, pour ne nommer que ceux-ci. Ainsi, certains territoires et zones territoriales se voient donc plus vulnérables et plus fragiles que d'autres, notamment les territoires isolés, dont le niveau de la mer est très bas et dont la résilience aux changements climatiques est plus faible.

Ainsi, les systèmes côtiers et les basses terres littorales sont menacés par l'élévation du niveau de la mer qui, même si la température moyenne de la planète est stabilisée, se poursuivra sur plusieurs siècles (GIEC, 2014). Conséquemment, certains territoires se voient menacés et deviennent tout simplement très peu hospitaliers pour toute forme de vie humaine et, s'en suit, un déplacement des populations : comme l'exemple de l'État des Tuvalu situé dans le Pacifique. Les populations privées des ressources requises pour assurer une migration planifiée se trouvent en situation d'exposition accrue face aux phénomènes météorologiques extrêmes, en particulier dans les pays en développement à faible revenu (GIEC, 2014). C'est dans ce contexte que se traduit le déplacement de certaines populations de leur territoire à des terres d'accueil et qu'il importe d'examiner plus attentivement ce phénomène migratoire qui pose des enjeux de plus en plus criants. À cet égard, des lacunes au niveau de l'encadrement tant sur le plan de la logistique que légal sont susceptibles d'occasionner de potentiels problèmes de souveraineté des territoires d'accueil, de sécurité, d'approvisionnement, de partage des ressources et bien d'autres.

Le sujet à l'étude s'inscrit dans cet esprit dont l'objectif principal sera d'analyser les différents instruments juridiques relatifs aux migrations environnementales ainsi que les ordres institutionnels gouvernant les

migrations environnementales. Cet objectif principal sera sous-tendu par des objectifs spécifiques permettant de cadrer et de mieux circonscrire la problématique à l'étude dans le cadre de l'essai, lesquels sont établis comme suit : i) établir la liste des instruments juridiques existants en matière de réfugiés/migration environnementale, ii) analyser la portée et la protection offerte par ces instruments juridiques afin de comprendre si ceux-ci répondent adéquatement aux enjeux découlant des migrations environnementales (protection/sécurité/bien-être matériel/survie de la biodiversité relativement aux biens culturels/langue/partage des ressources), iii) proposer des recommandations relativement aux instruments juridiques ou à leur contenu afin de mieux répondre aux besoins en matière de migrations environnementales, iv) établir la liste des ordres institutionnels existants en matière de réfugiés/migration environnementale, et v) analyser la mission de ces institutions afin de déterminer si elles sont en mesure et ont la capacité de répondre adéquatement à la problématique des migrations environnementales et proposer des recommandations en matière de gouvernance. Ainsi, les objectifs spécifiques susmentionnés contribueront à atteindre l'objectif principal et poseront les bases d'analyse du sujet à l'étude.

Il importe d'abord de spécifier que la méthodologie utilisée dans le cadre de la production de cet essai repose essentiellement sur une recherche d'informations qualifiées de secondaires (c'est-à-dire : littérature, article de périodique, rapports, articles scientifiques, politiques publiques, textes de loi, traités internationaux, etc.). De plus, cette démarche s'articule sur une recherche d'informations tant de nature scientifique, qu'économique et juridique et porte notamment sur les aspects suivants : i) l'historique du réchauffement climatique, ses causes et ses effets, ii) l'historique des migrations de population pour des motifs environnementaux, ses causes et ses effets, iii) le cas de figure de l'État des Tuvalu, iv) les conventions internationales en matière de migration de population et de réfugiés, leurs champs d'application, leurs portées et leurs limites, iv) les institutions internationales gouvernant les migrations de population et les réfugiés ainsi que leurs champs d'application, leurs portées et leurs limites. Pour ce faire, l'information fut trouvée en consultant les documents trouvés sur internet via principalement le moteur de recherche *Google Scholar* ainsi que l'outil découverte disponible à partir du site internet de l'Université de Sherbrooke. En outre, les banques de données spécialisées auxquelles j'ai accès en tant qu'étudiante du Centre universitaire de formation en environnement et développement durable (CUFE) dont *Cairn*, *GreenFile* et *Academis Search Complete* ont alimenté la cueillette d'information. Enfin, des consultations en bibliothèque ont également complété le travail de recherche.

Il importe également de souligner qu'au soutien de notre analyse, et ce, particulièrement en ce qui a trait aux changements climatiques, nous nous sommes abondamment reposés sur les données présentées et fournies par le GIEC. De fait, dans la documentation consultée relative au climat, le GIEC accorde un degré de certitude associé aux principaux résultats présentés en fonction de l'appréciation, par les comités de rédaction, des données scientifiques connues et estimées par des modèles. Le GIEC présente ainsi l'information en la qualifiant au regard d'un niveau qualitatif de confiance (de très faible à très élevé)

et, lorsque c'est possible, en la quantifiant en termes de probabilités (d'extrêmement improbable à extrêmement probable) (Stocker et al, 2013). Nous avons ainsi jugé utile d'appuyer nos propos seulement dans les cas où le GIEC a supporté ses affirmations par un niveau de confiance qualitatif correspondant à un niveau de très élevé et correspondant à un niveau de probabilité de très probable. Ainsi, nous avons évité de reposer notre analyse sur des données et affirmations lorsque, de l'avis du GIEC, cela correspond à un degré de confiance en deçà d'un niveau de confiance moyen et en deçà d'un niveau de probabilité jugé de quasiment certain et/ou probable.

Enfin, mentionnons que nous ne pouvons pas prétendre avoir lu et analysé l'ensemble de la littérature existante sur le sujet à l'étude et que des choix ont été faits en fonction de certains critères dont notamment les années de publication des articles consultés, la fiabilité et la diversité des sources consultées, la crédibilité des auteurs, etc. En procédant à l'exercice de recherche, force est de constater que plusieurs auteurs scientifiques, journalistes, environnementalistes, universitaires et autres se sont penchés sur la question à l'étude et l'ont analysée sous différents angles. À titre d'exemple, depuis les années 1990, la littérature scientifique sur le sujet des *island studies* est particulièrement abondante et a pignon sur rue (Baldacchino, 2004).

De plus, dans un esprit de cohérence et de pertinence en lien avec la problématique étudiée, certains choix ont été effectués en ce qui concerne les instruments juridiques et les ordres institutionnels analysés. À cet effet, quatre instruments juridiques ont été retenus pour les fins de l'étude et une appréciation des portées et des limites de chacun est présentée. De plus, pour en faciliter l'appréciation, un tableau sommaire est présenté à l'Annexe 1. Cela nous a permis de faire un exercice de différenciation et de mettre en lumière des pistes aux fins de l'identification des recommandations. À noter que certains instruments juridiques ont été adoptés que tout récemment ce qui a limité la quantité de la littérature disponible. À titre d'exemple, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières a été adopté le 10 et 11 décembre 2018, et, de ce fait, peu d'écrits ont été publiés à ce jour sur le sujet. De plus, considérant la portée de l'étude, nous n'avons pas procédé à un examen complet de la jurisprudence émanant des cours internationales de justice en ce qui a trait à l'interprétation des dispositions clés des instruments juridiques étudiés. Cela aurait contribué à enrichir l'étude et aurait permis d'apporter un éclairage plus approfondi.

Quant aux ordres institutionnels, nous avons opté pour analyser deux acteurs internationaux qui se démarquent par leur pertinence et de par la nature de leurs mandats respectifs dans le domaine des migrations de personne. Afin de les comparer, nous avons utilisé une grille d'analyse construite à l'aide de cinq critères d'évaluation. De plus, au soutien de notre analyse, nous avons exposé les raisons motivant le choix des cinq critères et leur avons accordé un poids relatif selon l'importance respective de chaque critère. Cela nous a permis de faire ressortir les recommandations suggérées dans cette étude.

Dans un autre ordre d'idées, il est utile de faire état des limites de l'étude. Pour cela, dans un souci de circonscrire le sujet à l'étude, nous n'avons pas examiné la problématique sous l'angle des déplacements interétatiques des populations. À ce sujet, mentionnons qu'une forte proportion des migrations de population occasionnées par les effets néfastes des changements climatiques se réalise à l'intérieur d'un même pays. Par ailleurs, sur le plan international, l'étude ne se penche pas sur les impacts d'intégration des ressortissants étrangers dans les territoires d'accueil. Ainsi, certaines questions n'ont pas été abordées telles que le statut à accorder aux migrants par les États d'accueil, les sources de conflits potentiels, l'usage du territoire dans les États d'accueil ou les enjeux socio-économiques.

Comprenant 3 chapitres, cet essai fera le point sur les changements climatiques et les impacts sur les populations, il s'en suivra une analyse des instruments juridiques et des ordres institutionnels gouvernant les migrations environnementales et enfin des recommandations seront proposées.

Ainsi, au premier chapitre, une mise en contexte exposera plus en détail la problématique des changements climatiques en lien avec les migrations environnementales, laquelle sera supportée par un cas de figure affectant l'État des Tuvalu (Tuvalu) et un éclairage sur les définitions de réfugiés et migrants climatiques sera présenté. Le deuxième chapitre mettra l'accent sur l'analyse des différents instruments juridiques en vigueur ainsi que des ordres institutionnels encadrant les migrations environnementales afin de faire ressortir leurs portées, leurs faiblesses et les opportunités d'amélioration. Enfin, à la lumière de l'analyse effectuée au deuxième chapitre, le dernier chapitre sera consacré aux différentes recommandations proposées afin de faciliter les migrations environnementales tant sur le plan juridique que de la gouvernance internationale.

1. MISE EN CONTEXTE

Ce chapitre expose de façon détaillée les causes et les enjeux en lien avec la problématique des changements climatiques et des migrations environnementales. Ainsi, les causes et les facteurs historiques conduisant au phénomène relativement nouveau des réfugiés et migrants environnementaux sont présentés. De plus, un cas de figure, l'État des Tuvalu un petit État situé dans l'océan pacifique, est exposé. Enfin, un éclairage sur la portée des définitions encadrant le concept d'un réfugié/d'un migrant environnemental est également présenté.

1.1 Changements climatiques : causes, enjeux et impacts

Bien que l'on entend parler chaque jour des changements climatiques et que cet enjeu n'est pas récent, nous croyons tout de même utile dans le cadre de cet essai de revenir sur la notion les définissant et de faire état des différents constats observés à ce jour ainsi que des impacts potentiellement préjudiciables sur les écosystèmes et la population. Ceci nous permettra de poser les bases sur lesquelles découleront les enjeux étudiés dans le cadre de cet essai.

D'abord, mentionnons que nous avons retenu 2 définitions encadrant ce qu'on entend par « changements climatiques », lesquelles font consensus au sein de la communauté scientifique et des instances internationales. À cet effet, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) définit comme suit les « changements climatiques » :

« Des changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables. » (CCNUCC, 1992)

Quant au GIEC (2012), il propose la définition qui suit aux « changements climatiques » :

« Variation de l'état du climat, que l'on peut caractériser (par exemple au moyen de tests statistiques) par des modifications de la moyenne et/ou de la variabilité de ses propriétés et qui persiste pendant une longue période, généralement pendant des décennies ou plus. Les changements climatiques peuvent être dus à des processus internes naturels, à des forçages externes ou à des changements anthropiques persistants dans la composition de l'atmosphère ou dans l'utilisation des terres. » (GIEC, 2012)

De ces deux définitions, il appert sans équivoque que les changements climatiques résultent notamment des activités humaines qui sont à ce point importantes pour que cela provoque des perturbations au niveau du climat. Regardons maintenant comment les variations climatiques ont été constatées et quels sont les facteurs contributifs de cette perturbation climatique.

Il est documenté (Stocker et al., 2013) que chacune des trois dernières décennies a été successivement plus chaude à la surface de la Terre que toutes les décennies précédentes depuis 1850. Entre autres choses, les années 1983 à 2012 constituent sans doute la période de 30 ans la plus chaude qu'ait connue

l'hémisphère Nord depuis 1 400 ans. De plus, toujours selon Stocker et al. (2013), sur la plus longue période pour laquelle le calcul relatif aux tendances régionales est suffisamment exhaustif (1901-2012), la quasi-totalité de la surface du globe a connu un réchauffement. Selon le GIEC (2014), le réchauffement du système climatique est sans équivoque et, depuis les années 1950, beaucoup de changements observés sont sans précédent depuis des décennies voire des millénaires. Ils ont eu pour effet que l'atmosphère et l'océan se soient réchauffés, que la couverture de neige et de glace ait diminué, et que le niveau des océans soit élevé.

De fait, les facteurs contributifs ayant occasionné ces perturbations climatiques et le réchauffement climatique que l'on observe, en raison des activités humaines, s'expliquent par les croissances économiques et démographiques qui continuent d'être les moteurs les plus importants de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) dues à l'utilisation des combustibles fossiles (GIEC, 2014). De plus, depuis 1750, on constate une augmentation dans l'atmosphère des concentrations atmosphériques des gaz à effet de serre (GES) que sont le CO₂, le méthane (CH₄) et le protoxyde d'azote (N₂O) (Stocker et al., 2013). En 2011, les concentrations respectives de ces GES étaient de 391 ppm, 1 803 ppb et 324 ppb et dépassaient les niveaux préindustriels d'environ 40 %, 150 % et 20 %. De plus, entre 1750 et 2011, les émissions de CO₂ dues à l'utilisation de combustibles fossiles et à la production de ciment ont libéré 375 [345 à 405] gigatonnes de carbone (GtC) dans l'atmosphère et l'on estime que la déforestation et d'autres changements d'utilisation des sols ont relâché 180 [100 à 260] GtC (Stocker et al., 2013). Cela se traduit par des émissions atmosphériques anthropiques de CO₂ entre 1750 et 2011 s'élevant à 2 040 ± 310 GtC. Pour environ 40 %, ces émissions sont restées dans l'atmosphère (880 ± 35 GtC), le reste ayant été éliminé de l'atmosphère et se trouvant stocké dans la végétation et le sol ainsi que dans les océans. À souligner qu'environ la moitié, des émissions anthropiques de CO₂ cumulées entre 1750 et 2011 ont été produites durant les 40 dernières années de cette période. (GIEC, 2014)

Ces changements climatiques récents ont produit des conséquences et de larges répercussions sur les systèmes humains et naturels (GIEC, 2014). Ainsi, nous croyons qu'il importe de faire état des différents impacts occasionnés par ces changements climatiques potentiellement préjudiciables sur les écosystèmes et la population. À cet effet, en exposant plus amplement certains de ces impacts, cela aidera à mieux comprendre la problématique à l'étude et à cerner les raisons qui sous-tendent l'exposé de l'étude de cas présenté dans la prochaine section de ce chapitre.

À ce titre, au cours des dernières décennies, l'évolution observée du climat a eu un impact sur tous les océans et sur les systèmes naturels et humains de tous les continents ce qui témoigne de la sensibilité de ces systèmes au changement climatique (GIEC, 2014).

Les changements climatiques affectent les processus liés au cycle du carbone d'une manière qui amplifie l'accroissement du CO₂ atmosphérique occasionnant, entre autres, le phénomène d'acidification des océans puisque ceux-ci contribuent à piéger le carbone (Stocker et al., 2013). Plus précisément, depuis le

début de l'ère industrielle, l'absorption de CO₂ par les océans entraîne une acidification de l'eau de mer dont le pH a diminué de 0,1, soit une augmentation de 26 % de la concentration en ions hydrogène qui mesure l'acidité (GIEC, 2014). De plus, toujours selon le GIEC (2014), les projections de modèles de système Terre indiquent une augmentation de l'acidification pour tous les océans vers la fin du XXI^e siècle.

L'acidification des océans n'est pas le seul impact des changements climatiques sur ces derniers, car en termes de quantité d'énergie emmagasinée, le réchauffement océanique constitue l'essentiel de la hausse au sein du système climatique et représente plus de 90 % de l'énergie accumulée entre 1971 et 2010, environ 1 % seulement étant emmagasinée dans l'atmosphère. À noter qu'à l'échelle mondiale, le réchauffement des océans est plus prononcé près de la surface et les 75 premiers mètres de profondeur se sont réchauffés de 0,11 °C [0,09 °C à 0,13 °C] par décennie sur la période 1971–2010. À l'échelle mondiale, les océans continueront de se réchauffer au cours du XXI^e siècle. De plus, de la chaleur sera absorbée à la surface et pénétrera jusqu'à l'océan profond perturbant ainsi la circulation océanique. (Stocker et al., 2013)

Autre phénomène préoccupant qui affecte de façon marquée les océans dû au réchauffement climatique concerne l'élévation du niveau moyen de ceux-ci à l'échelle du globe qui s'est élevé de 0,19 m [de 0,17 m à 0,21 m] entre 1901 et 2010, et ce, selon une estimation reposant sur une tendance linéaire pendant cette période, et établie sur la base de relevés de marégraphes complétés par des données satellitaires à compter de 1993. Cela s'explique par la perte de masse des glaciers et par l'expansion thermique des océans dues à son réchauffement. Pour illustrer le phénomène, sur la période de 1993 à 2010, l'élévation du niveau moyen des océans est en accord avec la somme des contributions observées des éléments suivants :

- l'expansion thermique océanique due au réchauffement (1,1 [0,8 à 1,4] mm an⁻¹);
- les changements affectant les glaciers (0,76 [0,39 à 1,13] mm an⁻¹);
- les changements affectant la calotte du Groenland (0,33 [0,25 à 0,41] mm an⁻¹),
- les changements affectant la calotte de l'Antarctique (0,27 [0,16 à 0,38] mm an⁻¹); et
- le stockage d'eaux continentales (0,38 [0,26 à 0,49] mm an⁻¹);

pour une somme de ces contributions de 2,8 [2,3 à 3,4] mm an⁻¹. (Stocker et al., 2013)

Quoi qu'il en découle des données exposées préalablement, il n'en demeure pas moins que depuis le milieu du XIX^e siècle, le rythme d'élévation du niveau moyen des océans est supérieur au rythme moyen des deux derniers millénaires (GIEC, 2014) et que le niveau moyen mondial des océans continuera à s'élever au cours du XXI^e siècle (Stocker et al., 2013). De plus, selon le GIEC (2014), à la fin du XXI^e siècle, il est très probable que le niveau des océans augmentera sur plus de 95 % environ de la surface de ceux-ci. Selon les projections, environ 70 % des littoraux du monde vont connaître un changement du

niveau des océans proche de l'élévation moyenne à plus ou moins 20 % près (GIEC, 2014). Toujours selon les projections et les scénarios étudiés, il est très probable que cette élévation se produira à un rythme plus rapide que celui observé entre 1971 et 2010, en raison du réchauffement accru de l'océan et de l'augmentation de perte de masse des glaciers et des calottes glaciaires (Stocker et al., 2013).

À la lumière de ce qui précède, ces modifications du climat et, par ricochet, sur les océans occasionnent des conséquences sur les écosystèmes et deviennent une source de menaces pour la pérennité et la survie de certaines espèces. Les organismes marins, menacés par une baisse progressive de la concentration d'oxygène et par l'acidification des océans dont le rythme et l'ampleur seront élevés, sont un exemple éloquent. Alors que d'autres espèces, comme les récifs coralliens, essentiels au bon maintien de la santé des écosystèmes marins, sont particulièrement vulnérables. C'est donc dire que si elles se poursuivent, les émissions de GES provoqueront un réchauffement supplémentaire et une modification durable de toutes les composantes du système climatique, ce qui augmentera la probabilité de conséquences graves, généralisées et irréversibles pour les populations et les écosystèmes. (GIEC, 2014)

De plus, toujours selon les constats du GIEC (2014), la progression du rythme et de l'ampleur du réchauffement ainsi que d'autres changements touchant le système climatique, associés à l'acidification des océans, augmentent le risque d'incidences néfastes graves, généralisées et dans certains cas irréversibles. Ceci exacerbe un autre enjeu d'importance ayant trait à la croissance démographique qui ira en s'accroissant. À cela s'ajoute la prévision des experts à l'effet que les changements climatiques et la croissance démographique (entre 2005 et 2050, la population mondiale aura crû de 50 %) augmenteront la pression sur les ressources limitées (énergétiques, foncières, alimentaires, en eau, etc.) et la compétition pour leur contrôle (Grünwald, 2016).

Dans cet esprit, et non sans ignorer les défis que posent les changements climatiques, la communauté internationale s'est ralliée à reconnaître toute l'importance de certaines des menaces exposées précédemment. À cet effet, les parties à la CCNUCC ont pris soin d'exposer certaines de celles-ci dans le texte de la convention, plus particulièrement dans la section du préambule pour justifier les engagements des parties envers la lutte aux changements climatiques. Certains extraits du préambule de la CCNUCC illustrent bien notre propos et permettront de poser les bases de l'étude de cas qui suit dans la prochaine section de ce chapitre :

« Rappelant également les dispositions de la résolution 44/206 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989, sur les effets néfastes éventuels d'une hausse du niveau des mers sur les îles et les zones côtières, en particulier les zones côtières de faible élévation, ainsi que les dispositions pertinentes de sa résolution 44/172 du 19 décembre 1989 sur l'application du Plan d'action pour lutter contre la désertification »;

« Sachant en outre que les pays de faible élévation et autres petits pays insulaires, les pays ayant des zones côtières de faible élévation, des zones arides ou semi-arides ou des zones sujettes aux inondations, à la sécheresse et à la désertification, ainsi que les pays en développement ayant des écosystèmes montagneux fragiles, sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques ». (CCNUCC, 1992)

Nous observons que les enjeux liés à la hausse du niveau des océans étaient déjà préoccupants pour la communauté internationale lors de l'adoption en 1992 de la CCNUCC et, force est de constater, bien avant, lorsque l'on prend connaissance des dispositions de la résolution 44/206 de l'Assemblée générale des Nations Unies (AG) en date du 22 décembre 1989 reproduites ci-après :

« Consciente du problème mondial que pourrait poser une hausse du niveau des mers par ses effets néfastes sur les îles et les zones côtières, en particulier les zones côtières de faible élévation.

Craignant qu'une hausse du niveau des mers due au changement du climat mondial ne puisse provoquer entre autres choses des marées anormalement hautes qui risqueraient d'inonder et d'éroder davantage les zones côtières et d'endommager l'infrastructure des îles et des zones côtières de faible élévation.

Prie le Secrétaire général d'inviter le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation météorologique mondiale et, par leur intermédiaire, le Groupe d'experts intergouvernemental pour l'étude du changement climatique à tenir compte dans leurs travaux de la situation particulière des îles et des zones côtières, plus spécialement des zones côtières de faible élévation, en entreprenant des études scientifiques supplémentaires et en recherchant les moyens de faire face aux problèmes de la hausse du niveau des mers, notamment en fournissant sur demande des services d'experts, conformément aux mandats précis qui leur ont été confiés, en vue d'améliorer la gestion des zones côtières. » (Assemblée générale des Nations Unies, 1989)

C'est en effet la première fois qu'en 1989, la communauté internationale a manifesté une prise de conscience et une crainte par rapport aux conséquences possibles de la hausse du niveau des océans notamment sur les îles et les zones côtières de faible élévation. C'est également la première fois que la communauté internationale s'est ralliée afin de pousser à l'action les instances internationales à amener plus loin les recherches afin de mieux comprendre scientifiquement le phénomène et ses répercussions.

Les conséquences à attendre du réchauffement climatique sont nombreuses et considérables et nous nous bornerons ici à en énumérer certaines dont principalement celles ayant trait au sujet à l'étude :

« Disparition de systèmes insulaires, de zones côtières et l'augmentation des risques dans les zones deltaïques, qui concentrent les deux tiers de la population mondiale (disparition des terres, salinisation des nappes phréatiques, etc.). Des milliers de personnes seront (et sont déjà) contraintes de migrer;

Accroissement des disparités économiques et sociales et des risques dans le secteur agricole. Les changements prévus auront des retombées sur les rendements, ainsi que sur la localisation de la production. Ainsi, il faut s'attendre à une hausse des rendements agricoles dans les régions froides et à une baisse dans les régions

chaudes en raison des stress thermiques et hydriques. (...) Les modifications de dynamique de prolifération des parasites (qui changent de zone avec les modifications agroécologiques) affectent également les récoltes ainsi que l'état sanitaire et la productivité des forêts, augmentant parfois le risque d'incendie. Dès lors la sécurité alimentaire de zones entières est en jeu et le risque de famine parfois se profile;

Réduction des disponibilités en eau dans certaines zones. Ce risque se trouve sans aucun doute au cœur du débat sur les changements climatiques. L'augmentation des phénomènes aléatoires aggravant l'aridité, et l'accroissement des températures accélérant l'évaporation auront de sévères répercussions, aussi bien sur l'accès à la ressource « eau » (en quantité et en qualité) que sur les conditions de vie dans ces zones et notamment dans les régions urbanisées. Les pays qui souffrent déjà de graves pénuries d'eau seront d'autant plus vulnérables dans les années à venir, avec des risques potentiels de conflit pour le contrôle de la ressource. » (Grünwald, 2016)

1.2 Cas de figure : État des Tuvalu

Dans le cadre de cet essai, nous trouvons important de faire un éclairage sur la problématique à l'aide du cas de figure de l'État des Tuvalu. Nous élaborerons d'abord sur les États insulaires et leurs enjeux, puis sur le contexte géopolitique des Tuvalu et, enfin, sur la vulnérabilité des Tuvalu aux changements climatiques.

1.2.1 États insulaires et leurs enjeux

Comme présenté dans la section précédente, les effets des changements climatiques ne sont pas sans occasionner des bouleversements à l'échelle planétaire. On note, entre autres choses, que les établissements humains implantés sur le littoral, y compris dans les petites îles et les grands deltas, ou dans les montagnes sont exposés et vulnérables face aux extrêmes climatiques dans les nations développées comme dans le monde en développement (GIEC, 2012). Les petits pays exposés, en particulier les petits États insulaires en développement, ont éprouvé des pertes massives en proportion de leur produit intérieur brut (PIB); la moyenne de la période 1970-2010, incluant les années où il n'y a pas eu de catastrophe, excédait souvent 1 % et atteignait 8 % dans les pires cas (GIEC, 2012), provoquant ainsi des impacts sur leurs économies respectives. Dans ce contexte, en tentant de mobiliser l'attention des grands leaders mondiaux pendant des décennies, les leaders des petits États insulaires ont mis en lumière les potentiels effets catastrophiques des changements climatiques sur le futur de leurs États. Afin de mettre ceci en perspective, ces changements climatiques sont sans précédent dans l'histoire de la civilisation et cela menace la stabilité et la prospérité de toutes les sociétés et, plus particulièrement, celles des pays constitués d'atolls, dont les territoires de Kiribati, des Maldives, des îles Marshall, de Tokelau et des Tuvalu (Barnett, 2017), lesquels sont moins résilients aux effets de ces changements climatiques. En effet, un réchauffement de 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels est considéré comme mettant à risque la capacité des environnements des atolls à soutenir les niveaux de population contemporains, et un réchauffement au-dessus de 2 °C est considéré comme étant extrêmement dangereux pour la plupart des États et plusieurs systèmes socio-écologiques (Anderson et Bows, 2011). C'est donc dire que les changements climatiques mettent à risque la viabilité à long terme des sociétés

dans les États constitués d'atoll (Barnett et Adger, 2003). Sans compter que la vulnérabilité de ces États est d'autant plus exacerbée considérant que ceux-ci dont l'économie est peu diversifiée ont beaucoup de mal à se procurer les services d'intérêt général associés à la gestion des risques de catastrophes et à éponger les pertes occasionnées par les extrêmes climatiques et à participer aux opérations de secours et de reconstruction (GIEC, 2012) : le facteur d'éloignement ne fait qu'aggraver la situation.

Il est par ailleurs utile de mentionner l'occurrence de plusieurs autres menaces d'importance occasionnées par les changements climatiques qui affectent les petits États insulaires souvent de faible altitude des océans Pacifique, Indien et Atlantique, lesquels sont très vulnérables face à l'élévation du niveau de la mer et à divers impacts tels que l'érosion, les inondations, la modification du littoral et l'intrusion d'eau salée dans les nappes souterraines côtières. Ces phénomènes causent la perturbation des écosystèmes, abaissent la productivité agricole, modifient les tableaux épidémiologiques, provoquent des pertes économiques (dans le tourisme par exemple) et amènent les populations à se déplacer. (GIEC, 2012)

1.2.2 Contexte géopolitique de l'État des Tuvalu

Nous jugeons pertinent de présenter un éclairage sur le cas de figure d'un État insulaire de l'océan Pacifique, formé d'atolls, à savoir l'État des Tuvalu. Dû à la vulnérabilité extrême à laquelle est confrontée son territoire et aux risques qui y étant associés, cet État fait l'objet d'une attention particulière, autant par les médias, par les politiciens que par les spécialistes en environnement. Selon certains, Tuvalu apparaît comme le lieu où se manifeste les premiers impacts des changements climatiques : l'espace insulaire, tout comme l'espace polaire, est mobilisé comme l'incarnation terrestre des changements climatiques, qui apparaissait volontiers comme une réalité abstraite et lointaine (Gemenne, 2010).

Cependant, avant d'étudier comment et pourquoi les changements climatiques affectent et menacent ce territoire et sa population, il y a lieu de présenter quelques données démographiques et géographiques afin de dresser un portrait très général des aspects géopolitiques de cet État et de mieux cerner et comprendre la portée des enjeux qui l'affectent.

Il s'agit d'un État composé d'une population de 11 097 habitants dont la densité se chiffre à 427 habitants par km² et dont la croissance démographique est de 0,87 % (France diplomatie, s.d.). Quant aux données géographiques, cet État situé dans le sud-ouest de l'océan Pacifique entre les 5^e et 10^e Sud s'étire sur quelque 680 km et réunit 126 îles coralliennes (Rufin-Solar et Lageat, 2015). Il ne totalise qu'une surface émergée de 26 km² (Rufin-Solar et Lageat, 2015) et se compose de neuf îles (Funafuti, Nanumea, Nanumaga, Niutao, Niulakita, Nui, Nukufetau, Nukulaelae et Vaitupu) en plus de comprendre une zone économique exclusive (ZEE) de 749 790 km² (France diplomatie, s.d.). Une des caractéristiques essentielles de la géographie des Tuvalu, celle qui attire naturellement l'attention, est sa très faible

élévation. Tuvalu, topographiquement parlant, est un pays presque parfaitement plat. (Barnett et Adger, 2003)

Devenu protectorat britannique en 1892, Tuvalu fut administré, avec l'archipel de Kiribati, sous le nom des colonies des îles Gilbert et Ellice. De 1915 à 1975, quand les îles Ellice, de peuplement polynésien et non micronésien, s'en séparèrent, avant d'accéder à l'indépendance en 1978, cet archipel adopta le nom de Tuvalu (Rufin-Solar et Lageat, 2015). Traditionnellement, son économie repose sur l'exploitation des ressources halieutiques et des ressources de copra (l'albumen séché de la noix de coco) destinées principalement à l'exportation. Son économie souffre toutefois de l'éloignement et du manque de ressources naturelles. (CountryWatch, 2018) Ceci explique pourquoi l'aide internationale constitue une ressource déterminante pour ce pays et force est de constater l'état de dépendance de l'aide internationale auquel est confronté cet État. Le pays est, de fait, un des premiers bénéficiaires de l'aide internationale supérieure à son produit national brut (PNB) (Rufin-Solar et Lageat, 2015). Les principaux bailleurs de fonds sont, dans l'ordre, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Japon et l'Union européenne. Outre le fonds souverain (Tuvalu Trust Fund) mis en place par le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les principales sources de revenus des Tuvalu demeurent les droits perçus sur les licences de pêche, les revenus du nom de domaine internet (l'extension « .tv » est vendue aux chaînes de télévision du monde entier) et les droits de douane. Le pays s'intéresse également à une possible exploitation des ressources minérales des grands fonds marins et s'est doté en 2014 d'une législation ad hoc. (France diplomatie, s.d.)

1.2.3 Vulnérabilité des Tuvalu aux changements climatiques

Si Tuvalu est devenu aujourd'hui l'incarnation des changements climatiques, c'est avant tout en raison de son extrême vulnérabilité aux aléas naturels, notamment du fait de sa faible élévation qui le rend extrêmement vulnérable à tout changement à la hausse du niveau des océans et à d'autres événements climatiques extrêmes comme les tempêtes ou les ouragans (Barnett et Adger, 2003). À cet égard, le GIEC (2012) considère que l'élévation du niveau moyen des océans tendra très probablement à augmenter les valeurs extrêmes des hautes eaux côtières. Autre phénomène préoccupant est l'occurrence régulière de marées géantes qui recouvrent de larges portions de l'atoll. Autrefois un phénomène observé aux cinq ou six ans, aujourd'hui, ces marées géantes, de très grandes amplitudes, sont désormais beaucoup plus fréquentes, et beaucoup s'inquiète de les voir devenir un jour permanentes (Gemenne, 2010). Ces marées aggravent l'effet des vagues et augmentent d'autant les risques d'inondation ce qui fragilise le territoire de cet État et le rend ainsi encore plus fragile et vulnérable.

Les effets de ces événements climatiques (l'élévation du niveau des océans, les cyclones et les inondations) affectent notamment la capacité de production des terres agricoles. Sans compter le peu de disponibilité de terres favorables aux cultures puisque la formation des atolls repose essentiellement sur des récifs coralliens qui n'abritent presque aucune terre fertile : cela rend extrêmement difficile la culture

de plantations (Gemenne, 2010). Ainsi, tout bouleversement est nuisible et peut devenir irréversible et, à terme, maintenir la population dans un état de dépendance absolu de toute forme d'aide internationale pour subvenir à ses besoins alimentaires. À ce titre et en guise d'exemple, en raison d'inondations fréquentes et de l'érosion côtière, la salinité des sols s'est considérablement accrue, rendant difficile la culture locale de *pulaka* (une espèce de taro, un tubercule à grosse racine et à chair tendre) (Gemenne, 2010). Par ricochet, ceci affecte la sécurité alimentaire de la population qui doit irrémédiablement subir les pertes du passage de ces aléas climatiques. Par ailleurs, la sécurité alimentaire de sa population est également affectée par la perte des ressources halieutiques. Selon une étude révélée dans *Nature Climate Change*, les réchauffements climatiques devraient également entraîner une diminution des ressources halieutiques des îles du Pacifique au cours des prochaines décennies (-20 % d'ici 2050) et, de ce fait, menacer la sécurité alimentaire de leurs populations (Delage, 2016) : ainsi, les revenus découlant directement de l'exploitation de cette ressource seront forcément affectés.

Le GIEC (2012) s'est déjà penché sur la question et a déjà établi que les impacts humains et les pertes occasionnées par les catastrophes et les extrêmes climatiques auront une incidence marquée sur les secteurs qui sont étroitement liés au climat tels que les ressources en eau, l'agriculture et la production alimentaire. Autre élément d'insécurité, découlant de l'augmentation des épisodes d'inondation et des tempêtes, est la contamination des aquifères d'eau potable. Cette vulnérabilité est notamment renforcée par l'existence d'autres menaces et problèmes environnementaux tels que les problèmes de stress hydrique puisque l'archipel ne possède ni lac ni rivière et que ses ressources en eau potable dépendent donc de l'eau de pluie collectée dans des réservoirs. (Barnett et Adger, 2003) De ce fait, l'approvisionnement en eau est désormais assuré par la collecte de l'eau pluviale grâce à l'adoption des toits en tôle et des citernes individuelles et par une unité de dessalement de l'eau de mer, installée en 1999 et remplacée en 2006. Sa capacité journalière serait de 40 000 litres, toutefois, l'irrégularité pluviométrique est grande, oscillant entre 2 225 et 6 770 mm selon les années entre 1942 et 2009. (Rufin-Solar et Lageat, 2015)

Autre facteur de risque fragilisant la pérennité et la survie des écosystèmes concerne les hausses projetées des températures de surface des océans : selon certains auteurs, celles-ci poseraient le plus grand risque à long terme pour la morphologie des atolls. À ce sujet, il est démontré que les récifs coralliens sont critiques pour la formation et le maintien des motus d'atoll et ces derniers sont très sensibles aux changements soudains des températures de surface des océans (Barnett et Adger, 2003). Or, le maintien en santé des récifs coralliens est crucial, notamment pour maintenir une diversité biologique apte à rendre des services écologiques essentiels à la pérennité du territoire et de la population. Cela se reflète entre autres par le maintien des ressources halieutiques en bonne santé et en quantité suffisante pour assurer une sécurité alimentaire ou une source de revenus pour la communauté locale, ou encore, pour assurer la protection du territoire contre la houle et les tempêtes.

1.2.4 Conséquences à moyen et à long terme sur les populations

Il importe maintenant de se pencher sur les impacts occasionnés par l'état de vulnérabilité et de fragilité de Tuvalu et de sa population. Ceci prend toute son importance considérant que, selon certains auteurs (Delage, 2016), Tuvalu, l'un des États les plus petits de la planète, serait d'ici une cinquantaine d'années la première nation au monde à disparaître à cause de la montée des eaux. Pour se prémunir contre cette menace, en 2008 un accord a été passé avec la Nouvelle-Zélande pour délivrer des visas temporaires aux Tuvalais. Il en résulta qu'en 2014 une première famille de Tuvalais a obtenu un droit de résidence dans le pays en raison du changement climatique (Delage, 2016). À la lumière de ce ceci, il ne s'agit plus selon nous d'utiliser le modèle de l'État des Tuvalu et de sa population dans le débat actuel sur les changements climatiques pour démontrer l'ampleur et l'urgence des impacts inégaux des changements climatiques à l'échelle planétaire (Farbotko, 2010). Il s'agit plutôt de mettre l'accent sur le sort potentiel de millions de personnes vivant dans des zones vulnérables à la montée du niveau des océans. Des populations qui risquent non seulement de devoir mettre un terme à leur mode de vie traditionnel (Blocher, 2016), mais bien à envisager des alternatives telles que leur relocalisation. À ce chapitre, selon ce qui est mis de l'avant par certains auteurs, dont Gemenne, il s'agit de la seule option envisageable à long terme pour cet État, et par analogie, à tous les autres petits États côtiers présentant les mêmes caractéristiques et les mêmes problématiques. Nous jugeons utile de reproduire ici l'une de ses prémisses :

« Le déterminisme qui conduit à assimiler la vulnérabilité des territoires insulaires à celle de leurs habitants induit également l'idée que ceux-ci disposeraient d'une capacité d'adaptation très réduite : toute tentative d'adaptation sur place serait par avance vouée à l'échec en raison d'une trop grande vulnérabilité. La recherche d'une terre d'asile devient alors la seule option possible et l'exode est présenté comme inéluctable, conditionnant la survie des habitants. » (Gemenne, 2010)

C'est précisément en tenant compte de ce contexte de montée des eaux et de catastrophes récurrentes que les négociations ont été entreprises entre États insulaires, dans la région du Pacifique en particulier, pour la relocalisation des populations menacées. Ainsi, Niue, un petit État dont la population est en baisse a accueilli non sans réticence des migrants des Tuvalu. Malheureusement, il existe peu de cas réussis de relocalisation planifiée de communautés entières. (Blocher, 2012) Seuls deux exemples célèbres de réinstallation à long terme au-delà des frontières nationales sont à signaler pour la zone Pacifique : celui de l'ensemble de la population de l'île de Banaba sur l'île fidjienne de Rabi, en 1945 (en raison d'une opération minière); et celui d'une partie de la population de Vaitupu, un archipel des actuelles Tuvalu qui, en 1947, a acheté l'île fidjienne de Kioa et s'y est installée.

Il ne s'agit, selon nous, que d'un échantillon trop petit pour en tirer de véritables modèles d'apprentissage, et ce, sans compter qu'ils eurent lieu il y a déjà de nombreuses années, et cela même avant l'avènement des problématiques que l'on connaît en lien avec les changements climatiques. Par ailleurs, selon Blocher (2012), ces exemples peuvent difficilement être reproduits aujourd'hui, car il s'agit de communautés

entières qui se sont déplacées vers des îles vides administrées à présent par un conseil local géré par la communauté. Néanmoins, il est utile de préciser qu'il existe plusieurs accords et programmes migratoires entre Tuvalu et la Nouvelle-Zélande : un programme de réunification familiale, un programme de migration saisonnière, dans les secteurs agricole et horticole, et enfin un programme d'immigration par quotas « *the Pacific Access Category* ». Ce dernier programme permet chaque année à quelque 650 résidents de Fidji, Tuvalu, Kiribati et Tonga de s'établir en Nouvelle-Zélande (Gemenne, 2010). Dans ce programme, Tuvalu dispose d'un quota de 75 migrants, qui n'est d'ailleurs pas rempli chaque année, parfois faute de volontaires. De plus, les immigrants doivent remplir des conditions très sévères avant de pouvoir migrer vers la Nouvelle-Zélande : ils doivent notamment maîtriser l'anglais, disposer d'une offre d'emploi sur place et subir des tests médicaux. Une fois établis en Nouvelle-Zélande, ces migrants ont le droit d'y emmener leur famille. La communauté tuvaluane d'Auckland est particulièrement active et elle maintient des liens très forts avec ceux qui sont restés à Tuvalu. (Gemenne, 2010)

Par ailleurs, les résultats d'une étude menée par l'Université des Nations Unies montrent que 15 % de la population des Tuvalu se sont déplacés entre 2005 et 2015 et que 70 % de la population devraient à terme se déplacer si rien n'est fait pour endiguer le réchauffement climatique. L'étude révèle également que seul un quart des ménages concernés dispose de moyens financiers suffisants pour prendre en charge cette migration. (Delage, 2016) Cela conduit à prétendre que nonobstant le nombre de citoyens d'un État, si petit ce nombre soit-il, les défis quels qu'ils soient (économique, logistique, politique et autres) demeurent de taille dans l'éventualité où une migration de masse devait être inévitable.

Certains auteurs (Barnett et Adger, 2003) se questionnent sur le seuil critique en lien avec les changements climatiques au-dessus duquel le système socio-écologique des atolls est sérieusement compromis. Devant les insécurités climatiques qui affectent ce type territoire, la question trouve sa pertinence selon nous et peut certainement dépendre de plusieurs facteurs : le niveau de compétitivité pour les ressources disponibles, l'accès à ces ressources et aux denrées de base, la disponibilité d'eau potable non contaminée, etc. Il pourrait être nécessaire d'envisager un déplacement, par exemple, avant que les atolls risquent d'être complètement submergés par les ondes de tempête (GIEC, 2012). Enfin, selon ces mêmes auteurs (Barnett et Adger, 2003), le seuil critique du souci ultime est le point auquel les atolls ne pourront plus soutenir toute forme d'activité humaine. D'autres auteurs soutiennent que, considérer la possibilité de voir les atolls devenir inhabitables est maintenant un fait socialement significatif, et ce, même si l'état des connaissances scientifiques est pour le moins incertain (Methmann et Oels, 2015). À contrario, certains auteurs (Gay, 2014) estiment qu'il s'agit plutôt d'une stratégie de victimisation par ces États et que les phénomènes tels que l'érosion par la houle, surtout cyclonique, les inondations lors de fortes marées ou la salinisation d'eau douce qui en résulte ne sont pas des preuves tangibles des changements climatiques, mais lui sont intentionnellement associées et qu'il ne s'agit pas de menace. De plus, le 5^e rapport du GIEC (IPCC, 2014) insiste, au travers de plusieurs exemples de

micro-États insulaires, sur les mécanismes d'ajustement naturel qui leur permettent de s'adapter aux pressions d'origine météo-marine (Rufin-Solar et Lageat, 2015).

Bien qu'il y ait des incertitudes scientifiques, considérant ce qui précède et en tenant compte des enjeux, risques et vulnérabilités auxquels font face le territoire des Tuvalu et sa population, il nous apparaît inéluctable qu'un déplacement de masse de sa population est à entrevoir pour en assurer sa survie, et ce, à tout le moins sur un horizon de 50 ans. Sans compter que sur ces îles, par nature très exiguës, une mauvaise gestion de leur environnement amplifie leur vulnérabilité conjoncturelle et fait peser des contraintes sur le long terme (Rufin-Solar et Lageat, 2015). Ainsi comme l'invoque le GIEC (2012), si la fréquence et/ou l'ampleur des catastrophes augmentent, il sera de plus en plus difficile de vivre ou de maintenir les moyens de subsister dans certains lieux. Les migrations et les déplacements pourraient alors devenir définitifs et exercer des pressions nouvelles sur les terres d'accueil. Il est possible que de nombreux habitants des atolls, par exemple, soient contraints de s'établir ailleurs. (GIEC, 2012)

Cela dit, le principal vecteur de la migration reste à déterminer. Les causes qui motivent ce phénomène sont incertaines et peuvent soit découler de la disparition d'une grande partie du territoire résultant de la hausse du niveau des océans, ou encore de la perte de la biodiversité résultant d'une mauvaise gestion des ressources. Le tout est donc combiné aux conséquences des aléas naturels rendant ainsi le territoire non propice à toute forme d'habitabilité.

Il va sans dire que cela occasionnera de nombreux défis notamment sur le plan politique, car un possible futur par lequel les États formés d'atolls deviennent inhabitables posera un défi radical sur les normes internationales de justice, de souveraineté et de sécurité nationale. Sans compter que pour les États souverains, la possibilité d'une extinction représente la plus grande des menaces et ceci est possible pour au moins cinq des 197 États parties à la CCNUCC. (Barnett et Adger, 2003 et Nations Unies, s. d.a)

1.2.5 Définitions migrants climatiques/réfugiés climatiques

Les migrations existent depuis toujours, elles constituent un phénomène inhérent à l'être humain, une pratique de survie à laquelle l'être humain fait appel dans sa recherche permanente de meilleures conditions de vie. De plus, les mouvements migratoires émergent comme stratégie pour faire face aux changements climatiques, aux périodes de crises, aux guerres, à d'autres conditions d'adversité ou, simplement, comme un moyen pour chercher de meilleures opportunités dans d'autres endroits du monde. (Castro Franco, 2015)

Cela étant, force est de constater que nous vivons à une époque de mobilité humaine sans précédent. Une personne sur sept dans le monde - soit environ un milliard de personnes - est un migrant et des milliards d'autres sont touchées par la migration au quotidien. En 2015, le nombre de migrants internationaux, c'est-à-dire tous ceux qui habitent dans un pays autre que leur pays de naissance, s'est élevé à 244 millions de personnes, selon les dernières estimations des Nations Unies. (Lacy-Swing, 2016)

Autrement dit, le phénomène est peu négligeable et il y a lieu de s'y attarder surtout dans un contexte où les changements climatiques et leurs conséquences prennent de plus en plus d'ampleur. Ainsi, les changements climatiques liés aux déplacements de personnes continueront d'avoir des incidences sur la mobilité humaine dans un proche avenir (Lacy-Swing, 2016), d'où la raison suscitant notre intérêt dans le cadre de la présente étude.

Nous jugeons toutefois utile de souligner que bien que l'intérêt pour cette question soit récent, l'environnement a toujours été un facteur de migrations massives. Du déluge de l'Ancien Testament au tremblement de terre de Lisbonne décrit par Voltaire au XVIII^e siècle, les récits de catastrophes naturelles relatant des déplacements, les exodes forcés et autres évacuations de populations sont légion. Plus récemment, après le passage de l'ouragan Katrina, en août 2005, près de 80 % de la population est partie ou a été évacuée dans le nord de la Louisiane et dans les États voisins. En janvier 2006, on évaluait le nombre de ces déplacés à plus de 2 millions. Fin 2006, près de 40 % d'entre eux n'étaient pas revenus à La Nouvelle-Orléans. Ce pourcentage atteint 60 % pour l'aire métropolitaine. (Mottet, 2016)

L'on peut ainsi affirmer que les catastrophes naturelles associées aux extrêmes climatiques ont une incidence sur la mobilité et le déplacement des populations, ce qui n'est pas sans effet dans les sociétés d'accueil. Si la fréquence et/ou l'ampleur des catastrophes augmentent, il sera de plus en plus difficile de vivre ou de maintenir les moyens de subsister dans certains lieux. Les migrations et les déplacements pourraient alors devenir définitifs et exercer des pressions nouvelles sur les terres d'accueil.

Il est possible que de nombreux habitants des atolls, par exemple, soient contraints de s'établir ailleurs (GIEC, 2012). Dans cette foulée, pour reprendre l'exemple du cas de figure tel que présenté dans la section précédente, il est intéressant de soulever que les premiers cas de déplacements liés à ces changements climatiques concernent la population de l'atoll des Tuvalu, situé dans le Pacifique Sud et menacé par la montée des eaux (Mottet, 2016). À ce titre, un auteur (Farbotko, 2005) a fait remarquer que le mot "tuvaluan" est devenu synonyme de "réfugié environnemental" dans la langue anglaise depuis la publication, en 2001, dans le *Sydney Morning Herald*, d'un article faisant explicitement référence à la menace que fait peser le réchauffement climatique sur l'avenir de la nation archipélagique. Alors qu'à contrario, selon d'autres auteurs (Gemenne, 2010) même dans le cas des Tuvalu, qui apparaît pourtant comme le cas emblématique des migrations environnementales, la relation entre les changements environnementaux et les flux migratoires est loin d'être une relation causale directe. Au contraire, selon ce dernier, il apparaît que la migration environnementale, en tant que concept, est un produit des perceptions et intérêts individuels ainsi que des politiques publiques menées pour prendre en compte ce problème, et ce, à la fois sur les plans interne et externe (Gemenne, 2010).

Enfin, des estimations alarmistes quant au nombre de réfugiés d'ici 2050 avancent des chiffres se situant entre 250 millions et 1 milliard de personnes déplacées à cause de conditions météorologiques extrêmes, de la baisse des réserves d'eau et d'une dégradation des terres agricoles, ce qui illustre toute

l'importance relativement à ce phénomène. Ces évaluations font néanmoins l'objet de débats révélant qu'il est difficile à partir d'une population soumise au risque d'élévation du niveau de la mer de prédire comment elle réagira (Gay, 2014). Il est toutefois notable que dans la littérature, depuis une dizaine d'années, les « réfugiés environnementaux » semblent incarner les premières victimes du réchauffement climatique (Mottet, 2016). On peut craindre que les changements climatiques ne modifient aujourd'hui en profondeur notre regard sur ces migrations, en raison notamment de leur amplitude potentielle, même si nous ne pouvons pas la quantifier avec précision¹.

Dans le même ordre d'idée, poussons à présent la réflexion afin de circonscrire la portée donnée au sens des définitions de « migrant » et « réfugié » climatique ou environnemental. Cela nous permettra de mieux comprendre les mécanismes de protection qui sont en place ou qui pourraient être mis en place pour assurer une gestion durable et efficace du déplacement des populations occasionné par les changements climatiques.

D'abord, mentionnons que les études existantes révèlent que les migrations climatiques ont tendance à se produire à l'intérieur d'un pays ou de manière régionale, plutôt que des pays en développement vers des pays développés; et qu'elles sont de nature temporaire plutôt que permanente (Traore-Chazalnoel et Ionesco, 2016). Ainsi, l'étude et la régulation du phénomène migratoire ont intéressé pendant très longtemps, de manière exclusive, le droit interne des États et c'est probablement la raison qui explique que lorsque nous parlons des migrations, nous retrouvons plusieurs définitions possibles (Castro Franco, 2015).

L'Office québécois de la langue française (OQLF), quant à lui, donne la définition suivante aux termes de « migrant climatique » et « migrant environnemental » :

« Personne ayant quitté son lieu d'habitation, de façon temporaire ou permanente, à cause d'une dégradation environnementale spécifiquement liée aux changements climatiques bouleversant gravement ses conditions de vie. » (Office québécois de la langue française [OQLF], 2018)

À noter également que l'OQLF (2018) renvoie à cette même définition de « migrant climatique » toutes les définitions suivantes : réfugié climatique, réfugié de l'environnement, réfugié du climat, réfugié écologique, réfugié environnemental. De cette définition nous retenons qu'un migrant se qualifie de migrant climatique si ce dernier quitte son lieu d'habitation, peu importe si c'est de nature temporaire ou permanente, et que les deux critères suivants sont rencontrés : i) le geste d'avoir quitté est stimulé par une dégradation environnementale spécifiquement liée aux changements climatiques et, ii) la dégradation environnementale doit être à ce point importante pour que cela bouleverse gravement les conditions de vie d'une personne.

¹ Certains estiment que les flux de réfugiés environnementaux atteindraient jusqu'à 300 millions de personnes d'ici à 2050. (Blocher, 2016)

Or, nous trouvons que les critères établis dans la définition de l'OQLF sont exigeants à rencontrer. De ce fait, la démonstration à faire qu'un migrant se qualifie de migrant climatique peut être fastidieuse. En effet, comment détermine-t-on qu'une dégradation environnementale a bouleversé gravement les conditions de vie d'une personne? Cela peut occasionner des conflits d'interprétation notamment sur le qualificatif du mot « gravement ». Certains pourraient y attribuer un sens plus large alors que d'autre un sens plus restrictif selon, entre autres choses, des perceptions et du bagage culturel d'une personne. De plus, cette définition demeure silencieuse quant à savoir s'il s'agit d'une migration interne ou internationale. Enfin, soulignons que cette définition nous offre des paramètres encadrant le phénomène du déplacement des populations en lien avec les changements climatiques, mais qu'il ne s'agit que d'une définition du terme, au sens usuel, constaté dans un dictionnaire linguistique et non dans un texte ayant force légale.

En revanche, certains auteurs incluent le critère du déplacement à l'extérieur du pays de résidence afin de définir le terme « migrant ». En ce sens, l'auteur Althaus (2016) se prononce comme suit :

« Le terme migrant est un terme neutre, et devrait le rester. Dans son acception générale, un migrant est une personne qui quitte ou a quitté son pays de résidence habituelle pour traverser une frontière internationale et se rendre temporairement ou de manière permanente dans un autre pays. Une personne peut ainsi être migrante indépendamment de sa situation juridique (régulière ou irrégulière), et de la nature volontaire ou involontaire de sa migration. »

Pour d'autres, les migrations sont une forme de mouvement de populations. Au sens large, Castro Franco (2015) entend par « migration » tout déplacement de personnes. Dans un sens plus strict, il le limite à définir les migrations comme les mouvements de populations qui s'effectuent avec la volonté de demeurer dans l'endroit de destination. Cet auteur distingue par ailleurs les migrations internes, lorsqu'elles ont lieu à l'intérieur des frontières de l'État, et migrations internationales, lorsque les migrants traversent les frontières d'un autre État.

Par ailleurs, il n'existe pas de terme ni de définition internationalement acceptée pour désigner les personnes qui se déplacent pour des raisons environnementales. L'expression « réfugiés climatiques », utilisée couramment, est sans base légale en droit international des réfugiés. Qui plus est, la plupart des experts ne plaident pas pour l'établissement d'un tel statut juridique, même s'ils s'accordent sur la nécessité de reconnaître l'impact climatique sur les populations et d'améliorer les protections et assistances accordées pour toute forme de migration. (Blocher, 2016)

Ainsi, force est de constater que la palette sémantique pour désigner « migrants environnementaux », « réfugiés climatiques », « naufragés climatiques », « exilés de l'environnement » est large et renvoie à différents niveaux d'interprétation, de la métaphore au juridique. D'un point de vue juridique, il est impossible de parler de « réfugiés climatiques », car la définition du statut de réfugié n'inclut pas les menaces climatiques ou environnementales. (Traore-Chazalnoel et Ionesco, 2016)

À cet égard, adoptée en 1951, la Convention de Genève relative au statut des réfugiés est le premier mécanisme juridique élaboré pour faire face à la pression migratoire grandissante. Elle visait à protéger les personnes qui fuyaient leur pays au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Elle définissait les réfugiés comme étant toute personne :

« Craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme 1951). » (Cournoyer-Cyr, 2012)

Ainsi, ceux qui ne peuvent démontrer qu'ils craignent avec raison d'être persécutés du fait de leur race, leur religion, leur nationalité, leur appartenance à un certain groupe social ou leurs opinions politiques, ou qui ne fuient pas une violence généralisée du fait, par exemple, d'un conflit armé, ne pourront obtenir la protection en tant que réfugié, ni une autre forme de protection internationale, telle que la protection subsidiaire. (Althaus, 2016)

Lors de l'adoption de Convention de Genève, phénomène alors méconnu, les migrations induites par des crises environnementales ne répondaient pas aux critères fixés par la convention et n'étaient donc pas visées par la protection juridique subséquente. Ainsi, le recours à la notion de réfugiés pour définir les migrants environnementaux s'avère inexact. (Cournoyer-Cyr, 2012)

Cela dit, sur le plan international, il y a tout de même certaines percées qui font avancer le débat pour la prise en compte du phénomène des migrations environnementales sans, toutefois, encadrer et définir le concept. Ainsi, dans le cadre des négociations internationales sur le climat, la communauté internationale a fait une avancée en incorporant l'article 14f à la CCNUCC ayant pour effet d'encourager les parties à s'engager dans :

« Adoption de mesures propres à favoriser la compréhension, la coordination et la coopération concernant les déplacements, les migrations et la réinstallation planifiée par suite des changements climatiques, selon les besoins, aux niveaux national, régional et international. » (Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques, 2011)

Il s'avère donc qu'il ne s'agit pas de mesures très contraignantes pour les parties en termes d'engagement en lien avec les déplacements de population occasionnés par les changements climatiques, mais une volonté de mieux comprendre le phénomène afin d'en assurer une gestion interétatique sur la base d'une coopération.

Par ailleurs, dans le cadre des négociations internationales sur le climat, la communauté internationale a fait une première dans l'histoire en incorporant la migration dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le 25 septembre 2015, et en mentionnant formellement les « migrants » dans l'accord adopté à la Conférence de Paris sur le climat (COP21) en décembre 2015. Plus particulièrement,

la cible 10.7 du Programme 2030 vise à « faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable », dans le plein respect des droits de l'homme et de manière humaine, indépendamment du statut de migrant, de réfugié ou de déplacé. (Lacy-Swing, 2016)

Incidemment, nous constatons qu'il y a un vide juridique quant aux définitions encadrant les termes faisant référence au « migrant climatique », « réfugié climatique », « réfugié de l'environnement », « réfugié du climat », « réfugié écologique » ou tout autre terme connexe dans les textes de conventions ou de loi. Force est aussi de constater que le droit international n'a prévu aucune assistance ni protection pour les migrants environnementaux (Cournil et Mazzega, 2006; Tiberghien, 2008).

On observe également que selon les différents auteurs, il y a des convergences, mais également certaines divergences quant au sens et à la portée donnés à ces différentes définitions. De plus, il ne semble pas y avoir de forme dominante des mouvements de populations que ce soit au sein de leur État ou, à contrario, à l'international.

Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un enjeu qui mérite toute l'attention nécessaire, car tout indique que les mouvements de populations sont en constante croissance et verront leur niveau augmenter dans les années à venir. Par conséquent, si les phénomènes migratoires sont par essence complexes et multifactoriels, les migrations provoquées par l'augmentation de la pression sur les ressources et les risques liés à l'environnement sont, selon certains auteurs, en passe de devenir l'un des grands défis politiques, humanitaires des prochaines décennies (Grünwald, 2016).

De ce qui précède, nous croyons qu'il est crucial de continuer à améliorer notre compréhension des liens entre changements climatiques et mouvement de personnes, afin, d'une part, d'être en mesure d'y élaborer une définition claire et, d'autre part, de définir les actions immédiates et futures (Traore-Chazalnoel et Ionesco, 2016). Le tout, d'autant plus qu'il semble y avoir une certaine volonté qui émerge des organisations internationales pour une meilleure forme de reconnaissance internationale du statut encadrant les migrations dont un des vecteurs causals concerne les effets des changements climatiques.

2. ANALYSE

Ce chapitre présentera, dans un premier temps, une analyse des différents instruments juridiques relatifs, directement ou indirectement, aux migrations environnementales. Par la suite s'ensuivra une analyse portant sur les ordres institutionnels existants qui gouvernent les enjeux en lien avec les migrations. Plus particulièrement, les faiblesses seront mises en exergue, analysées et documentées en vue de proposer des recommandations pour permettre de mieux encadrer les migrations environnementales. De plus, afin de pousser la réflexion sur les solutions à mettre de l'avant, notre analyse sera enrichie de l'exemple du cas de figure de l'État des Tuvalu et d'une grille d'analyse et d'évaluation présentée à la section 2.2.

2.1 Instruments juridiques en matière de migrations environnementales

Cette section expose les instruments juridiques les plus pertinents en lien avec la problématique à l'étude à savoir : i) la Déclaration universelle des droits de l'homme, ii) la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et le Protocole de 1967 s'y rapportant, iii) l'Accord de Paris et, iv) le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Pour chacun de ces instruments juridiques, une analyse est présentée afin d'évaluer la portée et la protection offerte par ceux-ci, mais aussi pour comprendre si ces instruments juridiques peuvent répondre adéquatement aux enjeux découlant des migrations environnementales (protection, sécurité, bien-être matériel, suivi de la biodiversité relativement aux biens culturels, langue, partage des ressources, etc.).

D'entrée de jeu, il est utile de comprendre comment on peut évaluer la portée d'un instrument juridique et sa force probante dans le contexte du droit international. Les normes juridiques sont généralement présentées comme appartenant soit à la catégorie du droit obligatoire (droit dur/*hard law*) ou soit à la catégorie de la déclaration d'intention (droit mou/*soft law*). En réalité, la force juridique des normes internationales est bien plus nuancée que cela. Il est plus juste de considérer qu'elle peut se situer tout au long d'un spectre entre ces deux extrémités. Plusieurs facteurs doivent alors être pris en considération. Le plus évident tient au support formel de la norme internationale. Toutefois, le contenu de la norme a également une importance fondamentale : plus celui-ci est clair et précis (en somme, transparent), plus la norme sera contraignante. À l'inverse, certaines obligations internationales inscrites dans des traités internationaux, bien que formellement obligatoires en vertu du principe *pacta sunt servanda*, n'ont pas vocation à entraîner des effets contraignants en raison de leur formulation vague ou conditionnelle. (Tabau, 2016) Nous utiliserons entre autres les paramètres qui précèdent afin d'évaluer la portée des instruments juridiques présentés au présent chapitre.

2.1.1 Déclaration universelle des droits de l'homme

La Déclaration universelle des droits de l'homme (Déclaration) constitue, entre autres choses, le fondement et la base de tous les instruments juridiques adoptés à sa suite par l'Organisation des Nations Unies (ONU). La Déclaration est également reconnue comme étant le fondement du droit international relatif aux droits de l'homme (Nations Unies, s. d.c). De par sa nature et son importance, il est intéressant de dresser le portrait historique de même que les points forts et les points faibles du texte de la Déclaration. Cela nous permettra de comprendre la portée des protections conférées dans le texte de la Déclaration et de comprendre si cet instrument juridique peut répondre adéquatement aux enjeux découlant des migrations environnementales.

Dans un premier temps, faisons un bref rappel historique nous permettant de situer dans son contexte l'importance de la Déclaration sur le plan mondial. Alors que la proclamation formelle de certains droits fondamentaux de l'homme dans les droits constitutionnels internes a débuté notoirement au XVIII^e siècle, pour se développer et se répandre durant le XIX^e siècle, le droit international ne s'y est sérieusement intéressé qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale (Gareau et Crépeau, 2006). Ainsi, après la Deuxième Guerre mondiale et la création de l'ONU, la communauté internationale jura de ne plus jamais laisser se produire des atrocités comme celles commises pendant ce conflit. Les dirigeants du monde entier décidèrent de renforcer la Charte des Nations Unies par une feuille de route garantissant les droits de chaque personne, en tout lieu et en tout temps. Le premier projet de Déclaration fut proposé en septembre 1948 avec la participation de plus de 50 États membres à la rédaction finale. (Nations Unies, s. d.c) Au moment de l'adoption de la Déclaration, l'ONU compte 58 pays membres. Quarante-huit d'entre eux voteront en faveur de la Déclaration, deux s'absenteront lors du vote et huit autres pays s'abstiendront de voter (Brunelle et Samson, 2017). Ainsi, par sa résolution 217 A (III) du 10 décembre 1948 la Déclaration fut adoptée à Paris (Nations Unies, s. d.c).

Dans un contexte de crise des valeurs universelles, la Déclaration constituait, pour les nations, un moyen privilégié pour redonner à la dignité humaine la place qui lui revient. Le préambule de la Déclaration supporte cette affirmation :

« CONSIDÉRANT que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

CONSIDÉRANT que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme,

CONSIDÉRANT qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression [...]. » (Brunelle et Samson, 2017)

La Déclaration est donc un vecteur qui énonce et articule les droits et libertés de la personne dont tout être humain est titulaire du seul fait de sa naissance et que les États doivent reconnaître (Duplé, 2018).

Au fil du temps, les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme se sont concentrés et spécialisés de plus en plus dans les problèmes à traiter ainsi que sur les groupes sociaux qui ont besoin de leur protection. La législation relative aux droits de l'homme continue de croître et de développer plus avant les libertés et les droits fondamentaux : examinant notamment les droits et les préoccupations portant sur la discrimination raciale, la torture, les disparitions forcées, les personnes handicapées et les droits des femmes, enfants, migrants, minorités et peuples autochtones (Nations Unies, s. d.c).

Dans ce contexte, le droit international relatif aux droits de l'homme énonce les obligations que les États sont contraints de respecter. En devenant « des parties » aux traités internationaux, les États assument des obligations et des devoirs au titre du droit international et s'engagent à respecter, protéger et satisfaire les droits de l'homme. L'obligation de respecter signifie que l'État doit se retenir d'intervenir dans l'exercice des droits de l'homme ou de les restreindre. L'obligation de protéger exige de l'État qu'il défende les personnes et les groupes contre les violations des droits de l'homme. L'obligation de satisfaire signifie que l'État doit prendre des mesures positives pour faciliter l'exercice des droits fondamentaux de l'homme. (Nations Unies, s. d.c)

Ainsi, en souscrivant à des obligations en matière de respect des droits de la personne, l'État s'engage envers les autres États à satisfaire, par des moyens qu'il détermine et selon l'interprétation qu'il juge la plus appropriée, aux normes adoptées en matière de respect des droits des individus placés sous son empire. Ceux-ci ne disposent d'ordinaire pas de moyens de faire valoir directement ces droits sur la scène internationale. (Gareau et Crépeau, 2006)

Points forts

Il est utile de faire ressortir les points forts qui émanent du texte de la Déclaration et des impacts positifs qui en découlent. À l'origine, la Déclaration se présentait sous forme d'une résolution de l'AG sans effet contraignant. Depuis, certains auteurs affirment que les principes qu'elle énonce ont acquis une force coutumière. (Emanuelli, 2010) De ce fait, on constate que l'esprit de la Déclaration a inspiré plus de 80 déclarations et traités internationaux relatifs aux droits de l'homme sur le plan international, un grand nombre de conventions régionales sur les droits de l'homme, des projets de loi nationaux sur les droits de l'homme et des dispositions constitutionnelles. Cela constitue en soi un système global juridiquement contraignant pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Nations Unies, s. d.c) en plus de respecter une disposition de la Déclaration contenue dans le préambule qui stipule ceci :

« Considérant que les États Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'ONU, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales ».

Ainsi, en ratifiant les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, les gouvernements se sont engagés à mettre en place des mesures et une législation nationale compatibles avec les obligations et les devoirs inhérents à ces traités. Le système juridique national fournit donc la protection juridique principale des droits de l'homme garantis par le droit international. Lorsque les procédures juridiques nationales ne remédient pas aux violations des droits de l'homme, il existe, dans certains cas, des mécanismes et des procédures pour traiter des plaintes individuelles et les plaintes de groupe aux niveaux régional et international et veiller à ce que les normes internationales des droits de l'homme soient effectivement respectées, mises en œuvre et appliquées au niveau local. (Nations Unies, s. d.c)

Plus encore, avec le temps, la Déclaration est devenue l'instrument juridique de référence pour les législateurs, tant au plan régional qu'à l'échelle globale, en cristallisant le noyau dur des droits fondamentaux de la personne humaine. Son impact sur l'élaboration des normes conventionnelles et sur l'émergence des normes coutumières en vigueur en fait aujourd'hui un instrument capital d'analyse du régime contemporain de protections : c'est l'étalon de mesure privilégié du système. (Gareau et Crépeau, 2006)

Cela conduit à reconnaître la force et la puissance des principes qui se dégagent du texte de la Déclaration et comment ils ont réussi à imposer, au fil du temps, un cadre juridique sur le plan international en matière de protection des droits de la personne. En l'occurrence, même si l'État est libre de façonner comme il l'entend les processus d'intégration et d'application des droits de la personne, il n'a cependant pas le choix de les ignorer ou de les nier. L'existence de certains droits fondamentaux est donc incontestable. Leur reconnaissance s'effectue non pas à titre de corollaire d'un quelconque statut dévolu par l'État (comme les droits de l'étranger), mais bien pour la seule et unique raison qu'il s'agit d'un être humain. Ceci rend ces droits universellement opposables, y compris à l'égard de l'État dont l'individu est le ressortissant. L'extension progressive de ce standard minimum de traitement à tout être humain et la réaffirmation de l'universalité de ces droits fondamentaux est une avancée juridique remarquable et capitale. (Gareau et Crépeau, 2006)

Ces différents engagements par les États membres en matière de respect des droits de l'homme peuvent servir, selon nous, de pierre angulaire afin d'offrir une protection minimale aux migrants, et ce, quel que soit leur statut, leur situation ou leur pays d'origine. Citons l'article 2 de la Déclaration qui supporte ce propos :

« Article 2 :

Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire

soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté. »

Par ailleurs, une personne qui est forcée de migrer pour cause d'enjeux environnementaux, tels que ceux exposés au premier chapitre, peut toujours invoquer des droits conférés par la Déclaration afin de lui permettre un minimum de protection tels que ceux prescrits à l'article 3 et 7 de la Déclaration : droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ainsi que l'égalité devant la loi et à une égale protection de la loi, et ce, sans pression discriminatoire qui violerait les protections de la Déclaration.

De plus, un minimum d'équité procédurale est garanti à l'article 8 de la Déclaration. Incidemment, toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi. L'emploi du vocable « toute personne » à l'article 8 de la Déclaration signifie donc que l'équité procédurale s'applique à tous sans distinction de leur statut migratoire ou national.

À souligner également l'importance accordée à la coopération internationale qui prévaut à l'article 22 de la Déclaration et qui, selon nous, constitue la base de la coopération en matière d'immigration internationale, lequel est reproduit ci-après :

« Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays. »

Points faibles

Cependant, ces avancées ne doivent pas occulter quelques failles dans la Déclaration. Nous convenons qu'en tant qu'instrument juridique, la portée de la Déclaration se trouve limitée à l'expression d'une volonté internationale de protéger certains droits fondamentaux. Ainsi, bien que certains y aient vu un outil d'interprétation du terme « droits de l'homme », utilisé, mais non défini, cet instrument est formellement une recommandation de l'ONU et n'a donc aucune portée obligatoire. De plus, selon certains auteurs, le langage qu'on y utilise fait clairement état de sa valeur de guide et de souhait pour l'orientation future des comportements des États. (Gareau et Crépeau, 2006) Il s'agit en effet d'une résolution de l'AG qui a une simple valeur de recommandation (Duplé, 2018). C'est aussi pour cette raison que la Déclaration édicte surtout de grands principes (ce qu'on lui reproche parfois), laissant tant aux droits internes qu'elle vise à inspirer qu'au développement ultérieur de règles internationales plus précises le soin d'élaborer et de parfaire la structure normative appropriée (Gareau et Crépeau, 2006). Toujours selon ces auteurs, la proclamation de certains droits dans une résolution (qui pourra éventuellement générer des normes coutumières d'application universelle) est suivie d'une formalisation contraignante dans un traité international (dont l'application est limitée à la communauté conventionnelle) (Gareau et Crépeau, 2006).

Par ailleurs, la Déclaration ne comporte pas de mécanisme de contrôle des droits de la personne supporté par la mise en place d'une procédure contentieuse à l'échelle internationale. Dès lors, afin de trouver secours en vertu des protections offertes, par exemple les protections conférées au sens de l'article 2 tel que précité, le processus à parcourir par un individu au sein des organes des Nations Unies est lourd et fastidieux. Cela a pour effet de décourager la majorité des individus qui aimeraient s'en prévaloir et particulièrement, ceux qui sont les plus vulnérables et les plus susceptibles d'y avoir recours ou qui ne peuvent bénéficier de l'aide d'un organisme tiers pour les représenter [ex. : organisme non gouvernemental (ONG)]. De plus, aucun mécanisme n'est prévu pour protéger l'ensemble d'une population menacée par la violation d'un État aux dispositions de la Déclaration : par exemple une population visée par les déplacements de masse qui se retrouverait privée de liberté dans un pays d'accueil. Dans le même ordre d'idée, une gestion mal intégrée des migrations environnementales est susceptible de porter préjudice au respect des principes et à l'esprit de la Déclaration.

Il convient par ailleurs de souligner l'absence de mécanisme de mise en œuvre des obligations par les États à la Déclaration, ce qui, selon nous, tend à favoriser une faiblesse de cet instrument juridique et à en limiter la portée. Cela peut toutefois trouver explication, car au moment de l'adoption de la Déclaration, aucun organisme des Nations Unies n'avait encore vu le jour.

2.1.2 Convention relative au statut des réfugiés et le Protocole s'y rapportant

La Convention relative au statut des réfugiés mieux connu sous le nom de Convention de Genève (Convention) adoptée en 1951 ainsi que le Protocole relatif au statut des réfugiés adopté en 1967 (Protocole) font partie d'un même ensemble normatif et seront analysés, lorsque le contexte s'y prête, comme formant un seul instrument juridique. Actuellement, 148 États sont parties à l'un de ces textes ou les deux (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés [HCR], s. d.). Nous aborderons ainsi l'analyse de la Convention et du Protocole en faisant d'abord un rappel historique du contexte dans lequel ils ont été adoptés et rappellerons les principaux engagements qui en découlent pour ensuite faire état des points forts et des points faibles qui s'en dégagent. Cela nous permettra d'apprécier la portée et les protections offertes par ces textes et de déterminer si ces instruments juridiques peuvent répondre aux enjeux découlant des migrations environnementales.

Le processus d'élaboration de droits, de normes et de directives applicables à l'échelle internationale pour la protection des réfugiés a commencé au début du XX^e siècle sous l'égide de la Société des Nations soit l'ancêtre de l'ONU. Ces efforts ont abouti le 28 juillet 1951 avec l'approbation, lors d'une conférence spéciale des Nations Unies, de la Convention. (HCR, s.d.) Adopté à sa suite en 1967, le Protocole vient en complément au texte de la Convention. Ils font donc partie des instruments juridiques adoptés depuis la Deuxième Guerre mondiale par les Nations Unies en matière de protection des droits de la personne et, ainsi, font partie de ce que le système intergouvernemental appelle le droit international humanitaire (Saint-Pierre, 2006).

Il convient de préciser la nature unique et indissociable des deux accords qui constituent un corps unique et un ensemble normatif. Ainsi, le Protocole constitue l'achèvement nécessaire du texte de la Convention et l'adaptation de celle-ci à l'évolution des événements historiques et politiques qui ont suivi l'entrée en vigueur de la Convention. Ces événements avaient rendu inactuelle la référence temporelle (date limite du 1^{er} janvier 1951) et la limitation géographique contenues dans l'article premier de la Convention. Il importe de mentionner que l'adhésion au Protocole par un État comporte l'obligation d'appliquer presque intégralement la Convention et, plus particulièrement, ses dispositions substantielles. Cela explique pourquoi certains États sont devenus parties au Protocole et n'ont pas estimé indispensable d'adopter aussi la Convention. (Colella, 1989)

Pour comprendre le champ d'application de ces textes, il faut d'abord se référer à la définition du terme « réfugié » au sens de la Convention et du Protocole. À cet effet, au sens de la Convention, on entend par réfugié « toute personne qui, par suite d'événements survenus avant le premier janvier 1951 et craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut pas y retourner ». Pour sa part, le texte du Protocole a notamment eu pour effet d'élargir la portée de la définition donnée au terme « réfugié » en y excluant toutes limites temporelles prescrites au texte de la Convention. Ainsi, par l'effet du Protocole, l'encadrement juridique n'est plus limité à offrir une protection aux personnes ayant subi des persécutions par suite d'événements survenus avant le premier janvier 1951. Le Protocole a également eu pour effet d'élargir la portée géographique du champ d'application de la Convention en ne le limitant plus strictement au territoire européen. Ainsi, en vertu de ce changement, toute personne, quel que soit son pays d'origine peut prétendre à une protection en vertu de ces textes. Autrement dit, le Protocole a eu pour effet de supprimer juridiquement la référence temporelle et, du même coup, la limitation géographique de l'article premier de la Convention (Bettati, 2013).

Cela dit, plusieurs critères doivent être rencontrés afin qu'une personne puisse se qualifier comme un « réfugié » au sens de la Convention ou du Protocole et, conséquemment, puisse se prévaloir des droits et protections découlant de ces instruments juridiques. Ainsi, tous les migrants ne se qualifient pas comme réfugiés au sens de la Convention ou du Protocole. La démonstration doit être faite qu'une personne craint de subir une persécution dans son pays dont elle porte la nationalité ou, le cas échéant, si elle est sans nationalité, du pays où elle a sa résidence habituelle du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques.

De ce fait, advenant qu'une personne rencontre les critères afin de qualifier comme « réfugié » au sens de la Convention ou du Protocole, elle peut revendiquer, auprès d'un État membre, les droits et

protections consacrés dans la Convention. À ce propos, il est utile de citer les droits et protections ayant une force probante tels que : i) les droits économiques (ex : le droit d'exercer une activité professionnelle salariée), ii) les droits à l'éducation (ex : accès à l'enseignement primaire), iii) les droits dont bénéficient les nationaux d'un pays d'accueil à l'égard du droit d'assistance et de secours publics, iv) les droits pour un réfugié de choisir un lieu de résidence et d'y circuler, v) la protection contre les expulsions (sauf pour des raisons limitées aux questions de sécurité nationale ou d'ordre public) et, vi) les droits à l'exercice d'un contrôle judiciaire (juridiction déferée à la Cour internationale de Justice pour entendre les différends entre les États parties). (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, s. d.)

En somme, les réfugiés bénéficient d'un régime juridique leur garantissant une protection internationale du fait qu'ils ne peuvent ou ne veulent pas se réclamer de la protection de leur pays d'origine en raison d'une crainte fondée de persécution. En application de cette protection internationale, une personne peut essentiellement demander l'asile à un autre État afin d'être reconnue comme réfugié et d'avoir droit de rester dans cet État hôte. Que ce soit durant l'examen de cette demande, ou une fois que le statut de réfugié lui a été attribué, cette personne ne peut être renvoyée dans son pays d'origine et bénéficie de par son statut dans les États ayant ratifiés la Convention ou le Protocole, d'un régime juridique spécifié dans cette Convention. (Althaus, 2016)

La Convention a donc été le premier véritable accord international à couvrir les aspects les plus fondamentaux de la vie d'un réfugié. Elle énonce un ensemble de droits fondamentaux qui doivent être au moins équivalents aux libertés dont jouissent les étrangers qui vivent en toute légalité dans un pays donné et, dans de nombreux cas, à celles des citoyens de ce pays. De plus, un des attributs de la Convention consiste en la reconnaissance de la portée internationale des crises mettant en cause les réfugiés et, conséquemment, de la nécessité d'une coopération internationale. (HCR, s.d.)

Points forts

Il est intéressant de mettre en lumière que la Convention reprend le principe clé de celui énoncé dans la Déclaration à savoir celui que les êtres humains doivent jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et ce, sans discrimination. Il s'agit de la prémisse de la Convention qui illustre toute l'importance que la communauté internationale porte à la protection des droits de l'homme dans un contexte où la liberté et la protection de ce dernier sont menacées. La Convention reste donc un acquis fondamental pour la protection des réfugiés grâce à son esprit universel, et ce, même 68 ans après son adoption (Colella, 1989).

D'un point de vue de la gouvernance, cet instrument juridique est doté d'un organe qui en chapeaute l'application. En effet, la Convention prévoit que la gouvernance et la mise en œuvre des engagements contenus dans la Convention et le Protocole sont assurées par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). À cette fin, il est entre autres prévu que les États parties ont le devoir de

coopérer avec le HCR. De plus, la Convention prévoit également un mécanisme de règlement des différends et la compétence pour entendre les litiges entre les États parties est dévolue à la Cour internationale de Justice. Ainsi, il appartient à la Cour internationale de Justice d'entendre tous différends relativement à l'interprétation ou à l'application des textes de la Convention et du Protocole. Cela conduit à admettre que cet instrument juridique présente un caractère contraignant assez fort puisque ce ne sont pas tous les instruments juridiques internationaux qui intègrent un régime de gouvernance et de surveillance.

En outre, cet instrument juridique bien que comportant des dispositions obligatoires pour les États parties comporte un mécanisme de flexibilité. En effet, il est loisible pour les États parties à la Convention et/ou au Protocole d'évoquer des réserves relativement à l'application de certaines dispositions. Selon la Convention de Vienne, une réserve est une déclaration unilatérale par laquelle un État exclut ou modifie, en ce qui le concerne, les effets juridiques d'une disposition du traité (Colella, 1989). Ce mécanisme a été introduit afin de permettre au plus grand nombre d'États d'adopter la Convention et/ou le Protocole, mais exclut toutes possibilités de limiter l'application des dispositions substantielles de la Convention. Plus précisément, il n'est pas permis d'exclure les dispositions qui constituent les cinq piliers de la Convention et du Protocole à savoir : i) l'article premier, relatif à la définition même de réfugié, qui est sans doute la disposition fondamentale de la Convention; ii) l'article 3 qui porte sur l'obligation de ne pas discriminer les réfugiés quant à la race, la religion ou le pays d'origine et qui énonce une obligation de non-discrimination; iii) l'article 4 qui oblige les États à accorder aux réfugiés un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui accordé aux nationaux en ce qui concerne la liberté de pratiquer leur religion et en ce qui concerne la liberté d'instruction religieuse de leurs enfants; iv) l'article 16.1, sur la liberté d'ester en justice, qui prévoit que tout réfugié aura, sur le territoire des États contractants, accès libre et facile devant les tribunaux; et v) l'article 33 qui concerne l'expulsion et l'obligation de non-refoulement (Colella, 1989). Cela dit, du point de vue des réserves, malgré le nombre élevé des pays réservataires, la Convention a atteint son but. Les réserves qui ont été soulevées sont, en effet, généralement très raisonnables et remplissent la fonction de proportionner les obligations prises par les États aux différentes circonstances géographiques, sociales, économiques qui caractérisent les divers ordres juridiques. (Colella, 1989)

Points faibles

La Convention souffre toutefois d'importantes limites quant à sa portée puisqu'elle définit internationalement le « réfugié » au paragraphe (A) de l'article premier tout en demeurant silencieuse quant au cas du « réfugié écologique ». Ainsi, sur le plan du droit, l'expression « réfugiés environnementaux ou climatiques » n'est pas juridiquement consacrée dans la Convention et n'a pas fait l'objet d'intégration dans le Protocole. Le droit s'avère même, à l'heure actuelle, inadapté aux réalités complexes qui dessinent ce concept. L'utilisation de cette expression engendre au contraire une ambiguïté au regard de la définition du réfugié posée par le droit international. En effet, au paragraphe (A)

de l'article premier, la Convention définit internationalement le réfugié comme toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer la protection de ce pays. Cette définition conventionnelle ne renvoie pas explicitement aux dégradations de l'environnement. Aujourd'hui, il est démontré que les instruments juridiques hérités du siècle dernier, particulièrement la Convention, sont inadaptés à cette nouvelle forme de migration. (Cournil, 2010)

Qui plus est, la Convention souffre également d'importantes limites tant sur le champ de sa protection que sur l'instrument lui-même. En effet, cet instrument juridique est particulièrement inadapté pour répondre aux nouvelles migrations internationales. Par exemple, le droit international des réfugiés est basé sur une approche individualisée des motifs d'exil du réfugié. Or, l'examen individuel effectué par les autorités compétentes de l'État d'accueil paraît inapproprié pour les réfugiés écologiques. Ces derniers souvent victimes de catastrophes écologiques fuient en grand nombre le lieu du drame (migration massive). L'approche *prima facie* (collective, par groupe) paraît plus adéquate face aux situations d'urgence. (Cournil et Mazzega, 2007) Autrement dit, la protection internationale offerte par la Convention n'offre aucune garantie pour les victimes d'une catastrophe écologique qui se voient dans l'obligation de quitter leur pays d'origine. (Cournil et Mazzega, 2007)

Il va sans dire qu'il existe donc une différence contextuelle importante entre les réfugiés conventionnels et les réfugiés écologiques : les premiers ne bénéficient plus de la protection juridique de leur État d'origine ou de nationalité, alors que pour les seconds, le lien juridique avec leur État n'est pas rompu, mais temporairement inopérant (sauf cas extrême). Le réfugié conventionnel a besoin d'un statut palliant la rupture juridique avec son pays d'origine alors que les réfugiés de l'environnement nécessitent un statut atténuant la déficience matérielle de leur État sans qu'il faille, nécessairement dans tous les cas, remplacer un lien juridique. En somme, le droit des réfugiés paraît inadapté face aux nouvelles migrations notamment celles liées aux catastrophes écologiques. (Cournil et Mazzega, 2007)

Par ailleurs, bien que les textes de la Convention et du Protocole soient pourvus d'obligations de résultat pour les États membres, il n'en demeure pas moins que ces textes ne prévoient pas de recours ou de sanctions efficaces en cas de violations de leurs dispositions (Saint-Pierre, 2006). En ayant comme prémisse que la valeur contraignante d'un accord s'apprécie notamment au regard des sanctions imposées aux parties non respectueuses des engagements contractés, nous convenons que ces textes souffrent d'une lacune relativement à cet aspect.

2.1.3 Accord de Paris

Avant d'aborder l'analyse de l'Accord de Paris, il convient de faire un rappel historique du contexte dans lequel il a été adopté. Ce retour dans le passé permet de recenser les principaux engagements qui en

découlent et de faire ensuite état de ses points forts et de ses points faibles. Ainsi, cette démarche nous permettra d'apprécier la portée et les protections offertes par l'Accord de Paris et de déterminer si cet instrument juridique peut répondre aux enjeux découlant des migrations environnementales.

Le précédent et premier accord climatique à vocation internationale, le protocole de Kyoto découlant de la CCNUCC, signé en 1997, arrivé à expiration en 2012, prolongé jusqu'à 2020, aura été une impasse pour certains (Damian, Abbas et Berthaud, 2015) : il ne couvre aujourd'hui qu'environ 12 % des émissions mondiales de GES. Depuis 2012, des efforts menant à l'adoption d'un nouvel accord voulant rallier un consensus au sein de la communauté internationale particulièrement entre les pays développés et certains pays, qualifiés comme étant en développement au sens du protocole de Kyoto, mais néanmoins grands émetteurs de GES, ont été faits. C'est ainsi qu'à partir de la Conférence de Copenhague (COP15), la Chine et les États-Unis, dont le face-à-face paralysait jusqu'ici les négociations d'un accord post-2012, vont paradoxalement se mettre d'accord pour l'adoption à Paris, à l'issue de la XXI^e Conférence des Parties (COP21), d'un accord plus souple que le protocole de Kyoto (Lavallée et Maljean-Dubois, 2016).

Ainsi, en posant les bases d'un nouveau régime juridique, l'Accord de Paris, adopté le 12 décembre 2015, marque un tournant dans les négociations internationales sur le climat (Lemoine-Schonne, 2016). Au chapitre du droit international, il s'intitule « accord » et non pas « convention » ou « protocole » afin d'éviter de rappeler le protocole de Kyoto à ses détracteurs : mais il s'agit bien d'un traité (Lavallée et Maljean-Dubois, 2016). En effet, en respectant la procédure requise du consensus et les principes fondateurs de la CCNUCC, la COP21 a finalement conclu un accord qui répond formellement à la définition d'un traité et qui sera, à ce titre, juridiquement obligatoire pour les États qui décident de le ratifier (Lavallée et Maljean-Dubois, 2016). Dans un contexte de grande incertitude concernant la capacité de la communauté internationale à lutter efficacement contre les changements climatiques, les négociations intensives menées durant deux semaines à Paris ont ainsi permis la participation de tous les États de la planète au nouveau régime destiné à gouverner la période post-2020 (Lemoine-Schonne, 2016). Par ailleurs, conformément à son article 21, les conditions à l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sont désormais remplies puisqu'au moins 55 États (représentant au minimum 55 % des émissions de GES) ont ratifié le texte le 4 novembre 2016, et ce, quelques jours avant l'ouverture de la Conférence de Marrakech (COP22). Cette ratification très rapide démontre l'urgence de la situation et la préoccupation des acteurs concernés face aux changements climatiques et face à leurs effets. (Schuller, 2016) Faisant suite à sa ratification, il est toutefois entendu que les obligations découlant de l'adoption de l'Accord de Paris doivent entrer en vigueur en 2020, et ce, à l'issue de la seconde période d'engagement du protocole de Kyoto (Lemoine-Schonne, 2016).

Cependant, une question cruciale se pose : en quoi consistent les engagements découlant du texte de l'Accord de Paris et en quoi est-ce pertinent dans le cadre de la présente étude? De manière générale, les États parties à l'Accord de Paris s'engagent à lutter contre les changements climatiques. Plus

précisément, ils s'engagent à : i) contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, ii) renforcer les capacités d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques et promouvoir la résilience à ces changements et un développement à faible émission de GES, d'une manière qui ne menace pas la production alimentaire et, iii) évoluer vers un développement à faible émission de GES et exercer un virage vers une économie plus verte (Bundock, Charlebois et Turmel, 2015). L'Accord de Paris établit ainsi un nouveau régime juridique marqué par un objectif environnemental très ambitieux à savoir l'inscription d'un objectif mondial : celui de limiter la température à la surface du globe nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et celui de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C (Lemoine-Schonne, 2016).

Cela dit, l'adoption de l'Accord de Paris a mis fin à plusieurs années de négociations sous l'égide de la CCNUCC pour arriver à un consensus autour d'un nouveau protocole qui vient rompre avec l'approche binaire du protocole de Kyoto. Cette approche qui limitait l'imposition d'obligations de réduction de GES aux seuls pays développés fait maintenant foi au principe des responsabilités communes mais différenciées, consacré dans la CCNUCC, qui exige des engagements de réduction de GES à tous les États du monde qu'ils soient développés ou en développement. Autrement dit, l'approche géopolitique de l'Accord de Paris rompt avec celle du protocole de Kyoto dans la mesure où les pays en développement doivent désormais soumettre aussi des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans un but de limiter les émissions de GES. (Lavallée, 2018)

Incidemment, il ressort une ferme volonté des États quant à la recherche d'un compromis universel pour combattre les changements climatiques. L'Accord de Paris laisse cependant aux États le pouvoir discrétionnaire de déterminer leurs propres CDN et, aux yeux de certains, celles-ci peuvent s'avérer insuffisantes (Perruso, 2016). Il marque ainsi un recul de la prédominance du droit international dur au profit du volontarisme et de la recherche de compromis politiques (Damian et al., 2015). En ce sens, l'Accord de Paris tourne le dos à la première politique climatique, celle du protocole de Kyoto, et donc à l'architecture ancienne « par le haut » et à l'ambition d'un accord international contraignant. Il inaugure une nouvelle gouvernance climatique dans la continuité de la gouvernance centrée sur les États, mais cette fois à l'échelle globale, c'est-à-dire tenant compte des préférences des 196 parties signataires de la CCNUCC et, en particulier, des plus puissants d'entre eux. (Damian et al., 2015)

Par ailleurs, pour certains auteurs, comme Schuller, l'Accord de Paris est une avancée dans la lutte contre le réchauffement climatique puisqu'il reconnaît que les changements climatiques représentent une menace immédiate et potentiellement irréversible pour les sociétés humaines et la planète. C'est pourquoi il est nécessaire de développer la coopération la plus large possible de tous les pays ainsi que leur participation dans le cadre d'une riposte internationale efficace et appropriée, le tout en vue d'accélérer la

réduction des émissions mondiales de GES. De plus, selon le même auteur, l'Accord de Paris reconnaît le caractère urgent de ce combat. Pour d'autres auteurs encore (Laville, 2016), l'Accord de Paris est salué comme un succès. Succès, parce qu'un accord a été trouvé entre les membres de l'ONU; cet accord épouse à première vue les souhaits de ceux qui ont ouvert le Sommet des Chefs d'État, à savoir le Président Hollande, le Président de la conférence Laurent Fabius, et le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon : un accord universel et contraignant; il a été aussi qualifié d'historique, surtout en France. Dans le même ordre d'idée, un autre auteur (Lemoine-Schonne, 2016) évoque que les éléments variés de l'accord traduisent une logique de compromis et un nouveau paradigme du régime international sur le climat et que le texte contient un certain nombre de dispositions obligatoires du fait qu'elles sont inscrites dans le traité international et qu'elles soient non dénuées de souplesse par leur contenu. Par opposition, d'autres auteurs (Lavallée et Maljean-Dubois, 2016) se prononcent à l'effet que l'Accord de Paris marque davantage le commencement d'une nouvelle ère de diplomatie climatique, pleine d'incertitudes, qu'un aboutissement.

Points forts

Qu'en est-il, selon nous, des points forts qui ressortent de l'Accord de Paris?

La reconnaissance, dès le préambule de cet accord, que le développement est la priorité des pays en développement s'impose comme toile de fond à toute la suite du texte (Lavallée, 2018). Nous y voyons là une percée et un signe positif que la recherche de solutions pour faire face aux enjeux des changements climatiques doit également permettre le développement des conditions dans les pays en développement. Au surplus, il ressort du texte de l'Accord de Paris toute l'importance accordée aux pays les plus vulnérables aux changements climatiques, notamment les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement. De fait, nous notons que le texte en fait mention à 5 occasions lançant ainsi un signal fort quant à leur fragilité et à l'importance d'agir afin d'éviter que ces États ne subissent de graves ou d'irréversibles préjudices. Pour la première fois dans le cadre des négociations internationales sur le climat, ces États ont fait valoir leurs poids et leurs préoccupations ont trouvé écho. En effet, l'objectif de limiter l'élévation des températures à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels était ardemment souhaité par ces derniers, particulièrement les petits pays insulaires menacés par la montée des mers, qui en faisaient une « ligne rouge » dans leurs négociations (Lavallée et Maljean-Dubois, 2016).

De plus, sans reconnaître un lien direct causal entre les changements climatiques et les migrations comme effets néfastes, le préambule du texte reconnaît que les changements climatiques sont un sujet de préoccupation pour les États et que ceux-ci devraient, lorsqu'ils prennent des mesures face à ces changements, veiller au respect et à la promotion des droits des migrants. Il s'agit de la première fois qu'un instrument juridique international fait le rapprochement entre changements climatiques et droits des migrants. Cela traduit l'esprit vers lequel l'Accord de Paris souhaite se démarquer au regard de la

nécessité de protéger les droits de l'homme dans un contexte de fragilité climatique et de menaces pour la stabilité des populations.

En outre, à compter de 2020, les États liés par le traité (c'est-à-dire les États l'ayant ratifié) vont être tenus à de nouvelles obligations qui sont réputées juridiquement contraignantes. Elles sont diverses dont la plus importante est de préparer et soumettre leurs CDN à tous les 5 ans. De plus, les États ont le devoir de tout mettre en œuvre afin de satisfaire à l'engagement contenu à l'article 2 de l'Accord de Paris, soit « contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels ». L'Accord de Paris oblige également les États à se soumettre à un cadre de transparence relativement à cet engagement. Ainsi, les États sont obligés de rendre compte de leurs émissions de GES et des moyens mis en œuvre afin de rencontrer leurs cibles relatives à leurs CDN, le tout supervisé par un comité d'experts créé à cet effet au sein de la CCNUCC (Laville, 2016). Nous croyons que cela aura une force probante et motivera les États à faire les efforts nécessaires en vue de rencontrer leurs propres cibles de réduction de GES et, pour chaque période quinquennale de référence, d'en établir d'autres de plus en plus ambitieuses pour rencontrer l'objectif commun souhaité relativement à l'élévation des températures. En ce sens, le texte de l'Accord de Paris offre une certaine souplesse et fait foi de compromis puisque les CDN ne sont pas imposées dans le corps du traité ni en annexe de celui-ci (elles figureront plutôt dans un registre international dont le secrétariat sera le dépositaire) (article 4 [12]) (Lavallée et Maljean-Dubois, 2016).

Autre élément que nous estimons comme une avancée dans l'Accord de Paris est l'introduction du mécanisme des pertes et préjudices qui se trouve à l'article 8. Certains auteurs (Lavallée, 2018) le considèrent comme une victoire pour les pays en développement les plus vulnérables puisqu'il n'est pas confondu avec les mesures concernant l'adaptation. Cela était souhaitable puisque ce mécanisme sera justement utile lorsque l'atténuation et l'adaptation n'auront pas permis d'éviter la survenance de pertes et dommages. Stratégiquement, les pays les plus vulnérables ont soutenu l'objectif ambitieux de ne pas dépasser un réchauffement de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels, position intéressante qui leur permettra peut-être de hâter le moment où ils pourront s'appuyer sur le texte de l'Accord de Paris pour demander aux responsables historiques du réchauffement climatique et aux plus gros émetteurs par habitant de compenser leurs pertes et dommages. (Lavallée, 2018) Conséquemment, nous croyons que par extension au mécanisme des pertes et préjudices, les populations, qui seraient obligées de quitter leur pays d'origine à cause des effets néfastes des changements climatiques, pourraient faire valoir leurs droits et demander, en guise de réparation, des droits d'accès et de résidence dans certains pays d'accueil. Autrement dit, l'application de ce mécanisme pourrait donner lieu à une ouverture afin de faciliter la gestion des flux migratoires résultant des changements climatiques.

Par ailleurs, dans la foulée d'offrir un support aux pays en développement, il est prévu comme obligation de la part des pays développés de fournir aux pays en développement des ressources financières aux fins d'aider à l'atténuation des émissions de GES et de l'adaptation aux changements climatiques. Cette obligation constatée à l'article 9 de l'Accord de Paris ne s'accompagne toutefois pas d'une précision quant au montant de l'aide financière, mais il fut évoqué par la communauté internationale à l'occasion de plusieurs autres échanges une aide de 100 milliards de dollars par année (Laville, 2016). Cela dit, nonobstant le montant qui sera déterminé ultérieurement, il est intéressant de noter toute la reconnaissance accordée dans le texte à l'aide financière nécessaire à apporter aux États insulaires en développement. De ce fait, puisque l'accent est mis sur ces États, c'est donc dire que la communauté internationale prend acte des effets néfastes des changements climatiques les affectant et accorde toute l'importance nécessaire à leur état de vulnérabilité. Dans une optique d'adaptation, il y a peut-être lieu de se questionner à savoir si une partie de l'aide financière pourrait être affectée à mettre en place des structures permettant d'assurer une meilleure gestion des flux migratoires.

Aussi, il est pertinent de souligner que pour la première fois, dans un accord climatique et dans l'un des premiers accords internationaux portant sur l'environnement, est fait mention explicite des obligations incombant aux États en matière de droits de l'homme. Si le régime climat a été essentiellement bâti sur des aspects environnementaux et économiques, l'appréhension des enjeux sociaux et culturels est dorénavant certaine, notamment à la lumière d'une approche fondée sur les droits de l'homme. La problématique environnementale du réchauffement climatique entraîne et entraînera des effets néfastes à la jouissance des droits de l'homme. Les obligations internationales relatives à ces derniers contribuent au développement d'un régime climat qui met l'homme (et l'humanité) au cœur des préoccupations. C'est ainsi que les droits de l'homme provoquent une révolution juridique au niveau du droit international en mettant l'homme au-dessus des autres valeurs et en le rendant « la mesure de toutes les choses ». L'humanisation du droit international se concrétise par la possibilité d'engager la responsabilité d'un État au nom des droits de l'homme. Elle s'affirme par la reconnaissance que la personne humaine est au centre des actions de la société internationale et en est également sujet. (Perruso, 2016) Ainsi, sur la base d'une véritable relation, les droits de l'homme et la protection de l'environnement sont deux champs qui partagent un noyau d'intérêts et d'objectifs communs (Perruso, 2016).

Points faibles

De manière générale, bien que l'Accord de Paris se veuille un instrument juridique contraignant, la force contraignante des engagements qui en découlent est discutable. À cet égard, l'Accord de Paris est vague sur bien des points pour lesquels il appelle une concrétisation par des décisions à venir de la COP ou des actions des États. À l'aune de ce constat, on peut analyser l'objectif d'atténuation, les questions de la justice climatique et de la différenciation des obligations d'atténuation, de transparence et de financement ou celles relatives à la responsabilité et aux sanctions (Lavallée et Maljean-Dubois, 2016). De plus,

on note une prévalence des obligations de moyens au détriment des obligations de résultat (Lavallée et Maljean-Dubois, 2016) ce qui limite la portée de l'Accord de Paris. La nature contraignante s'évalue notamment par le choix des termes employés pour intimer aux parties des obligations de résultat. En guise d'exemple, si l'on prend l'obligation des États en lien avec la réduction des GES conforme à leurs cibles (CDN), le texte prévoit que les parties s'engagent à prendre « des mesures internes pour l'atténuation en vue de réaliser les objectifs desdites contributions » (article 4[2]) (Lavallée et Maljean-Dubois, 2016). Ainsi, le libellé choisi dans le texte est large et n'avise pas les parties à une obligation de résultat quant à l'atteinte des objectifs liés aux CDN. Cet instrument juridique est donc, en tant quel tel, obligatoire dans son ensemble, mais le choix des termes employés laisse à certains endroits une grande flexibilité de mise en œuvre aux Parties (Lemoine-Schonne, 2016). Par conséquent, l'accord est obligatoire, mais inégalement contraignant selon les dispositions concernées (Lemoine-Schonne, 2016).

Une autre faiblesse à souligner dans l'Accord de Paris renvoie aux engagements ayant trait au soutien aux pays en développement. Là encore, il est difficile d'apprécier la teneur exacte de ces engagements qui demeurent vagues et peu précis quant à leur portée. (Tabau, 2016) À cet effet, comme exposé précédemment, les pays développés ont exprimé leur intention de fournir 100 milliards de dollars par an aux pays en développement d'ici à 2020. Toutefois, l'Accord de Paris demeure flou quant à cet engagement, mais rappelle que les pays développés doivent fournir des ressources financières aux pays en développement dans le but notamment de financer des mesures relatives à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques, le tout conformément à leurs obligations existantes découlant de la CCNUCC (Bundock, Charlebois et Turmel, 2015).

Par ailleurs, la valeur contraignante d'un traité s'apprécie également au regard des sanctions imposées aux parties non respectueuses des engagements contractés. Or, l'Accord de Paris n'impose aucune sanction en cas de non-respect des engagements par les parties. La seule sanction sera politique, celle de se voir mettre au banc des « cancre du climat » (Lavallée et Maljean-Dubois, 2016). Qui plus est, la règle « *pacta sunt servanda* » induit la bonne foi dans l'application de n'importe quel traité (Laville, 2016). L'accent est ainsi mis sur un mécanisme souple de revue par les pairs plutôt qu'un système juridique de sanctions (Lavallée, 2018). Cela dit, rien n'empêche des individus de déposer des contentieux nationaux contre leur État pour manque d'ambition, comme c'est le cas aux Pays-Bas, au Pakistan et aux États-Unis; c'est ce que l'on voit se dessiner pour les prochaines années (Laville, 2016). On observe donc un mouvement instigué par la société civile qui agit en tant que gardienne du respect des engagements internationaux contractés par leurs États.

Au surplus, tel qu'énoncé précédemment, il y a eu une avancée importante dans l'Accord de Paris afin d'établir des liens entre droits de l'homme et changements climatiques, lesquels sont constatés au paragraphe 11 du préambule et pourraient servir de source interprétative des autres dispositions de l'accord. Cela dit, force est de constater certaines faiblesses quant à la portée de ce rapprochement, d'où

la nécessité d'y apporter des nuances importantes. La mention unique aux droits de l'homme indique dans le préambule que :

« les changements climatiques sont un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière, les Parties devraient, lorsqu'elles prennent des mesures pour faire face à ces changements, respecter, promouvoir et prendre en considération leurs obligations respectives concernant les droits de l'homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable, et le droit au développement, ainsi que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'équité entre les générations ».

Certes, le traité doit être interprété à la lumière de son préambule et, conséquemment, de ce paragraphe du préambule. Toutefois, la capacité de l'Accord de Paris à produire une véritable influence sur les stratégies est relativisée étant donné l'emploi du verbe « devoir » au conditionnel qui n'engage pas véritablement les États. Il est à regretter au surplus que le triptyque des obligations des États de « respecter, protéger et réaliser » les droits de l'homme n'ait pas été mentionné ainsi. (Perruso, 2016) Nous croyons que s'agissant d'une percée, les obligations des États au regard du respect des droits de l'homme auraient dû être plus fermes et davantage exploitées dans le corps du texte de l'Accord de Paris.

2.1.4 Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (Pacte) est un outil d'engagement multilatéral non juridiquement contraignant adopté récemment par les États membres de l'ONU. Il s'agit du tout premier accord global des Nations Unies sur une approche commune des migrations internationales dans toutes ses dimensions (Nations Unies, s. d.b). Le Pacte est fondé sur une année de discussions thématiques et régionales touchant tous les aspects de la migration auprès d'intervenants multiples et suivie de six rondes de négociations intergouvernementales qui ont eu lieu à New York (Gouvernement du Canada, 2018). Tous les États ont participé aux négociations, à l'exception des États-Unis (France Diplomatie, 2018). Le document couvre une vaste gamme d'enjeux, de secteurs, d'acteurs et de moyens de coopération à l'échelle mondiale, régionale, nationale et infranationale. Il cherche à apaiser les tensions sous-jacentes à la migration internationale, notamment les préoccupations en matière de sécurité nationale, de sécurité des personnes, de dignité et de droits. (Gouvernement du Canada, 2018) Il fut adopté à Marrakech le 10 et 11 décembre 2018 lors de la Conférence intergouvernementale chargée d'adopter le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et résulte d'un travail concerté, sur une période de 18 mois, par les États membres de l'ONU ainsi que des parties prenantes consultées (Nations Unies, s. d.b). Cette conférence a été organisée sous les auspices de l'AG à travers la résolution 71/1 du 19 septembre 2016, intitulée « Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants », selon laquelle les États membres s'étaient engagés à lancer un processus de négociations intergouvernementales devant conduire à l'adoption du Pacte (Nations Unies, s. d.b). Lors de l'AG le 19 décembre 2018, qui a fait suite à la Conférence intergouvernementale, le Pacte a été ratifié par 152 voix pour, l'opposition des États-Unis, de la Hongrie,

d'Israël, de la Pologne et de la République tchèque, et 12 abstentions. La majorité des 54 délégations qui se sont exprimées ont, comme l'a fait le 10 décembre dernier le Secrétaire général de l'ONU, détruit quelques mythes : le Pacte ne permet pas à l'ONU d'imposer des politiques migratoires à ses États membres, empiétant sur leur souveraineté et il n'établit pas un nouveau droit de migrer permettant à chacun de choisir son pays de destination et le moment de s'y rendre. (Nations Unies, 2018a)

Le Pacte repose sur des valeurs telles que la souveraineté des États, le partage des responsabilités, la non-discrimination et les droits de l'homme, et reconnaît la nécessité d'une approche coopérative pour optimiser les avantages globaux de la migration, tout en tenant compte des risques et des défis que rencontrent les migrants et les communautés dans les pays d'origine, de transit ou de destination (Nations Unies, s. d.b). Le Pacte établit 23 objectifs tous axés sur un aspect de la migration. Chacun des objectifs est appuyé par une liste de pratiques exemplaires dont les États peuvent s'inspirer pour atteindre les objectifs du Pacte. Le document comprend également des mécanismes de suivi, d'examen et de mise en œuvre qui permettront d'accroître la visibilité de la migration dans les forums des régions et des Nations Unies. Il appuie aussi la création du Réseau sur la migration des Nations Unies coordonné par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). (Gouvernement du Canada, 2018)

Afin de mieux cerner la portée du Pacte, nous croyons utile de faire une analyse plus approfondie de son contenu et de faire état des points forts et des points faibles qui s'en dégagent. Cela nous permettra également de déterminer si le Pacte peut répondre adéquatement, à moyen ou à long terme, aux enjeux découlant des migrations environnementales.

Points forts

Tout d'abord, au chapitre des points forts qui transcendent le texte du Pacte, vient en premier lieu le fait que ce dernier s'appuie sur des prémisses de coopération internationale entre États et sur des textes de droit international fort de sens et de portée tels que la Déclaration, le Pacte international relatif aux droits civiques et politiques, la CCNUCC, l'Accord de Paris, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, etc. (Nations Unies, s. d.b). Il se dégage aussi du texte du Pacte un esprit humaniste très fort puisqu'il précise que tous les migrants, peu importe leur statut migratoire, peuvent faire valoir leurs droits de l'homme. De plus, au paragraphe 4, tel que reproduit ci-après, le Pacte crée des mécanismes de protection pour les migrants, toutes catégories confondues, dont ceux qui ne peuvent se prévaloir de la protection juridique que leur confère la Convention relative au statut des réfugiés pour cause de non-qualification en tant que réfugié au sens de cette convention :

« Les réfugiés et les migrants jouissent des mêmes libertés fondamentales et droits de l'homme universels, qui doivent être respectés, protégés et exercés en toutes circonstances. Toutefois, les migrants et les réfugiés sont deux groupes différents relevant de cadres juridiques distincts. Seuls les réfugiés bénéficient de la protection internationale définie par le droit international des réfugiés. Le présent Pacte mondial

concerne les migrants et institue un cadre de coopération portant sur tous les aspects des migrations. » (Nations Unies, 2018b)

De ce fait, le Pacte met l'accent sur l'importance de respecter et d'assurer la protection des droits de l'homme de tous les migrants quel que soit leur statut migratoire (Nations Unies, 2018b). Le Pacte tente aussi de renverser les préjugés face aux migrations et reconnaît la valeur ajoutée de celles-ci quant à l'enrichissement des sociétés d'accueil tant sur les plans économiques, sociaux, démographiques que du développement durable. Le Pacte met un accent très fort sur l'engagement de la communauté internationale en vue de faciliter et de garantir des migrations sûres, ordonnées et régulières. De plus, les 23 objectifs du pacte sont clairement identifiés et pour chacun d'entre eux y sont associés des engagements et une série de mesures pour en assurer le respect. Sur le plan linguistique, afin d'assurer le respect des engagements, on remarque que les verbes d'action et les termes utilisés tout au long du texte sont forts de portée et de sens [ex : lutter/renforcer/assurer/donner/éliminer/créer/mettre en place/investir (Nations Unies, 2018b)]. Cette démarche s'articule également par l'identification d'outils de mise en œuvre des engagements qui y sont établis. Nous sommes donc d'avis que le Pacte, de par le libellé de ses énoncés et des mesures prises pour permettre l'atteinte des objectifs, va plus loin qu'un simple énoncé d'intention. À titre d'exemple, le Pacte prévoit la mise en place de divers programmes dont, entre autres, un programme mondial de développement et de renforcement de collecte de données sur les migrations. Par ailleurs, le Pacte prévoit des moyens concrets tels que l'intention d'offrir des activités de formation, des appuis financiers et une assistance technique pour en assurer la mise en œuvre.

D'autre part, dans une approche holistique, le Pacte met l'accent sur l'importance de collaborer à la mise en œuvre d'objectifs et d'engagements en tout respect des principes sous-jacents du développement durable. À ce propos, l'engagement énoncé au paragraphe 18 prévoit que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 soit pleinement exécuté, dans les délais, et que pour ce faire, les États doivent investir dans des programmes qui leur permettent d'atteindre plus vite les objectifs de développement durable. Ainsi, l'engagement en lien avec les investissements est conséquent pour éliminer les facteurs négatifs et ces problèmes structurels qui poussent des personnes à quitter leur pays d'origine. Ce qui passe notamment par la sécurité alimentaire, l'éducation, une croissance économique profitant à tous, le développement d'infrastructures, le développement urbain et rural, la création d'emplois, le travail décent, l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes et des filles, la résilience et la réduction des risques de catastrophe, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets (Nations Unies, 2018b).

Le Pacte traite donc de la problématique des personnes déplacées pour des raisons environnementales. Ces personnes ne sont pas considérées dans le texte comme des « réfugiés », puisqu'ils ne fuient pas leur pays pour des causes politiques. Le texte invite plutôt les États à renforcer la lutte contre les changements climatiques, notamment en mettant en œuvre l'Accord de Paris, pour traiter le problème à la source. Il prévoit également des mesures pour renforcer l'anticipation et l'adaptation aux risques ainsi

qu'à progresser dans notre connaissance du phénomène. Il préconise l'adaptation sur place des populations comme la meilleure option, mais pour les personnes qui sont dans l'impossibilité de demeurer dans leur pays, il envisage d'utiliser de manière ciblée des options de migration, en explorant notamment des arrangements au niveau régional. (France Diplomatie, 2018) Ainsi, le Pacte mise sur l'élaboration des stratégies d'adaptation et ne favorise pas nécessairement la migration comme première piste de solution. À cette fin, au paragraphe 18 i), le texte du Pacte stipule ce qui suit :

« Afin de tenir ces engagements, nous entendons : élaborer des stratégies d'adaptation et de résilience aux catastrophes naturelles soudaines et larvées, aux effets néfastes des changements climatiques et à la dégradation de l'environnement, comme la désertification, la dégradation des terres, la sécheresse et l'élévation du niveau des mers, en tenant compte des incidences qu'ils peuvent avoir sur les migrations, sans perdre de vue que l'adaptation dans le pays d'origine est une priorité. » (Nations Unies, 2018)

Le Pacte reconnaît également que les mouvements migratoires pour cause de catastrophes naturelles sont source de défis pour la communauté internationale. À cet effet, le Pacte met de l'avant des engagements en vue i) d'élaborer des stratégies et des dispositifs afin de remédier aux vulnérabilités des personnes affectées et, ii) d'élaborer des stratégies cohérentes pour relever les défis posés par les mouvements migratoires dans le contexte de catastrophes naturelles [paragraphe 18 k) et 18 L)](Nations Unies, 2018b). Toujours en lien avec la problématique des personnes déplacées pour des raisons environnementales, le Pacte prévoit des mesures pour favoriser les plans d'urgence d'évacuation des populations. Afin de mieux comprendre la percée dans ce domaine par la communauté internationale, il est intéressant de reproduire ci-après les engagements prévus aux paragraphes 21 g) et 21 h) du Pacte :

« g) Établir à l'échelle nationale et régionale des dispositifs permettant l'admission et le séjour pour une durée appropriée, par compassion, pour des motifs humanitaires ou compte tenu d'autres considérations, de migrants contraints de quitter leur pays d'origine en raison d'une catastrophe naturelle soudaine ou d'autres situations précaires, ou améliorer les pratiques ayant déjà cours dans ce domaine, par exemple en offrant à ces migrants des visas humanitaires et des parrainages privés, en donnant à leurs enfants accès à l'éducation et en leur délivrant des permis de travail temporaires tant qu'il ne leur sera pas possible de s'adapter à la situation ou de rentrer dans leur pays d'origine;

h) Coopérer pour trouver des solutions ou améliorer celles qui existent déjà en faveur des migrants contraints de quitter leur pays d'origine en raison d'une catastrophe naturelle larvée, des effets néfastes des changements climatiques ou de la dégradation de l'environnement, comme la désertification, la dégradation des terres, la sécheresse et l'élévation du niveau des mers, notamment en prévoyant des options de réinstallation planifiée et des modalités de visas, dans les cas où il ne leur serait pas possible de s'adapter à la situation ou de rentrer dans leur pays d'origine. » (Nations Unies, 2018b)

De ce qui précède, l'on peut traduire positivement la volonté de la communauté internationale d'agir afin de trouver des solutions viables pour faciliter les flux migratoires en cas de catastrophes naturelles soudaines, telles que la mise en place de visas humanitaires et des parrainages privés. De plus, il se

dégage une volonté de coopération multilatérale pour établir une série de solutions pérennes lorsque les mouvements migratoires sont à prévoir dus aux catastrophes naturelles larvées, aux effets néfastes des changements climatiques ou à la dégradation de l'environnement pour cause notamment de l'élévation du niveau des mers. On constate ainsi que le cas de figure de l'État des Tuvalu, tel qu'illustré au premier chapitre de cette étude, s'inscrit parfaitement dans l'esprit du Pacte et qu'il y a peut-être, pour cet État, un début de solution à long terme. Quoi qu'il en soit, plusieurs barèmes restent à déterminer dont, entre autres, les critères de qualification et d'admissibilité pour qu'une personne puisse prétendre, en toute légitimité, à revendiquer un visa humanitaire lorsque son déplacement est dû, par exemple, à une dégradation de l'environnement de son pays d'origine.

Enfin, afin d'assurer la mise en œuvre des engagements du Pacte et pour éviter qu'il ne s'agisse que d'un texte sans réel impact, des mécanismes de suivi et de reddition de compte y sont inclus. À titre d'exemple, tous les deux ans, une reddition de compte sera réalisée par le Secrétaire général des Nations Unies relativement à la mise en œuvre des engagements découlant du Pacte.

Points faibles

Poursuivons maintenant avec l'analyse ce que nous considérons comme points faibles qui transcendent le texte du Pacte. D'abord, sur le plan linguistique, les États membres ont choisi d'utiliser le vocable de « pacte » pour désigner le titre du document constatant leurs engagements qui en découlent. On remarque que le dictionnaire de droit québécois et canadien définit le terme « pacte » comme suit : « Terme employé pour désigner certains types de conventions entre des personnes ou des États (Centre d'accès à l'information juridique [CAIJ], 2016) ». Alors que le terme « convention », toujours au sens du dictionnaire de droit québécois et canadien, est défini comme ceci : « Accord entre deux ou plusieurs États, directement ou sous les auspices d'un organisme international, visant à produire certains effets juridiques (CAIJ, 2016) ». Bien que le terme « pacte » semble comprendre tous les types de convention, on note cependant que sa portée, sur le plan des effets juridiques, semble plus restreinte que ce qu'on entend par un texte portant le titre de « convention ». Cela n'est probablement pas un choix étranger par les États membres puisque le Pacte n'est pas juridiquement contraignant, tel que stipulé clairement et sans ambages au paragraphe 7. Par conséquent, le Pacte ne crée pas d'obligations de résultat pour les États membres et ces derniers ne risquent pas d'encourir de sanctions ou de pénalité en cas de non-respect des dispositions du Pacte. Il s'agit seulement pour les États membres de prendre les meilleurs moyens à leur disposition afin de respecter les engagements et les mécanismes de mise en œuvre prévus dans le Pacte. À défaut de mécanisme de dissuasion, on peut donc croire que certains États ne seront pas enclins à participer activement à la mise en œuvre des objectifs du Pacte. Pour soutenir ce point de vue, la France s'est d'ailleurs prononcée à l'effet que le Pacte n'ajoute aucune obligation ou aucun droit au cadre juridique international existant et ne consacre pas un nouveau droit à la migration (France Diplomatie, 2018).

Selon certains, dont le journaliste De Mareschal, chacun des 23 objectifs est formulé en des termes assez généraux, censés trouver leur traduction dans les faits par une série de mesures concrètes. Toutefois, celles-ci restent pour la plupart tout aussi vagues. (De Mareschal, 2018, 10 décembre) De plus, ce même journaliste critique le Pacte en mentionnant que c'est l'esprit général du texte qui crispe ses opposants. Ils lui reprochent une présentation univoque de l'immigration, présentée comme un phénomène inéluctable et nécessairement bénéfique, tant pour les pays de départ que pour les pays d'accueil (De Mareschal, 2018, 10 décembre).

Le Pacte vise toutefois à permettre la coopération des États afin d'orchestrer les flux migratoires de façon sûre, ordonnée et régulière. Ainsi, le succès éventuel de la mise en œuvre du Pacte repose sur la meilleure volonté des États membres à faire les actions nécessaires en vue d'en assurer le respect des engagements (obligation de moyens). Il est donc fort à parier que les États membres les plus affectés par les flux migratoires ou susceptibles de l'être et ceux disposant de moyens financiers et techniques plus importants seront les États membres les plus enclins à se conformer aux exigences du Pacte. De plus, en fonction de leurs capacités financières ou techniques respectives, les États membres ne disposent pas tous des mêmes moyens pour assurer la mise en œuvre des engagements du Pacte, et ce, même si le Pacte prévoit des mécanismes pour tenter d'éviter les disparités d'application. En effet, en vertu du paragraphe 23, il est prévu une action concertée des États membres en vue d'aider les pays avec moins de moyens financiers à mettre en œuvre les engagements du Pacte. Nous sommes également d'avis qu'un certain fardeau administratif est imposé aux États membres considérant la panoplie de politiques, de programmes, de plans d'action, de lois, de règlements, de normes à mettre sur pied ou à mettre à jour afin de veiller à la conformité des dispositions du Pacte. Cela pourra peut-être contribuer à créer de grandes disparités d'application parmi les États membres et un régime à plusieurs vitesses ou voire même une inefficacité du Pacte en tant que tel.

Une autre faiblesse du Pacte se dénote par l'absence d'instance chargée de l'application des engagements ou mécanismes de mise en œuvre énoncés dans le Pacte. Bien qu'il y ait un mécanisme de reddition de comptes auprès du Secrétaire général des Nations Unies, il n'y a pas d'instance chargée d'orchestrer la gouvernance et la mise en œuvre des objectifs du Pacte ce qui, à notre avis, constitue une faiblesse notable. Le Pacte mise plutôt sur la coopération entre États au niveau bilatéral, régional et multilatéral et de la création d'un mécanisme de renforcement des capacités au sein du système des Nations Unies. Les États membres misent également sur la création d'un réseau des Nations Unies consacré aux migrations afin de garantir l'efficacité et la cohérence de l'appui fourni par l'ensemble du système des Nations Unies. De ce qu'on en comprend, des ressources au sein du système des Nations Unies pourront être allouées, mais le manque de détails et le flou à ce niveau risque de porter préjudice au succès de la bonne réalisation des engagements du Pacte.

Ainsi, dans un esprit de collaboration, le Pacte crée un cadre de coopération entre les États membres. Il s'agit, selon nous, de la formulation d'un accord de volonté ou de principes par les parties qui y ont adhéré. En revanche, si le Pacte avait été plus contraignant, le Pacte n'aurait probablement pas reçu l'aval d'autant de pays et il n'aurait probablement jamais été adopté si rapidement. Il se dégage néanmoins une volonté d'action par les États membres et il est apparent qu'il s'agit d'un premier jalon vers la mise en œuvre d'actions concrètes à plus grande portée. À ce titre, le Pacte prévoit qu'il « marque certes une étape importante, mais pas la fin de nos efforts » (Nations Unies, 2018b).

Est-ce le début d'une justice climatique, telle que revendiquée par Tuvalu lorsque cet État est devenu membre des Nations Unies en 2000 et s'est prononcé à l'effet qu'un jour tout le pays devra être déplacé et qu'une justice internationale devait être mise en place (Gay, 2014)? À tout le moins, nous sommes d'avis qu'il s'agit fort probablement de la pierre angulaire de cette justice climatique, notamment, par la mise en place de mécanismes plus structurés visant à favoriser les efforts concertés en matière de déplacement des populations. Et nous sommes d'accord à l'effet que le Pacte représente certainement une occasion historique afin d'améliorer la coopération internationale en matière de migration et qu'il permettra de renforcer la manière dont contribuent les migrants et la migration au développement durable (Nations Unies, s. d.b). Comme l'a plaidé M. Satyendra Prasad (Fidji), au nom des petits États insulaires en développement du Pacifique, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies le 19 décembre 2018, le Pacte est un document qui braque les projecteurs sur le lien crucial entre les migrations et les changements climatiques. (Nations Unies, s. d.b)

Au terme de l'analyse des instruments juridiques évoqués dans cette sous-section de l'étude, force est d'admettre que tous présentent des limites et des portées bien différentes sur le plan de l'appréciation. Ainsi, afin de présenter une appréciation plus juste et concise, un tableau sommaire est inclus à l'Annexe 1 qui résume notre propos et qui illustre les lacunes et les points forts de chacun des instruments juridiques.

Enfin, nous sommes en mesure de constater une carence du droit international puisqu'il est silencieux eu égard à la protection adéquate offerte aux réfugiés écologiques. Ces derniers étant simplement qualifiés de migrant au sens large et ne peuvent bénéficier de protection particulière adaptée à leur réalité. De fait, aucun instrument juridique ne définit et n'offre une protection directe, lisible et pertinente pour l'ensemble des réfugiés environnementaux : elle reste à construire (Cournil, 2010). Par conséquent, les défis soulevés par la gestion des futures migrations internationales nous amènent à souligner les inadaptations du droit international tel qu'il a été bâti jusqu'ici. Les conséquences en termes de flux migratoires découlant des prochaines catastrophes écologiques doivent nous conduire à penser autrement le droit international des réfugiés. (Cournil et Mazzega, 2007)

2.2 Ordres institutionnels en matière de migrations environnementales

Pour faire suite à l'étude des instruments juridiques d'intérêt en matière de migration, il convient d'analyser les ordres institutionnels gouvernant celles-ci. On s'intéresse donc dans cette sous-section aux considérations de gouvernance entourant les migrations. Rappelons d'emblée que gouvernance n'est pas synonyme de gouvernement, mais indique au contraire un cadre de conception, de réflexion et de délibération permettant de réunir des acteurs publics et des acteurs privés, des acteurs nationaux, internationaux et transnationaux, participant tous à la définition d'objectifs communément partagés, réunissant, ou du moins coordonnant leurs moyens et leurs ressources pour parvenir à un traitement plus fonctionnel et plus rationalisé des problèmes considérés (Badie, Brauman, Decaux, Devin et Wihlto de Wenden, 2008).

De nos recherches, plusieurs acteurs publics et privés sont actifs et impliqués en matière de gestion des migrations (ONG, organisations intergouvernementales, organisations internationales (OI), regroupements régionaux et autres), mais il ressort clairement que deux grands acteurs s'imposent. Il s'agit du HCR et de l'OIM dont les mandats sont à la fois distincts et se recoupent à certains égards. Il est également intéressant de souligner que l'ONU n'a pas d'agence spécialisée sur les migrations et les responsabilités dans ce domaine sont partagées entre le HCR, l'Organisation internationale du travail (OIT) et quelques autres structures dont les mandats ont évolué dans des contextes historiques, géographiques et thématiques différents (Badie et al., 2008).

Ainsi, dans le cadre de cet essai, nous limiterons notre étude au HCR et à l'OIM et nous analyserons leurs historiques et missions, leurs structures organisationnelles et l'étendue de leurs mandats respectifs. Une grille d'analyse fondée sur des critères établis servira au soutien de l'analyse et de la détermination d'une recommandation. Cela nous permettra également de déterminer si ces ordres institutionnels sont en mesure et possèdent la capacité de répondre adéquatement à la problématique criante des migrations environnementales.

2.2.1 Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Historique et mission

Le HCR tire la source de sa légitimité et la consécration de son rôle dans le texte de la Convention. Néanmoins, l'origine de cette agence onusienne réside dans l'initiative de Fridtjof Nansen qui fut le premier Haut Commissaire de la Société des Nations anciennement l'ONU (Bettati, 2013). Le HCR a donc été fondé par le biais de la résolution 428 (v) de l'AG le 14 décembre 1950 et, par la suite, est entré en fonction le 1^{er} janvier 1951 pour une période initiale de trois ans. Depuis, son mandat a été régulièrement renouvelé par l'AG pour des périodes plus longues et, en 2003, l'AG lui a donné un mandat illimité en précisant que son mandat était légitime « jusqu'à ce que le problème des réfugiés soit réglé ». On ne saurait dire de façon plus claire que ce mandat est pérenne (Bettati, 2013). À l'origine, cette agence

onusiennne a été mise sur pied afin de venir en aide aux Européens déplacés au cours de la Seconde Guerre mondiale (Marieke et Maertens, 2014). En outre, à l'instar de la prolongation de la durée de son mandat, ses compétences se sont élargies du seul plan européen vers l'universalisation et des seuls réfugiés aux apatrides puis aux personnes déplacées. Il en va de même de l'extension géographique de ses compétences, car initialement conçues pour répondre aux besoins des victimes européennes des conflits, les compétences du HCR ont connu une extension planétaire liée à l'émergence de crises majeures survenues dans d'autres régions du monde avec, entre autres, la décolonisation et les troubles postcoloniaux. (Bettati, 2013)

Le HCR est aujourd'hui en charge de presque 34 millions de personnes, réfugiés, apatrides et personnes déplacées sauf en ce qui concerne les réfugiés palestiniens qui ne relèvent pas de son mandat (Bettati, 2013). Il s'est vu dévolu le rôle de gardien de la Convention et de son Protocole. En outre, conformément à la législation, les États doivent coopérer avec le HCR pour veiller à ce que les droits des réfugiés soient respectés et protégés (L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés [UNHCR], (2019).

Il importe de souligner qu'à l'échelle mondiale, le HCR est l'un des acteurs qui influencent les cadres de la gouvernance globale et occupe une place de premier ordre dans le champ de la mobilité humaine. Depuis sa création en 1950, il participe à la construction des frontières de la catégorie réfugié, encourage les États du monde entier à développer des systèmes d'asile nationaux respectueux de la Convention et contribue à diffuser de nouvelles normes en matière de protection des réfugiés. Il s'est également imposé comme un acteur majeur de la scène humanitaire en offrant des services de base à des millions de personnes. Aujourd'hui, le HCR est reconnu comme le gardien du régime de protection internationale des réfugiés, lequel inclut les normes, règles, principes et processus décisionnels qui régulent les actions des États dans le champ de l'asile. (Fresia, 2012)

En revanche, il est tout aussi intéressant de souligner que l'action du HCR, largement positive, n'est cependant pas à l'abri d'une évaluation nuancée de la part de certains gouvernements, parmi les plus gros contributeurs et de certaines ONG parmi les plus actives (Bettati, 2013).

Structure organisationnelle

Le HCR est placé sous la direction de l'AG (dont il est un organe subsidiaire) et du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Selon le statut du HCR de 1950 qui encadre son mandat (UNHCR, 2019), celui-ci est dirigé par un Haut Commissaire qui est élu par l'AG sur proposition de son secrétaire général. En tant que chef de l'organisation, le Haut Commissaire est responsable de la direction et du contrôle du HCR. Il a notamment pour fonction de diriger le travail de l'agence avec l'aide du Haut Commissaire adjoint et de Hauts Commissaires assistants chargés de la protection et des opérations. De plus, considérant qu'il doit se plier à un exercice de reddition de comptes devant l'AG et

l'ECOSOC, il doit leur présenter le rapport annuel sur le travail du HCR, les programmes biennaux et le budget. (Bettati, 2013)

La gouvernance du HCR est également assurée par son comité exécutif (ExCom) composé de représentants de 85 pays (Bettati, 2013). À cet égard, l'ExCom fut créé en 1958 par l'AG pour exercer des fonctions de conseil et de contrôle sur les activités de cette agence onusienne. Son rôle peut aisément s'apparenter à celui d'un conseil d'administration d'une entreprise. Constitué à l'origine de 25 États nommés par l'ECOSOC pour leur dévotion aux problèmes des réfugiés, l'ExCom s'est progressivement élargi à 40 États dans les années 1980, à 72 en 1990 et à 85 aujourd'hui. Aux côtés des principaux bailleurs de fonds du HCR – les États-Unis, certains pays de l'Union européenne et le Japon – sont aujourd'hui représentés de nombreux pays non donateurs accueillant d'importantes populations de réfugiés sur leur territoire. Cet élargissement de l'ExCom est lié à la fois à l'augmentation globale du nombre d'États membres des Nations Unies, mais aussi à la stratégie politique du HCR qui consiste à encourager de plus en plus d'États à rejoindre son comité exécutif tant pour renforcer sa légitimité internationale que pour amener certains pays peu sensibilisés aux droits des réfugiés ou non signataires de la Convention à y adhérer. (Fresia, 2012) L'ExCom se réunit une fois par an à Genève pour examiner et approuver les programmes et budgets du HCR, émettre un avis consultatif sur les questions de protection internationale et discuter d'un large éventail d'autres questions avec le HCR et ses partenaires intergouvernementaux et non gouvernementaux (UNHCR, 2019). A priori, cet organisme devrait donc pouvoir considérablement influencer les politiques du HCR, y compris, une éventuelle politique expansionniste du mandat du HCR (Marieke et Maertens, 2014).

Il importe par ailleurs de souligner la relative autonomie exercée par les travaux et fonctions de l'ExCom au sein du HCR. À cet effet, il est reconnu comme étant le seul forum multilatéral spécialisé dans le domaine de l'asile et, à ce titre, il adopte chaque année des conclusions thématiques sur la protection des réfugiés. Prenant la forme de déclarations, celles-ci ont officiellement pour rôle de combler les vides juridiques laissés par le droit international des réfugiés en formulant des recommandations là où il n'existe pas de directives spécifiques. Certes, elles n'ont aucune valeur contraignante, mais le fait qu'elles soient adoptées par consensus par l'ensemble des États membres du HCR et présentées par celui-ci comme exprimant les vues de la communauté internationale leur confère une grande autorité morale. On peut les appréhender comme faisant partie de ces multiples déclarations et normes internationales, désignées parfois sous le terme d'ordre juridique transnational, qui contribuent à prescrire aux États les conduites qu'ils doivent adopter vis-à-vis des populations vivant sur leur territoire, conduites dont le non-respect peut être socialement et politiquement sanctionné, ne serait-ce que par condamnation morale. Juridiquement, elles se rattachent au *soft law*, ensemble de règles de conduite qui, sans avoir en principe de valeur contraignante, peuvent malgré tout avoir des effets concrets. (Fresia, 2012)

Au regard de son administration et pour mieux cerner l'étendue de ses activités, soulignons que le HCR comptait à sa création 34 collaborateurs et que son personnel compte aujourd'hui 16 765 employés (Bettati, 2013; UNHCR, 2019). Les employés du HCR s'attachent à aider les personnes déracinées dans un large éventail de disciplines, notamment la protection juridique, l'administration, les services communautaires, les affaires publiques et la santé (UNHCR, 2019). Le HCR travaille dans 138 pays avec du personnel réparti dans des bureaux régionaux ou nationaux ainsi que dans des bureaux auxiliaires et bureaux locaux (UNHCR, 2019). Ainsi, son personnel est réparti partout dans le monde dont à son siège à Genève et à son Centre de services globaux à Budapest. À noter que plus de 85 % de son personnel travaille sur le terrain, et ce, souvent dans des lieux d'affectation difficiles et dangereux. (Bettati, 2013) Plus précisément, ses moyens matériels et humains sont basés dans 119 sites principaux comme des bureaux régionaux et des délégations en plus de 299 sous-délégations et bureaux extérieurs souvent isolés. Ses effectifs permettent au HCR de s'occuper de 33,9 millions de personnes qui relèvent de sa compétence : 14,7 millions de déplacés internes, 10,5 millions de réfugiés, 3,1 millions de rapatriés, 3,5 millions d'apatrides, plus de 837 000 demandeurs d'asile et plus de 1,3 million d'autres bénéficiaires. (Bettati, 2013)

En ce qui a trait à son financement, le budget initial du HCR de 300 000 dollars la première année est passé à 7,7 milliards en 2017. Le HCR est pratiquement entièrement financé par des contributions volontaires au prorata de ce qui suit : 87 % en provenance des gouvernements et de l'Union européenne; 3 % issus d'un mécanisme de financement commun aux organisations intergouvernementales et 9 % provenant du secteur privé dont des fondations, des entreprises et des particuliers. L'agence reçoit également une part limitée (un pour cent) du budget régulier de l'ONU pour les coûts administratifs et accepte des dons en nature, notamment du matériel de secours comme des tentes, des médicaments et des camions. (UNHCR, 2019) On constate que le budget du HCR est largement plus dépendant des contributions volontaires de ses membres que des autres sources de financement (Marieke et Maertens, 2014). De ce fait, le HCR doit préserver sa relative autonomie devant les esprits influents de ses principaux donateurs desquels il se voit dépendant. Pour la gestion de certains enjeux, cela induit certaines tensions opposant le HCR à ses États membres. (Fresia, 2012)

Étendue du mandat

L'encadrement du champ d'activité ainsi que la portée du mandat du HCR sont essentiellement consacrés dans le texte de la Convention. Ainsi, le mandat, au cœur de la raison d'être du HCR, réside dans la protection des réfugiés. En dépit de cela, on remarque une volonté de l'ONU d'élargir la portée du mandat du HCR. En guise d'exemple, par une série de résolutions adoptées par l'AG à partir de 1994, le HCR s'est vu notamment attribuer le mandat officiel consistant à prévenir et à réduire les cas d'apatridie dans le monde ainsi qu'à protéger les droits des apatrides (Bettati, 2013). En outre, on note que depuis sa création, le HCR a diversifié ses activités et a ainsi acquis, au fil des années, un certain nombre de

capacités opérationnelles dans le domaine humanitaire. De plus, considérant la capacité d'intervention du HCR, de plus en plus grande sur le terrain, il se traduit une volonté d'élargir son mandat. Cela est dû au fait que le HCR est apte à se mobiliser efficacement pour intervenir dans des situations de crises exigeant des interventions immédiates. À ce chapitre, en décembre 2004, à la suite du tsunami survenu en Asie du Sud-Est, le HCR intervient pour la première fois, à la demande de l'AG, au secours de victimes de catastrophes naturelles. Alors que le Haut Commissaire Ruud Lubbers légitime cette opération, qualifiée d'exceptionnelle par l'ampleur de la catastrophe, celle-ci marque en réalité le début d'une série d'interventions hors mandat survenant à la suite de désastres naturels. Les interventions qui ont suivi montrent aussi une volonté du HCR d'être reconnu comme acteur humanitaire global non restreint à la cause des réfugiés. Pour le HCR, l'intervention à la suite du tsunami de 2004 ne relevait pas, a priori, d'une stratégie délibérée d'élargissement, mais bien d'un tournant imposé. Toutefois, les interventions qui ont suivi ont été choisies par l'organisation dévoilant ainsi un choix stratégique et une appropriation progressive du changement aux fins de permettre une modification formelle et/ou substantielle au mandat de l'organisation. (Marieke et Maertens, 2014)

Dans cet esprit marqué par une volonté de changement, les principes directeurs du HCR trahissent un cadre normatif pour aborder la protection de certains déplacés environnementaux ou déplacés climatiques. En l'occurrence, s'il est déjà fait mention des déplacés de catastrophes naturelles dans les principes directeurs; on pourrait un jour y inclure explicitement d'autres motifs de déplacements liés par exemple aux effets des changements climatiques. (Cournil, 2010)

À ce sujet, l'un des hauts représentants du HCR, Jean-François Durieux, s'exprime à l'occasion d'une entrevue réalisée par un spécialiste des déplacements de population en lien avec les enjeux climatiques. Nous croyons qu'il est pertinent de présenter un extrait de l'entrevue faisant état des observations du représentant du HCR, lequel cite ce qui suit :

« Il y a une douzaine d'années, il y avait des discussions à l'intérieur du HCR sur les questions de déplacés environnementaux. Ensuite, il y a eu une espèce de creux. L'attention s'est déplacée vers un débat plus global sur la question du déplacement interne, de ses rapports avec la protection des personnes qui traversent les frontières et le rôle du HCR dans cette problématique. Au sein des agences humanitaires des Nations unies, et même dans les agences de développement (à l'exception du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et quelques agences spécialisées en matière d'environnement), la prise de conscience a été relativement lente sur le besoin d'intégrer le changement climatique dans nos politiques. Cela apparaît clairement en matière de migration forcée : c'est le débat sur le changement climatique qui a remis la question des déplacements causés par l'environnement à l'ordre du jour. On constate pour le moment une véritable déferlante à ce sujet. C'est le tsunami de 2004, et ensuite le tremblement de terre au Pakistan en 2005 qui ont représenté les premières opérations d'envergure du HCR dans ce domaine. Ces catastrophes consécutives ont fait réfléchir le HCR sur son implication et sur le besoin d'avoir et de préciser des *"rules of engagement"*, ces règles concernant notre implication dans ces situations. » (Gemenne, Cointe, Durieux et Boncour, 2010)

À la lumière de ce qui précède, nous observons un désir d'intervention plus formalisé du HCR lors de désastres et de catastrophes naturelles nécessitant des interventions rapides afin de protéger les personnes affectées. Cela dit, il semble se dégager une certaine frilosité quant à l'implication éventuelle du HCR au regard des migrants déplacés pour cause des changements climatiques. Qui plus est, il convient de souligner un certain nombre de défis en lien avec la gestion du changement dans une optique d'élargissement du mandat du HCR dont ont fait part certains auteurs, Marieke et Maertens (2014), en ce qui a trait aux limites légales de l'organisation et l'absence de normes internationales concernant les réfugiés environnementaux.

Dans cette même veine, on note une certaine timidité de la part du HCR à vouloir s'affranchir d'un cadre plus large de son mandat afin de pouvoir intervenir et avoir juridiction sur les déplacés climatiques. Ceci s'observe en consultant le plus récent rapport global du HCR daté de 2017. À peine quelques paragraphes sur 127 pages du rapport sont consacrés aux déplacements des personnes dans le contexte des changements climatiques. Certes on y évoque la multiplication des complications lors d'intervention en situation d'urgence exacerbée par les défis liés aux changements climatiques menaçant la sécurité alimentaire des réfugiés vulnérables et de leurs communautés d'accueil (UNHCR, 2019), mais sans beaucoup plus. On y évoque également un certain nombre de contraintes provoquées par les effets des changements climatiques et des catastrophes naturelles qui ont continué à aggraver des situations déjà précaires et à alimenter des conflits liés à l'épuisement des ressources. Dans ce même rapport, on y mentionne les actions du HCR en lien avec les déplacés climatiques qui se sont essentiellement limitées à ce qui suit :

- encourager des solutions normatives afin de promouvoir la cohérence des politiques,
- élaborer des outils pour soutenir les réponses nationales notamment dans les domaines du changement climatique, de la réduction des risques de catastrophe, des droits humains et du transfert planifié, et
- soutenir l'élaboration d'une résolution adoptée en juin 2017 par le Conseil des droits de l'homme sur les changements climatiques, les droits de l'homme, les migrants et les personnes déplacées d'un pays à l'autre (UNHCR, 2019).

Il est également rapporté que le HCR a apporté un soutien technique et politique à la CCNUCC, et ce, en sa qualité de membre du groupe de travail sur les déplacements du mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques. Ce groupe fut créé par la COP21 à Paris en 2016 pour élaborer des recommandations sur des approches permettant de discuter, minimiser et répondre aux déplacements liés aux changements climatiques. Vu l'ampleur de la problématique et des besoins à combler en matière de migrants environnementaux, ceci nous apparaît bien peu. Sans compter qu'aucun engagement significatif ou objectif n'est établi par le HCR dans cette sphère d'intervention.

2.2.2 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Historique et mission

D'abord, précisons que l'OIM est une organisation internationale au sens de la Convention de Vienne sur le droit des traités (Nations Unies, 2005) puisqu'elle se qualifie comme étant une organisation intergouvernementale. Il convient d'emblée de préciser que l'OIM évolue à l'extérieur du système onusien (Badie et al., 2008). À l'inverse du HCR qui tient son mandat du droit et d'accords internationaux, l'OIM est une organisation fondée sur l'adhésion (Andrijasevic et Walters, 2011). Enfin, bien qu'il s'agisse d'une organisation discrète et méconnue, il y a lieu de s'y intéresser étant donné que cette organisation traite de l'un des enjeux politiques les plus débattus dans le monde aujourd'hui à savoir les migrations (Pécoud, 2017).

Son origine remonte à la création en 1951 du Comité intergouvernemental provisoire pour les mouvements migratoires d'Europe (CIPMME), renommé quelques mois plus tard Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME), puis en 1980, Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM), et enfin, en 1989, Organisation internationale pour les migrations. Ces changements de noms reflètent une histoire mouvementée et trahissent les hésitations relatives à la mission et à la raison d'être de cette organisation. Comme l'indiquent ses deux premières appellations, l'OIM a été créée en réponse à une situation spécifiquement européenne, à savoir les déplacements massifs de populations causés par la Seconde Guerre mondiale. Les États fondateurs de l'OIM étaient réticents à l'idée de financer cette organisation et de lui transférer certaines de leurs prérogatives. Sa mission a donc été conçue comme technique et centrée sur la seule logistique du transport des migrants. (Perruchoud, 1987)

L'acte constitutif du CIME fut adopté, le 19 octobre 1953, et, le 30 novembre 1954, les ratifications nécessaires à son entrée en vigueur étaient réunies. Cette constitution, très classique dans sa structure, contient les dispositions usuelles relatives aux organes, au siège, au statut juridique, aux finances. L'objet principal consiste à assurer le transport des émigrants, mais une fonction supplémentaire est expressément impartie au CIME : accroître l'émigration européenne en octroyant des services de migration que d'autres organisations internationales ne seraient pas en mesure de fournir. Enfin, pour la première fois, une organisation internationale s'occupait de l'ensemble des personnes désireuses d'émigrer, indépendamment de leur statut juridique : réfugiés, personnes déplacées, apatrides, nationaux, étrangers. (Perruchoud, 1987)

Historiquement, l'OIM se distinguait aussi bien du HCR que de l'OIT. Les États-Unis se méfiaient du HCR qu'ils soupçonnaient d'être sous influence communiste, point particulièrement sensible à cette époque pour les États-Unis. Dès sa création, l'OIM est donc apparue comme une organisation concurrente du HCR, alignée sur les intérêts des États-Unis, sans mandat de protection ou de droits humains, mais

avec une mission de transport des personnes. Pour toutes ces raisons, l'OIM est demeurée hors du système des Nations unies. (Perruchoud, 1987)

Par la suite, face aux évolutions importantes des flux migratoires et donc des activités de l'organisation dans les années 1980, après de longues discussions, une nouvelle constitution est adoptée pour cette organisation en 1987 (elle entre en application le 14 novembre 1989). Les clauses de limitation géographique du champ d'action de l'organisation sont abandonnées pour mieux prendre en considération les évolutions globales des flux migratoires. Deux autres clauses sont également rayées de la constitution : celle qui donnait un statut temporaire à l'organisation et celle qui limitait l'intervention de l'organisation aux domaines dans lesquels les autres organisations internationales n'intervenaient pas. L'OIM poursuit alors ses activités traditionnelles, mais en développe également de nouvelles. De plus, un point important est intégré dans la constitution de l'OIM, à savoir la nécessité de promouvoir la coopération et la coordination des activités des États et des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales dans le domaine des migrations. Enfin, le nombre d'États membres de l'OIM passe de 43 en 1991, principalement concentrés en Europe et en Amérique du Nord et latine, à 105 en 2004 – sans compter les 27 États observateurs (Channac, 2006).

Il importe de souligner que le principe cardinal guidant toutes les activités de l'OIM est celui de la libre circulation des personnes; tout État désireux de devenir membre de l'OIM doit y souscrire. Cette condition n'a pas été modifiée dans le texte amendé de la constitution. Un autre principe dont le maintien ne fut pas remis en question à travers l'histoire de l'OIM est celui selon lequel l'organisation n'assiste que les migrants dans le besoin. À cette fin, l'organisation intervient pour que les migrations, individuelle ou collective, se déroulent dans des conditions respectueuses de la dignité humaine (Perruchoud, 1987). L'un des objectifs des programmes de renforcement des capacités de l'OIM est de compléter et d'améliorer la coopération nationale, bilatérale et multilatérale entre gouvernements (Andrijasevic et Walters, 2011).

Par ailleurs, de par son rôle et sa mission, l'OIM tient un discours ouvert et optimiste en matière de migration qui tranche avec la fermeture affichée par de nombreux gouvernements. Ainsi, elle recommande d'adopter « une attitude plus favorable, plus ouverte et plus nuancée à l'égard des migrants ». Elle estime que les migrations sont « nécessaires à la vitalité des économies et des sociétés » et « souhaitables pour les migrants comme pour les populations d'accueil », car elles représentent « un moyen de réalisation du potentiel humain ». De plus, selon l'OIM, « tous les migrants, quel que soit leur statut migratoire, doivent pouvoir compter sur la protection et la jouissance de leurs droits humains ». (Pécoud, 2017) L'OIM travaille ainsi pour aider à assurer la gestion humaine et ordonnée des migrations et à promouvoir la coopération internationale sur les questions de migration. Son objectif étant d'aider à la recherche de solutions pratiques aux problèmes de migration et de fournir une assistance humanitaire aux migrants dans le besoin, y compris les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur État

(Organisation internationale pour les migrations [OIM], 2019). Elle opère comme une source majeure de renseignements, d'évaluation, de conseil et d'assistance technique en relation avec les politiques et les pratiques des États et des régions en termes de frontières. Elle fait cela tout en revendiquant plus largement sa capacité à garantir que « les migrations s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine » sur le plan international (Andrijasevic et Walters, 2011).

Dans un souci de respecter le principe fondamental de la souveraineté étatique, l'OIM répond aux préoccupations des États récepteurs de migrants tout en respectant sa mission. À cet égard, elle met de l'avant des programmes en vue d'assurer la protection des migrants, le développement de leur pays d'origine et la nécessaire circulation des travailleurs migrants dans une économie mondialisée. Ainsi, l'OIM a pour objectif de répondre aux intérêts de toutes les parties (États de départ, États de destination, secteur privé, société civile et migrants eux-mêmes) et de servir simultanément des objectifs de nature sécuritaire, humanitaire et économique des migrants (Pécoud, 2017). D'une manière plus concrète, l'OIM s'affranchit de sa mission en réalisant diverses activités qui consistent notamment à proposer des programmes de formation et d'apprentissage à destination des fonctionnaires nationaux en charge des questions de migrations afin de développer leurs connaissances sur des aspects particuliers des migrations (Channac, 2006). Dans la même veine, l'OIM commande des programmes-pilotes ou encore lève des fonds auprès de la communauté internationale afin de promouvoir certains projets aux frontières. Elle agit également comme un entrepreneur, identifiant les opportunités pour des projets de sécurité, puis réunit des ONG, des États, des experts et des entreprises privées afin de constituer des réseaux de soutien et de mise en œuvre. Le marché de la biométrie en est un exemple. C'est également au travers de pratiques aussi banalisées que la distribution de brochures aux agents de police locaux, de séminaires de formation pour inspecteurs aux frontières, de visites d'étude pour les agents de l'immigration que l'OIM tente de façonner la manière dont le contrôle aux frontières est conduit dans des pays et des régions particulièrement problématiques (Andrijasevic et Walters, 2011). Ces exemples démontrent entre autres la capacité de l'OIM à intervenir dans des espaces transnationaux, à l'échelle où se déploient les flux migratoires, et à faire circuler non seulement les migrants, mais aussi les normes, les pratiques et les financements entre les pays récepteurs et les pays émetteurs de migrants (Pécoud, 2017).

Structure organisationnelle

L'omniprésence de l'OIM est due à plusieurs facteurs. Tout d'abord, elle se consacre entièrement aux questions migratoires ce qui en fait un atout organisationnel. En outre, elle dispose d'une expérience et de moyens importants qui la distinguent des autres OI. À cela s'ajoutent sa proximité avec les États-Unis et les pays développés (qui sont aussi les principaux bailleurs de fonds) ainsi que son extériorité historique vis-à-vis de l'ONU ce qui lui confère une liberté d'action importante (Pécoud, 2017). Il convient de souligner qu'elle s'est élargie depuis sa création, et ce, de manière significative puisqu'elle compte

actuellement 127 États membres et un budget excédant le milliard de dollars (Andrijasevic et Walters, 2011).

L'on retrouve dans le texte de la constitution de l'OIM son mode de fonctionnement, ses organes principaux ainsi que les composantes de son administration. Il est pertinent de faire ressortir les principales composantes afin de comprendre la structure organisationnelle de cette organisation. Ainsi, selon sa constitution, les organes principaux qui la composent sont : i) son conseil et, ii) son administration (article 5). Quant à son conseil, il est composé des représentants des États membres et pour chacun d'entre eux une voix au conseil leur est accordée (article 7). En ce qui concerne son administration, celle-ci comprend un directeur général, un directeur général adjoint ainsi que le personnel fixé par le conseil (article 12).

De plus, la structure organisationnelle de l'OIM repose sur un modèle décentralisé ce qui lui permet de se doter des moyens de fournir un nombre croissant de services toujours plus variés à la demande de ses États membres. Elle opère dans quatre domaines principaux qu'elle appelle la gestion des migrations à savoir :

- 1) migration et développement,
- 2) migration assistée,
- 3) migration régulée, et
- 4) migration forcée. (Andrijasevic et Walters, 2011)

Le siège de l'OIM est situé à Genève et ce dernier est chargé de formuler la politique institutionnelle, les directives, la stratégie, les normes ainsi que l'élaboration des procédures de contrôle de la qualité en plus de mener les activités de supervision. Les structures situées ailleurs qu'en son siège sont réparties comme suit et occupent les fonctions telles que décrites ci-après :

- Neuf bureaux régionaux qui formulent des stratégies et des plans d'action régionaux et fournissent un soutien administratif aux pays relevant de leur compétence. Ces bureaux régionaux se trouvent à Dakar (Sénégal), Pretoria (Afrique du Sud), Nairobi (Kenya), Le Caire (Égypte), San José (Costa Rica), Buenos Aires (Argentine), Bangkok (Thaïlande), Bruxelles (Belgique) et Vienne (Autriche).
- Deux bureaux spéciaux de liaison (à New York (États-Unis d'Amérique) et Addis-Abeba (Éthiopie)) qui renforcent les relations avec certains organes multilatéraux, des missions diplomatiques et des organisations non gouvernementales.
- Deux centres administratifs (à Panama et à Manille) qui fournissent au réseau de bureaux de l'OIM un soutien essentiel en matière de technologies de l'information et de services administratifs.
- Cinq bureaux de pays à fonction de coordination qui sont chargés de veiller à ce que les réalités migratoires d'un groupe donné de pays soient prises en considération dans les activités déployées dans la région. Les bureaux de pays à fonction de coordination sont situés à Canberra (Australie)

(pour la région Pacifique), Rome (Italie) (pour le bassin méditerranéen), Astana (Kazakhstan) (pour l'Asie centrale) et Georgetown (Guyana) (pour les Caraïbes). Une fonction de coordination est également assurée au Bureau régional à Bangkok pour le groupe de pays de l'Asie du Sud.

- Quatre bureaux de pays à fonction de mobilisation des ressources (à Tokyo (Japon)), à Berlin (Allemagne), à Helsinki (Finlande) et à Washington (États-Unis d'Amérique) qui sont chargés de participer aux appels de fonds et de donner des conseils sur les politiques, priorités et procédures relatives aux appels de fonds.
- Des bureaux de pays et des bureaux auxiliaires qui mettent en œuvre un large éventail de projets en réponse à des besoins migratoires spécifiques.
- Le Centre africain de renforcement des capacités en République-Unie de Tanzanie fournit une assistance technique dans toute l'Afrique sur des questions touchant à la gestion des migrations et des frontières.
- Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM). Ce centre, situé à Berlin (Allemagne), a été créé en réponse aux demandes croissantes visant à obtenir des données complètes et de qualité sur les tendances migratoires dans le monde. (OIM, 2019)

Ainsi, l'OIM compte à son service près de 7 000 agents répartis dans plus de 450 agences sur le terrain et ceci dans plus de cent pays (Andrijasevic et Walters, 2011).

En ce qui concerne son mode de financement, plus de 97 % des allocations budgétaires de l'OIM proviennent de contributions volontaires destinées à des projets. Le reste correspond au budget administratif financé par les contributions assignées des États membres. (OIM, 2019) Il s'agit donc d'une organisation dont l'autonomie financière repose sur un modèle de financement par projet (Badie et al., 2008).

Cette souplesse financière, par projet, s'accompagne d'une souplesse organisationnelle qu'incarne son fonctionnement budgétaire spécifique dit de « projectisation ». Ses États membres peuvent ainsi la financer de façon flexible et s'assurer qu'elle ne prendra pas d'initiatives contraires à leurs intérêts ou à leur volonté, le tout dans un esprit de conserver un contrôle souverain sur le traitement des questions migratoires. De plus, comme exposé ci-dessus, l'OIM est organisée de façon décentralisée de sorte que ses bureaux sur le terrain sont responsables de l'obtention des financements qui permettent leur pérennité et leur développement (Pécoud, 2017).

Étendue du mandat

Au fil des années depuis sa création, la raison d'être de l'OIM est devenue de plus en plus pertinente et son influence s'est considérablement accrue. Par conséquent s'en est suivi un élargissement de son rôle et son expertise s'est étendue au-delà de ce qui était à l'origine prescrit dans sa constitution. En somme, l'OIM fut progressivement amenée à offrir des services de plus en plus complexes en matière de gestion des flux migratoires notamment pour permettre aux pays en développement de bénéficier d'un apport de main-d'œuvre qualifiée. Alors que le but de l'organisation en 1951 était d'assurer le transport des migrants, tel n'est plus le cas aujourd'hui. En effet, le transport a cédé la priorité aux autres services ou, plus exactement, est devenu un service comme les autres (Perruchoud, 1987). Précisons ici que l'OIM demeure l'organisation la plus sollicitée par les États pour coordonner, assister, encadrer des projets extrêmement divers, allant du soutien aux associations de la diaspora en direction des pays d'origine (programme MIDA) à des programmes de réinstallation des personnes déplacées ou de retour volontaire des migrants dans leurs pays d'origine (Badie et al., 2008).

De ce qui précède, il appert que l'OIM est plus agile sur le plan légal, notamment au regard de sa constitution, à pouvoir élargir son champ d'activité. À cet effet, réitérons que la juridiction de l'OIM s'étend à toutes les formes de mobilité humaine en n'y excluant aucune forme de migration. Cette approche holistique contraste avec les mandats plus étroits des différentes agences de l'ONU, centrées, respectivement, sur les réfugiés, les travailleurs migrants, ou le développement, et autorise l'OIM à intervenir dans un vaste éventail de situations : migrations de travail, asile, migrations forcées, migrations internes (dans le cas de catastrophes naturelles) et migrations liées au réchauffement climatique (Pécoud, 2017).

L'OIM reconnaît d'ailleurs que plusieurs causes influent sur les migrations et que l'environnement a toujours été un facteur de migration. De plus, l'OIM admet que face à des catastrophes naturelles ou à un milieu rude ou qui se dégrade, les populations fuient en quête d'autres perspectives. Elle s'attend également à ce que l'évolution du climat aggrave les catastrophes soudaines ainsi que la dégradation progressive de l'environnement (OIM, 2019). Elle agit afin de réduire la vulnérabilité des populations exposées à des risques environnementaux, porte assistance aux populations déplacées sous l'effet de catastrophes et de changements environnementaux et renforce les capacités des pouvoirs publics et d'autres acteurs pour qu'ils puissent relever le défi de la migration environnementale. Depuis 2000, plus de 500 projets ont été financés au titre des réponses de l'OIM à la migration environnementale (OIM, 2019).

Dans le même ordre d'idée, il est intéressant de faire état du positionnement de l'OIM relativement aux migrations environnementales. À l'occasion d'une entrevue réalisée par un spécialiste des déplacements de population en lien avec les enjeux climatiques, l'un des hauts représentants de l'OIM, Philippe Boncour, relate que les interventions de l'OIM dans ce champ d'activité ont débuté en 1998. Il évoque

qu'à la suite de l'ouragan Mitch, en 1998 en Amérique centrale, l'OIM a réalisé une opération humanitaire et que ce fut pour l'OIM une très grosse intervention. Par la suite, il précise que l'OIM a essayé de théoriser la pratique et de penser au dialogue politique (Gemenne et al., 2010). Ce représentant témoigne également du fait que les relations entre migration et environnement ont fait l'objet de débat au sein des organes de gouvernance, et ce, plus particulièrement au conseil de l'OIM de novembre 2007. À ce sujet, il est pertinent de relater ses dires :

« Débats, oui, parce que lorsque nous avons été amenés pour la première fois à aborder cette question dans le cadre de nos organes de gouvernance au Conseil de l'OIM de novembre 2007. Certains de nos États membres se sont en effet demandé pourquoi cette question arrivait sur l'agenda. Nous avons dû expliquer que nous ne traitons pas du changement climatique et de la dégradation de l'environnement en tant que tels, mais de leur impact sur les mouvements de population à l'intérieur d'un pays, dans une région donnée ou au niveau transcontinental. Et cette légitimité a été d'autant plus facilement acquise que nous pouvions nous appuyer sur la science, et en l'occurrence sur deux rapports d'évaluation du GIEC, le premier de 1990 et le quatrième de 2007, où à deux reprises il était clairement établi que l'un des impacts les plus importants du changement climatique concernerait en effet les mouvements de population. » (Gemenne et al., 2010)

Puisque nous avons choisi dans le cadre de cet essai de limiter notre étude à deux OI et qu'il y a lieu de se questionner à savoir laquelle pourrait se voir investir un mandat élargi, nous croyons qu'une grille d'analyse est l'outil approprié pour ce faire.

Ainsi, la grille d'analyse présentée ci-dessous compare le HCR et l'OIM au regard de cinq critères d'analyse qui nous apparaissent prépondérants au soutien de notre détermination. Afin de permettre une discrimination, chaque organisation est évaluée en vertu de chaque critère et chaque critère s'est vu accorder un poids relatif selon son degré d'importance. Incidemment, une note pondérée est accordée à chaque organisation. Par ailleurs, pour mieux cerner la logique d'analyse, les explications qui sous-tendent les notes et les pondérations accordées sont fournies au bas de la grille.

Tableau 2.1 Grille d'analyse

	Critères d'analyse	Poids relatif par critère*	Pondération en %	Note pondérée HCR**	Note pondérée OIM**
1	Financement	1 (très important)	30 %	24	27
2	Nombre d'États membres	2 (important)	20 %	16	19
4	Présence active sur le terrain	2 (important)	20 %	18	16
5	Capacité à élargir le mandat	2 (important)	20 %	16	17
3	Lourdeur bureaucratique	3 (moyen)	10 %	9	9
			Note globale	83 %	88 %

*Un poids relatif est attribué à chaque critère d'analyse relativement à l'importance lui étant accordée de 1 à 3. Cette méthode sert de facteur de différenciation puisque tous les critères d'analyse n'ont pas le même niveau d'importance relative. Ainsi, une note de 1 équivaut à une appréciation relative du critère qualifié de « très important », une note de 2 équivaut à une appréciation relative du critère qualifié de « important » et une note de 3 équivaut à une appréciation relative du critère qualifié de « moyen ».

De plus, pour chacun des critères d'analyse, une ventilation par pourcentage est attribuée selon le poids relatif établi pour chacun d'entre eux. Plus précisément, un poids relatif dont la note équivaut à 1 se voit correspondre un pourcentage de 30 %, un poids relatif dont la note équivaut à 2 se voit correspondre un pourcentage de 20 % et un poids relatif dont la note équivaut à 3 se voit correspondre un pourcentage de 10 %. Le tout pour un pourcentage maximal de 100 % après avoir effectué la sommation des pondérations.

**Une note pondérée est attribuée à chaque organisation relativement à sa performance pour chacun des cinq critères. De plus, la note attribuée, à chaque organisation pour chacun des critères, correspond à un maximum possible équivalent à la pondération en pourcentage établie pour chacun des critères. Ainsi, la note globale attribuée à chaque organisation s'apprécie en fonction d'un total maximal de 100 %.

Explications quant à l'appréciation du poids relatif pour chacun des critères

1) Financement : le critère du financement se voit attribuer un poids relatif de 1 puisque l'autonomie financière d'une organisation et sa capacité à pouvoir solliciter du financement additionnel pour étendre ses activités sont considérées comme ayant une importance relative qualifiée de très importante.

2) Nombre d'États membres : le critère du nombre d'États membres se voit attribuer un poids relatif de 2 puisque la force de la représentation d'une organisation et son pouvoir d'influence sont considérés comme ayant une importance relative qualifiée d'importante.

3) Présence active sur le terrain : le critère relatif à la présence active sur le terrain se voit attribuer un poids relatif de 2 puisque la capacité d'intervention d'une organisation aux endroits requis et la capacité de mobiliser des ressources nécessaires à l'affectation de son mandat sont considérées comme ayant une importance relative qualifiée d'importante.

4) Capacité à élargir le mandat : le critère relatif à la capacité d'une organisation à élargir son mandat se voit attribuer un poids relatif de 2 puisque la volonté d'une organisation d'opérer un changement majeur à son mandat et les contraintes légales pour ce faire est considéré comme ayant une importance relative qualifiée d'importante.

5) Lourdeur bureaucratique (structure de l'organisation) : le critère de la lourdeur bureaucratique se voit attribuer un poids relatif de 3 puisque l'agilité d'une organisation à pouvoir se structurer différemment afin d'accroître ses activités est considérée comme ayant une importance relative qualifiée de moyenne.

Explications relatives à l'appréciation des notes pondérées de chaque organisation pour chacun des critères

1) Financement :

Le HCR se voit attribuer une note pondérée de 24/30 relativement au critère du financement compte tenu de sa relative autonomie financière et de la diversification des sources de financement. Les activités du HCR sont financées en totalité par les contributions volontaires versées par les États membres des Nations unies, le secteur privé et le grand public. L'agence a entrepris ces dernières années des réformes visant une utilisation plus judicieuse des fonds ce qui lui a permis de diminuer les coûts et de renforcer son action sur le terrain. (Bettati, 2013)

L'OIM se voit attribuer une note pondérée de 27/30 relativement au critère du financement compte tenu du caractère entrepreneurial de l'OIM. En effet, l'OIM semble fonctionner comme une entreprise privée capable d'investir de nouveaux « marchés » (notamment dans le secteur humanitaire) en vantant la « rentabilité » de ses services. (Pécoud, 2017)

2) Nombre d'États membres :

Le HCR se voit attribuer une note pondérée de 16/20 relativement au critère du nombre d'État membre étant donné qu'il exerce sa compétence sur 148 États (HCR, s. d.). Ceux-ci ayant ratifié soit la

Convention, soit le Protocole ou soit les deux instruments. Le HCR œuvre à étendre son champ de compétence sur un nombre plus nombreux d'États.

L'OIM se voit attribuer une note pondérée de 19/20 relativement au critère du nombre d'États membres compte tenu de l'importance de sa représentation étatique qui reflète la quasi-totalité de la communauté internationale. Elle compte en effet 173 États membres et 8 autres États ayant le statut d'observateur. (OIM, 2019)

3) Présence active sur le terrain :

Le HCR se voit attribuer une note pondérée de 18/20 relativement au critère de sa présence active sur le terrain compte tenu de sa forte présence actuellement déployée dans 138 pays. (Bettati, 2013) De plus, la plupart des opérations du HCR ont lieu sur le terrain. Le personnel du HCR est l'âme de l'organisation. Au 30 novembre 2018, on comptait 16 765 employés et contractuels dont environ 87 % sont basés sur le terrain. (UNHCR, 2019)

Des bureaux régionaux assurent la liaison entre les bureaux à l'étranger et le siège à Genève. Sur le terrain, le travail principal du HCR est géré par une série de bureaux régionaux, de bureaux de correspondance, de bureaux auxiliaires et de bureaux locaux. Les délégués du HCR dirigent les opérations dans les pays où le HCR travaille. (Bettati, 2013)

L'OIM se voit attribuer une note pondérée de 16/20 relativement au critère de sa présence active sur le terrain étant donné qu'elle assure une présence en croissance sur le terrain. Le nombre de représentations sur le terrain est passé de 119 en 1998 à 413 en 2018. L'effectif engagé dans les opérations qui s'élevait à quelque 1 100 personnes en 1998, totalisait presque 12 673 personnes en décembre 2018 déployées pour l'essentiel (plus de 97 %) sur le terrain. (OIM, 2019)

4) Capacité à élargir le mandat :

Le HCR se voit attribuer une note de 16/20 relativement au critère en lien avec sa capacité à élargir son mandat compte tenu de la mise en œuvre d'une stratégie expansionniste. À ce titre, soulignons que le mandat initial du HCR ne couvrait pas spécifiquement les déplacés internes. Cependant, depuis de nombreuses années et compte tenu de son expertise en matière de déplacement, l'agence a été appelée à les aider. Plus récemment, cette aide s'est organisée sur la base du « principe de la responsabilité sectorielle », instaurant une division du travail au sein de l'ONU et entre les autres agences humanitaires. Le HCR joue un rôle de chef de file dans les efforts visant à assurer la protection des déplacés internes, la fourniture d'abris d'urgence à ces populations ainsi que la coordination et la gestion des camps de déplacés internes. (Bettati, 2013) À cela s'ajoute l'acquisition de compétences et de capacités opérationnelles. Alors que le HCR n'avait pas vocation à diriger des opérations humanitaires de grande envergure, son rôle de point central de coordination ou d'agence leader lors de grandes crises – en Asie

lors de la création du Bangladesh ou dans les Balkans dans les années 1990 – en a fait l'une des plus importantes agences humanitaires du système onusien. (Marieke et Maertens, 2014) Cette force est toutefois pondérée par les enjeux légaux relatifs à une modification substantielle au texte de la Convention qui devra intervenir pour faire foi à la légitimité d'un mandat élargi du HCR. Ceci n'est pas acquis puisque l'aval pour ce faire devra être obtenu de la majorité des États membres.

L'OIM se voit attribuer une note pondérée de 17/20 relativement au critère en lien avec sa capacité à élargir son mandat étant donné qu'à partir du moment où une majorité d'États y consentent, le texte de sa constitution semble aisé à amender. À cet effet, au fil des années, de nombreux changements sont intervenus dans la constitution de l'OIM. Le présent texte incorpore dans la constitution du 19 octobre 1953, entrée en vigueur le 30 novembre 1954, du CIME (dénomination antérieure de l'OIM) les amendements adoptés le 20 mai 1987 à la 55^e session du Conseil (résolution n° 724) et entrés en vigueur le 14 novembre 1989, ainsi que les amendements adoptés le 24 novembre 1998 à la 76^e session du Conseil (résolution n° 997) et entrés en vigueur le 21 novembre 2013. (OIM, 2019)

5) Lourdeur bureaucratique (structure de l'organisation) :

Le HCR se voit attribuer une note pondérée de 9/10 relativement au critère de sa lourdeur bureaucratique compte tenu de la facilité avec laquelle le HCR est apte à se mobiliser en zone d'intervention et compte tenu des ressources matérielles et humaines à sa disposition. Rappelons que l'humanitaire s'accommode mal des procédures longues, complexes et bureaucratiques. En situation de crise, les secours visent, le plus souvent, la sauvegarde de la vie et de la santé des victimes. En même temps, l'improvisation est interdite en ce qu'elle est source de dysfonctionnements funestes. D'où la nécessité d'une administration équipée pour anticiper les réponses aux catastrophes humaines génératrices d'exodes massifs. (Bettati, 2013)

L'OIM se voit attribuer une note pondérée de 9/10 relativement au critère de sa lourdeur bureaucratique compte tenu de son fonctionnement par projet qui appert fonctionnel. Aussi, sa dépolitisation apparaît comme une tactique, voire comme une réussite à en juger par son développement depuis deux à trois décennies. (Pécoud, 2017) De plus, les structures de l'OIM sont fortement décentralisées ce qui a permis à l'organisation de se doter des moyens de fournir un nombre croissant de services toujours plus variés à la demande de ses États membres. (OIM, 2019)

3. RECOMMANDATIONS

3.1 Instruments juridiques en matière de migrations environnementales

À la lumière de l'analyse des instruments juridiques internationaux présentés dans cet essai en matière de migration et de droit de l'homme, force est de constater une carence juridique dans le domaine du droit des migrations environnementales. Ainsi, à la suite de l'analyse présentée, nous sommes en mesure de constater une faiblesse voir une inadaptation des textes juridiques spécialisés qui offrent des protections internationales suffisantes au regard des enjeux liés aux déplacements des populations dans un contexte des changements climatiques. De fait, les instruments juridiques internationaux actuels étant limités quant à l'offre de protection ou même d'assistance internationale contraignante pour la catégorie des migrants environnementaux, y compris des réfugiés écologiques (Cournil et Mazzega, 2007).

Néanmoins, on a soulevé un mouvement timide de la communauté internationale, dans l'Accord de Paris, à vouloir consacrer certains enjeux dans un accord international relatif aux conséquences résultant des changements climatiques sur les mouvements migratoires. Par ailleurs, soulignons que l'Accord de Paris fait grand cas de l'importance d'offrir l'aide et les secours nécessaires aux pays vulnérables aux changements climatiques notamment les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement. Cela conduit inéluctablement à offrir un tremplin à la communauté internationale pour aller beaucoup plus loin afin de mettre en œuvre des solutions aux enjeux des migrations environnementales.

Dans cet esprit, rappelons que l'un des objectifs de cet essai vise à proposer des recommandations relativement aux instruments juridiques internationaux ou à leur contenu afin de mieux répondre aux besoins en matière de migrations environnementales. D'abord, nous sommes d'avis, tout comme certains auteurs (Cournil et Mazzega, 2007), d'écarter une solution qui passe par l'adoption d'un nouvel instrument juridique international. Nous ne croyons pas qu'il vaille la peine de miser sur cette approche puisque nous sommes conscients du fait que la rédaction par les acteurs internationaux, que ce soit par les instances onusiennes ou par d'autres, ainsi que l'adoption d'un nouvel instrument juridique international requiert de longs et fastidieux efforts. En revanche, nous sommes d'avis qu'il est souhaitable d'adopter un texte international multilatéral afin que les États soient contraints par des engagements en matière de migrations environnementales. L'idée se défend puisque cela permettra d'atteindre plusieurs fins dont celles d'assurer une bonne gestion et une bonne planification des migrations environnementales à l'échelle internationale. De plus, cela conduira au final au maintien de la paix et de la sécurité collective, car on peut croire que cela permettra de diminuer les conflits éventuels en ce qui concerne la lutte pour les ressources naturelles.

Ainsi, compte tenu de plusieurs considérants et de la tendance observée à savoir la multiplication de la création d'instruments juridiques multilatéraux qui traitent de la protection des droits de l'homme et étant donné qu'il y a lieu d'agir tant sur les fronts du droit international, des droits de l'homme et du droit de

l'environnement; nous croyons que la solution réside dans le renforcement des instruments juridiques existants. Nous croyons donc qu'il faille bâtir à partir de ce qui existe sur le plan multilatéral et, incidemment, opter pour une logique d'efficience des instruments juridiques existants. Aussi, nous croyons que la solution réside dans la refonte de la Convention que ce soit par un mécanisme d'amendement ou par l'introduction d'un protocole additionnel. Ce texte aurait, entre autres, pour objectif d'élargir la portée de la Convention et d'en étendre l'application aux réfugiés écologiques-environnementaux-climatiques.

En l'occurrence, afin d'adapter la Convention aux nouvelles réalités migratoires découlant de la survenance des changements climatiques, nous recommandons d'abord d'élargir son champ d'application en introduisant une nouvelle définition propre au réfugié climatique international. Il importera d'encadrer cette définition et de la circonscrire à des cas bien précis. D'emblée, on peut penser aux victimes de catastrophes naturelles subites pour lesquelles le pays d'origine est à ce point affecté qu'il ne peut offrir à ses ressortissants les moyens de subsistance de base et la protection nécessaire. Nous sommes également d'avis que cette définition doit aussi viser les populations vivant au sein de territoires sérieusement menacés et pour lesquels des solutions d'adaptation aux changements climatiques s'avèrent totalement inefficaces et pour lesquels les données scientifiques sérieuses démontrent que le territoire est en voie de devenir inhabitable dans un court horizon. La définition devrait par ailleurs intégrer les principes fondamentaux de l'ONU sur le développement durable pour justifier l'essence d'un amendement à la Convention.

De plus, le texte devrait comprendre une application non seulement aux migrations basées sur un régime de protection individualisé comme c'est le cas présentement, mais également l'introduction d'un mécanisme global de protection pour les migrations de masse. Ceci s'explique puisqu'en général les migrations découlant d'une détérioration à l'environnement affectent un large groupe de personne et rarement un seul individu.

Nous recommandons à ce que la refonte de la Convention comporte des obligations de résultat pour les États contractants afin d'entrer dans la catégorie du « *hard law* » et de s'éloigner du spectre actuellement observé en droit international du « *soft law* ». Pour y parvenir, des choix éditoriaux doivent impérativement imprégner le texte afin d'éliminer le plus possible les dispositions ou les termes qui en restreignent la portée et les effets. Ainsi, les termes d'action doivent s'y retrouver et les termes visant à mettre en place des obligations de moyen doivent être limités à leur plus simple expression.

De plus, afin que ce texte soit plus contraignant, il devra comporter de meilleurs mécanismes de contrôle et de suivi pour en assurer l'application [ex. : obligation de reddition de compte relative à la mise en œuvre des obligations par les États parties plus rigoureuses (ex. : les États devront rendre des comptes-rendus sur les mesures législatives mises en place dans leur pays pour veiller à ce que leurs politiques internes respectent leurs obligations conventionnelles)]. Des procédures contentieuses devront s'y

retrouver afin qu'un individu ou un groupe d'individus brimés dans leurs droits puissent les revendiquer devant un organe compétent ayant la juridiction et la légitimité requise pour trancher et imposer des rectifications aux États délinquants. En outre, il y a lieu de recommander à augmenter les moyens coercitifs pour favoriser la mise en œuvre et dissuader l'inaction étatique (ex. : introduction des recours ou des sanctions efficaces en cas de manquements par les États parties à leurs obligations). Ainsi, nous sommes d'avis que des solutions doivent être implantées afin de rendre la Convention plus contraignante, le tout afin de produire des effets et ultimement avoir de réels impacts sur les populations affectées par les changements climatiques contraintes de quitter leur pays d'origine.

Nous sommes toutefois conscients des défis que cela pose notamment en ce qui concerne l'introduction d'une composante du droit international de l'environnement dans un traité international à vocation de protection des droits de l'homme. Cela dit, nous croyons que cette approche est la plus logique pour permettre une protection adéquate à la catégorie des personnes qualifiées de réfugiés climatiques.

Par ailleurs, il serait tout aussi intéressant, mais très ambitieux d'examiner l'introduction dans ce texte d'un principe évoqué dans l'Accord de Paris en ce qui a trait au mécanisme des pertes et préjudices. Ceci pourrait se traduire à imposer aux pays les plus grands émetteurs de GES une obligation d'accueil des réfugiés environnementaux plus soutenue en termes de nombre de personnes à accueillir et selon des seuils prédéterminés. Ceci permettrait de décroiser le repli par certains États sur leur souveraineté étatique pour cause de responsabilité des changements climatiques.

3.2 Ordres institutionnels en matière de migrations environnementales

Bien qu'il importe d'avoir de bons instruments juridiques en place, encore faut-il en assurer une bonne gouvernance. Ainsi, à la suite de l'analyse des ordres institutionnels présentés dans cet essai en matière de migration, force est de constater une carence dans le domaine de la gouvernance des migrations environnementales. Certes, il existe des initiatives régionales et internationales en matière de migration, mais elles n'ont pas abouti à la création d'un régime international unifié et cohérent qui servirait de base à une gouvernance mondiale des migrations. Elles ont en revanche conduit à l'identification d'enjeux spécifiques qui font l'objet de cadres d'action distincts. (Pécoud, 2017)

Dans cette foulée, le deuxième objectif de cet essai vise à proposer des recommandations relativement aux ordres institutionnels aptes à assurer une gouvernance en matière de migrations environnementales. D'entrée de jeu, précisons que tout comme pour les instruments juridiques, nous ne croyons pas qu'il faille miser sur une solution qui passe par l'adoption d'un nouvel organe de gouvernance international. Les obstacles seraient de taille dont ceux ayant trait aux investissements requis par la communauté internationale pour la mise en place et la pérennité de ce nouvel organe.

Cela étant, afin de répondre à la problématique qui nous occupe, nous sommes d'avis que l'un des deux acteurs internationaux analysés dans le cadre de cet essai aurait la capacité d'élargir son mandat, le tout

dans un but de pouvoir répondre à l'enjeu d'absence de gouvernance en matière de migrations environnementales. Il s'agit donc de déterminer laquelle entre le HCR, une agence onusienne, dont le champ de compétence se limite aux réfugiés et l'OIM, une OI, dont le champ de compétence s'étend à tous les migrants serait à privilégier. Pour nous orienter dans le cours de cet exercice de détermination, nous avons élaboré une grille d'analyse présentée au chapitre précédent.

Ainsi, à l'aide de cinq critères d'analyse qui nous apparaissaient prépondérants, lesquels ont fait l'objet d'une pondération, nous avons été en mesure d'évaluer et de comparer sur une même base le HCR et l'OIM. Il en est résulté que le HCR a obtenu une note globale de 83 % et l'OIM une note globale de 88 %, tous deux ayant des résultats au-dessus de 80 %. Sur la base des résultats favorables obtenus par ces deux OI, nous croyons que toutes deux seraient en mesure d'élargir son mandat. Par contre, si nous choisissons de favoriser une OI versus une autre seulement sur la prémisse du résultat obtenu à la suite à l'analyse effectuée, il s'avère que l'OIM serait à privilégier. Nous considérons toutefois que l'écart entre la note globale obtenue par le HCR et celle obtenue par l'OIM est très faible et non significatif (5 %). Par conséquent, nous ne croyons pas qu'il faille baser notre recommandation exclusivement sur la base des résultats obtenus par les OI à la suite de l'évaluation présentée dans la grille d'analyse.

Puisque nous considérons que le HCR et l'OIM ont la capacité d'élargir leur mandat respectif afin de pouvoir assurer une gouvernance en matière de migrations environnementales, nous croyons que la recommandation doit être conséquente avec la recommandation formulée pour les instruments juridiques. Considérant qu'à cet égard notre recommandation est à l'effet de procéder à une refonte de la Convention et que celle-ci est gouvernée par le HCR, nous croyons qu'il faille privilégier le HCR. Ainsi, nous recommandons à ce que le HCR soit choisi comme ordre institutionnel en matière de migrations environnementales. Comme évoqué dans notre recommandation concernant les instruments juridiques, la refonte de la Convention doit permettre une ouverture de son champ d'application pour s'étendre à une nouvelle catégorie de réfugié à savoir les réfugiés climatiques internationaux. Ainsi, l'ONU devrait donc permettre l'élargissement du mandat du HCR afin qu'il puisse avoir une compétence légitime sur cette nouvelle catégorie de réfugié. Les migrants, au sens strict, seraient donc exclus du champ de protection offert par le HCR et devraient devoir faire la démonstration qu'ils se qualifient comme réfugiés climatiques au sens de la nouvelle définition donnée en ce sens dans la nouvelle mouture de la Convention.

Nos recommandations semblent donc cohérentes, adéquates et répondent positivement aux objectifs fixés dans le cadre de cet essai. De plus, nos recommandations sont objectives et reposent sur une étude documentée et rigoureuse.

CONCLUSION

L'essai a mis l'accent sur l'enjeu des changements climatiques et de ses nombreuses répercussions présentes et à venir notamment sur les populations. Cette étude s'est donc d'abord penchée sur les causes et les effets néfastes du réchauffement climatique dont la survenance de catastrophes naturelles telles que les inondations, les feux de forêt, les tremblements de terre, etc. D'autres effets préjudiciables des changements climatiques ont été étudiés comme l'élévation du niveau moyen des mers causant à plus long terme des conséquences sur la santé des écosystèmes, la santé humaine, la stabilité des infrastructures et bien d'autres. Dans cette foulée, l'étude a fait ressortir les impacts sur certains territoires et zones territoriales particulièrement vulnérables, notamment les territoires isolés, dont le niveau de la mer est très bas et dont la résilience aux changements climatiques est plus faible. Le cas de figure de l'État des Tuvalu, un État insulaire en développement et de faible élévation, a été présenté pour illustrer l'ampleur de la problématique et des répercussions sur sa population. Cela a conduit à mettre en lumière l'enjeu des déplacements de population interétatique occasionnés par les effets des changements climatiques. Incidemment, les objectifs du sujet à l'étude portant sur l'analyse des différents instruments juridiques et des ordres institutionnels gouvernant les migrations environnementales s'inscrivent dans l'axe de cette problématique.

Afin de répondre au premier objectif du sujet à l'étude, quatre instruments juridiques internationaux en matière de migration ayant un lien direct ou indirect avec les enjeux environnementaux ont fait l'objet d'analyse. Ainsi, les portées et les limites de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et le Protocole de 1967 s'y rapportant, l'Accord de Paris et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ont été mises en exergue. Cela a permis de démontrer qu'aucun de ces instruments juridiques ne répond adéquatement aux enjeux découlant des migrations environnementales (droit d'entrée, protection des populations, statut migratoire particulier, sécurité, bien-être matériel, partage des ressources, etc.). De fait, au terme de l'analyse, un constat s'impose à l'effet que l'encadrement juridique sur le plan international est minimal en ce qui a trait aux migrations environnementales. Qui plus est, aucune définition n'existe sur le plan juridique pour encadrer le concept de réfugiés climatiques. Ces derniers étant simplement qualifiés de migrant au sens large et ne peuvent donc pas bénéficier de protection particulière adaptée à leur réalité. Il en ressort une carence du droit international relativement à la protection offerte par les instruments juridiques en matière de migrations environnementales.

De plus, afin de répondre au deuxième objectif du sujet à l'étude, deux ordres institutionnels qui se démarquent par leur pertinence et par la nature de leurs mandats respectifs dans le domaine des migrations de personne ont fait l'objet d'analyse. Cela a permis de mieux cerner les enjeux et les carences dans le domaine de la gouvernance des migrations environnementales. Ainsi, l'historique, la mission, la structure organisationnelle et l'étendue des mandats respectifs du HCR et de l'OIM ont été exposés. Pour les distinguer et faire ressortir leurs forces respectives, une grille d'analyse reposant sur

des critères établis a servi au soutien de l'analyse et de la détermination d'une recommandation. Plus précisément, à l'aide de cinq critères d'analyse qui nous apparaissaient prépondérants, lesquels ont fait l'objet d'une pondération, nous avons été en mesure d'évaluer et de comparer, sur une même base, le HCR et l'OIM. Cela a permis de démontrer que ces ordres institutionnels sont en mesure d'élargir leurs mandats et possèdent la capacité de répondre adéquatement à la problématique criante des migrations environnementales.

Ainsi, à la lumière des observations qui résultent de la présente étude, il nous apparaît inéluctable que la problématique des migrations environnementales doit être adressée et que des actions doivent être mises en œuvre pour encadrer le déplacement des populations occasionné par les changements climatiques. Il est impératif d'agir dans ce domaine sur le plan international et de mettre en œuvre des actions concrètes pour faire face à cette problématique bien réelle. Les recommandations qui découlent de notre analyse vont d'ailleurs dans ce sens. La première recommandation vise à offrir un encadrement juridique pour répondre à l'absence d'outil juridique en matière de migration environnementale. Par conséquent, nous croyons que la solution réside dans la refonte de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 que ce soit par un mécanisme d'amendement ou par l'introduction d'un protocole additionnel. Ainsi, nous proposons une solution ayant pour effet d'élargir la portée de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et d'étendre son champ d'application aux réfugiés climatiques. Pour ce faire, une définition claire du concept de réfugiés écologique devra être introduite.

En ce qui a trait à la deuxième recommandation, l'analyse démontre que le HCR et l'OIM possèdent tous deux les capacités nécessaires afin d'élargir leurs mandats respectifs pour gouverner les enjeux découlant des réfugiés climatiques. Néanmoins, par souci de cohérence avec la première recommandation et afin d'assurer une gouvernance harmonieuse, nous croyons qu'il faille privilégier l'élargissement du mandat du HCR afin qu'il agisse comme ordre institutionnel en matière de migrations environnementales. Cela dit, pour avoir une idée plus juste de la capacité du HCR et de l'OIM à pouvoir élargir leurs mandats respectifs et afin de valider avec plus d'exactitude la pertinence des recommandations et de les bonifier, il serait pertinent de réaliser des entrevues dirigées avec de hauts dirigeants de ces organisations internationales. Cela permettrait d'obtenir une meilleure compréhension du champ d'action de ces entités ainsi que des enjeux de gouvernance interne susceptibles de freiner leurs actions ou de porter préjudice à l'élargissement de leurs mandats.

Enfin, dans le dessein de donner suite à une forme de « justice climatique », concept revendiqué de plus en plus par les États en développement, notamment les États insulaires, il serait intéressant d'examiner les mécanismes par lesquels ce dernier pourrait être concrétisé. Cela pourrait passer par une imposition aux anciens États colonisateurs d'une obligation d'accueil sur leurs territoires des ressortissants des États insulaires en développement. Sinon, peut-on tendre, à tout le moins, vers une obligation morale en termes d'octroi de ressources financières afin d'aider ces pays à mettre en place des politiques viables

d'adaptation? Dans un cas comme dans l'autre, c'est un pari qui est loin d'être gagné pour ces États en développement, car le système des relations internationales est marqué et dominé par une logique implacable : celle des rapports de force. Et cette logique n'est certainement pas à la faveur des pays en développement, encore moins à la faveur des États insulaires comme celui de Tuvalu.

RÉFÉRENCES

- Anderson, K. et Bows, A. (2011). Beyond dangerous climate change: Emission scenarios for a new world. *Philosophical Transactions. Series A, Mathematical, Physical and Engineering Sciences*, 369 (1934), 20-44.
- Andrijasevic, R. et Walters, W. (2011). L'Organisation internationale pour les migrations et le gouvernement international des frontières. *Cultures & Conflits*, 84(4), 13-43.
- Althaus, A. (2016). Reconquérir le terme migrant. *Diplomatie*, 31, 26-29.
- Assemblée générale des Nations Unies. (1989). Effets néfastes éventuels d'une hausse du niveau des mers sur les îles et les zones côtières, en particulier les zones côtières de faible élévation. Repéré à <https://www.un.org/french/documents/ga/res/44/fres44.htm>
- Badie, B., Brauman, R., Decaux, E., Devin, G. et Wihtol de Wenden, C. (2008). *Pour un autre regard sur les migrations : construire une gouvernance mondiale*. Repéré à https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/Etude_gouvernance_globale_migrations.pdf
- Barnett, J. (2017). The dilemmas of normalizing losses from climate change : Towards hope for Pacific atoll countries. *Climatic Change*, 58(1), 3-13.
- Barnett, J. et Adger, W. N. (2003). Climate Dangers and Atoll Countries. *Climatic Change*, 61(3), 321-337.
- Barutciski, M. (2001). Le militantisme juridique et le néo-naturalisme face au droit international positif : les flux massifs de réfugiés et la sécurité nationale. *Revue québécoise de droit international*, 14(1), 37-54.
- Bettati, M. (2013). Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). *Pouvoirs*, 144(1), 91-111.
- Blocher, J. (2016). Comprendre les migrations pour échapper aux effets du changement climatique. *Diplomatie*, 30, 37-41.
- Brunelle, C. et Samson, M. (2017). La protection législative des droits et libertés. *Collection de droit 2017-2018*, 8, 23-27. Repéré à <https://edoctrine.caij.qc.ca/collection-de-droit/2017/8/803122423>
- Bundock, E., Charlebois, P.-O. et Turmel, A. (2015). L'Accord de Paris : une entente historique sur le climat. *Bulletin environnement, Fasken*. Repéré à <https://edoctrine.caij.qc.ca/publications-cabinets/fasken/2015/a82984/fr/PC-a91137>
- Castro Franco, A. (2015). La gouvernance des migrations : de la gestion migratoire à la protection des migrants. *Oasis*, 22, 117-141.
- Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ). (2016). Dictionnaire de droit québécois et canadien. Repéré à <https://dictionnaireid.caij.qc.ca/recherche#t=edictionnaire&sort=relevancy>
- Channac, F. (2006). Vers une politique publique internationale des migrations : réseaux politiques et processus de transfert de modèles. *Revue française de science politique*, 56(3), 393-408.
- Colella, A. (1989). Les réserves à la Convention de Genève (28 juillet 1951) et au Protocole de New York (31 janvier 1967) sur le statut des réfugiés. *Annuaire Français de droit international*, 35, 446-475. Repéré à https://www.persee.fr/doc/afdi_0066-3085_1989_num_35_1_2912
- Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques, 1992.

- Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques, 2011.
- CountryWatch. (2018). Tuvalu 2018 Country Review. Repéré à <https://eds-b-ebshost-com.ezproxy.usherbrooke.ca/eds/pdfviewer/pdfviewer?vid=5&sid=959f1a38-f079-4cad-bab9-b164160f5e1e%40sdc-v-sessmgr01>
- Cournil, C. (2010). Émergence et faisabilité des protections en discussion sur les « réfugiés environnementaux ». *Revue Tiers Monde*, 204(4), 35-54. Repéré à <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2010-4-page-35.htm>
- Cournil, C. et Mazzega, P. (2006). Catastrophes écologiques et flux migratoires : comment protéger les réfugiés écologiques. *Revue Européenne de droit de l'environnement, volume inconnu*(4), 417-427. Repéré à https://www.persee.fr/doc/reden_1283-8446_2006_num_10_4_1903
- Cournil, C. et Mazzega, P. (2007). Réflexions prospectives sur une protection juridique des réfugiés écologiques. *Revue européenne des migrations internationales*, 23(1), 7-34. Repéré à <https://journals.openedition.org/remi/3541>
- Cournoyer-Cyr, V. (2012). *Migrations environnementales et stratégies d'adaptation : vers une intégration viable* (Mémoire de maîtrise). Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec.
- Damian, M., Abbas, M. et Berthaud, P. (2015). Les grandes orientations de l'accord climatique de Paris 2015. *Natures Sciences Sociétés*, 23, 19-28. Repéré à <https://www.nssjournal.org/articles/nss/pdf/2015/02/nss150015.pdf>
- Déclaration universelle des droits de l'homme, 1948.
- Delage, T. (2016). Pacifique : des États insulaires en danger. *Diplomatie*, 30, 66.
- De Mareschal, E. (2018, 10 décembre). Que contient le pacte mondial sur les migrations soutenu par la France et adopté ce lundi? Le Figaro.fr. Repéré à <http://www.lefigaro.fr/international/2018/11/22/01003-20181122ARTFIG00288-que-contient-le-pacte-mondial-sur-les-migrations-soutenu-par-la-france.php>
- Duplé, N. (2018). Droit constitutionnel : principes fondamentaux (7e ed.). Repéré à <https://edocrine.caij.qc.ca/wilson-et-lafleur-livres/150/336871261>
- Farbotko, C. (2010). Wishful sinking : Disappearing islands, climate refugees and cosmopolitan experimentation. *Asia Pacific Viewpoint*, 51(1), 47-60.
- France diplomatie. (2018). Migrations : conférence intergouvernementale sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (Marrakech, 10-11 décembre 2018). Repéré à <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/la-france-et-les-nations-unies/le-pacte-mondial-pour-des-migrations-sures-ordonnees-et-regulieres/>
- France diplomatie. (s.d.). Présentation des Tuvalu. Repéré à <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/tuvalu/presentation-des-tuvalu/>
- Fresia, M. (2012). La fabrique des normes internationales sur la protection des réfugiés au sein du comité exécutif du HCR. *Critique internationale*, 54(1), 39-60.
- Gay, J.-C. (2014). Le réchauffement climatique : l'instrumentalisation des îles. *L'Espace géographique*, 1(43), 81-89.

- Gareau, J.-F. et Crépeau, F. (2006). Les recours internationaux en matière de protection des droits de la personne. *Barreau du Québec - Service de la formation continue*. Repéré à <https://edoctrine.caij.qc.ca/congres-du-barreau/2006/1730935748>
- Gemenne, F. (2010). Tuvalu, un laboratoire du changement climatique : une critique empirique de la rhétorique des « canaris dans la mine ». *Revue Tiers Monde*, 204(4), 89-107. Repéré à <https://doi.org/10.3917/rtm.204.0089>
- Gemenne, F., Cointe, B., Durieux, J.-F. et Boncour, P. (2010). Le rôle des cadres normatifs et des organisations internationales. *Hommes & migrations*, 128-143. Repéré à <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1255>; DOI : 10.4000/hommesmigrations.1255
- Gouvernement du Canada. (2018). Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2018/12/pacte-mondial-pour-des-migrations-sures-ordonnees-et-regulieres.html>
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. (2014). Changements climatiques 2014 : rapport de synthèse. Repéré à https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/SYR_AR5_FINAL_full_fr.pdf
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. (2012). *Gestion des risques de catastrophes et de phénomènes extrêmes pour les besoins de l'adaptation au changement climatique : résumé à l'attention des décideurs*. Repéré à https://wg1.ipcc.ch/srex/downloads/SREX_SPM_French.pdf
- Grünewald, F. (2016). Aggravation des risques et des enjeux humanitaires dus au climat : gestion de crise et anticipation. *Diplomatie*, 30, 26-31.
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. (s. d.). Convention relative au statut des réfugiés. Repéré à <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/statusofrefugees.aspx>
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. (s. d.). *Rappel sur la Convention de 1951 et le Protocole de 1967*. Repéré à <https://www.unhcr.org/fr/4eddea036.pdf>
- Jaeger, G. (2001). La pertinence de la protection des réfugiés au XXI^e siècle. *Revue Québécoise de droit international*, 14(1), 1-6. Repéré à https://www.persee.fr/doc/rqdi_0828-9999_2001_num_14_1_2012
- Lacy-Swing, W. (2016). État des lieux des migrations dans le monde en 2015 et perspectives pour 2030. *Diplomatie*, 31, 8-10.
- L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). (2019). Repéré à <https://www.unhcr.org/fr/>
- Lavallée, S. (2018). Quelques réflexions sur l'Accord de Paris et la souveraineté économique des États. *Vertigo*, 18(1). Repéré à <https://journals.openedition.org/vertigo/19408>
- Lavallée, S. et Maljean-Dubois, S. (2016). L'Accord de Paris : fin de la crise du multilatéralisme climatique ou évolution en clair-obscur. *Revue juridique de l'environnement*, 41(1), 19-36.
- Laville, B. (2016, février). Contraindre les États et les éléments? : le pari de... l'Accord de Paris. *Revue mensuelle Lexisnexis Jurisclasseur*. 15-22. Repéré à <http://www.comite21.org/docs/actualites-comite-21/2016/etude-bettina-laville-eei1602.pdf>
- Lemoine-Schonne, M. (2016). La flexibilité de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. *Revue juridique de l'environnement*, 41(1), 37-55.

- Marieke, L. et Maertens, L. (2014). Des stratégies de changement dans les organisations internationales : une analyse comparée du HCR et de l'OIT. *Études internationales*, 45(2), 183-206. Repéré à <https://www.erudit.org/en/journals/ei/2014-v45-n2-ei01517/1026588ar.pdf>
- Methmann, C. et Angela, O. (2015). From fearing to empowering climate refugees : Governing climate-induced migration in the name of resilience. *Security Dialogue*, 46(1), 51-68.
- Michelot, A. (2006). Enjeux de la reconnaissance du statut de réfugié écologique pour la construction d'une nouvelle responsabilité internationale. *Revue européenne de l'environnement*, 4, 428-445. Repéré à https://www.persee.fr/doc/reden_1283-8446_2006_num_10_4_1904?pageid=t1_436
- Mottet, É. (2016). Les sociétés à l'épreuve du réchauffement climatique. *Diplomatie*, 30, 22-25.
- Nations Unies. (s. d.a). Collection des traités. Repéré à https://treaties.un.org/Pages/ViewDetailsIII.aspx?src=IND&mtdsg_no=XXVII-7&chapter=27&Temp=mtdsg3&clang=_frl
- Nations Unies. (s. d.b). Conférence intergouvernementale pour l'adoption du Pacte mondial sur les migrations. Repéré à <http://www.un.org/fr/conf/migration/global-compact-for-safe-orderly-regular-migration.shtml>
- Nations Unies. (2018a). Contrainte de briser le consensus de Marrakech, l'Assemblée générale adopte seulement à l'issue d'un vote le Pacte pour des migrations sûres. Repéré à <https://www.un.org/press/fr/2018/ag12113.doc.htm>
- Nations Unies. (2005). Convention de Vienne sur le droit des traités 1969. Repéré à http://legal.un.org/ilc/texts/instruments/french/conventions/1_1_1969.pdf
- Nations Unies. (s. d.c). La Déclaration universelle des droits de l'homme. Repéré à <http://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/>
- Nations Unies. (2018b). *Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières*. Repéré à <https://undocs.org/fr/A/CONF.231/3>
- Office québécois de la langue française (OQLF). (2018). Fiche terminologique « Migrant climatique » et « Migrant environnemental ». Repéré à http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=26503151
- Organisation internationale pour les migrations. (2019). Repéré à <https://www.iom.int/fr>
- Pécoud, A. (2017). De la « gestion » au contrôle des migrations? Discours et pratiques de l'Organisation internationale pour les migrations. *Critique internationale*, 76(3), 81-99.
- Perruchoud, R. (1987). L'Organisation internationale pour les Migrations. *Annuaire français de droit international*, 33, 513-539. Repéré à https://www.persee.fr/doc/afdi_0066-3085_1987_num_33_1_2791
- Perruso, C. (2016). Perspectives d'humanisation des changements climatiques : réflexions autour de l'accord de Paris. *Revue droits fondamentaux*, 14, 1-26. Repéré à [file:///C:/Users/ber00715/Downloads/changements_climatiques_et_droits_de_lhomme%20\(3\).pdf](file:///C:/Users/ber00715/Downloads/changements_climatiques_et_droits_de_lhomme%20(3).pdf)
- Rufin-Solar, A. et Lageat, Y. (2015). Un atoll emblématique des risques environnementaux? Funafuti (archipel de Tuvalu) entre menace planétaire et contraintes quotidiennes. *Annales de géographie*, 5(705), 523-540.

- Saint-Pierre, N. (2006). Les organes d'application de droit international en matière de droits de la personne et la pratique du droit au Québec. *Barreau du Québec - Service de la formation continue*. Repéré à <https://edoctrine.caij.qc.ca/congres-du-barreau/2006/1730935750>
- Schuller, M. (2016, Décembre). De l'Accord de Paris à la COP22. *Pour la solidarité*. Repéré à <http://www.transition-europe.eu/sites/default/files/publications/files/na-2016-dd-accpariscop22.pdf>
- Stocker, T. F., Qin, D., Plattner, G.-K., Tignor, M. M. B., Allen, S. K., Boschung, J., ... Midgley, P. M. (2013). *Changements climatiques 2013 : les éléments scientifiques : résumé à l'intention des décideurs*. Repéré à https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/03/WG1AR5_SPM_brochure_fr.pdf
- Tabau, A. (2016). Évaluation de l'Accord de Paris sur le climat à l'aune d'une norme globale de transparence. *Revue juridique de l'environnement*, 41(1), 56-70.
- Tardis, M. (2016). Quel statut pour les migrants. *Diplomatie*, 31, 12-14.
- Tiberghien, F. (2008). Réfugiés écologiques ou climatiques : de nombreuses questions juridiques en suspens. *Accueillir, volume inconnu*(246), 17-22.
- Traore-Chazalnoel, M. et Ionesco, D. (2016). Les migrants climatiques : une menace exponentielle. *Diplomatie*, 31, 42-44.

BIBLIOGRAPHIE

- Cambrézy, L. (2007). Réfugiés et migrants en Afrique : quel statut pour quelle vulnérabilité? *Revue européenne des migrations internationales*, 23(3), 13-28.
- Chemillier-Gendreau, M. (2006). Faut-il un statut international de réfugié écologique? *Revue Européenne de Droit de l'Environnement*, 4, 446-452. Repéré à https://www.persee.fr/docAsPDF/reden_1283-8446_2006_num_10_4_1905.pdf
- Dun, O. et Gemenne, F. (2008). Defining environmental migration. *Forced Migration review*, 31, 10-11. Repéré à <http://www.fmreview.org/sites/fmr/files/FMRdownloads/en/FMRpdfs/FMR31/FMR31.pdf>
- Kelman, I. (2006). Island Security and Disaster Diplomacy in the Context of Climate Change. *Les Cahiers de la Sécurité*, 63, 61-94.
- Morton, A., Boncour, P. et Laczko, F. (2008). Human security policy challenges. *Forced Migration review*, 31, 5-7. Repéré à <http://www.fmreview.org/sites/fmr/files/FMRdownloads/en/FMRpdfs/FMR31/FMR31.pdf>
- Rodier, C. (2014). Le business de la migration. *Plein droit*, 101(2), 3-6.
- Rufin-Soler, C. (2004). Évolutions environnementales des littoraux des atolls coralliens dans les océans Indien et Pacifique : le cas des archipels maldivien et tuvaluan (Thèse de doctorat). Université de Bretagne occidentale, Brest, France.
- Université de Sherbrooke. Centre universitaire en environnement et développement durable. (2018). Protocole de présentation des travaux écrits. Repéré à <https://www.usherbrooke.ca/moodle2-cours/course/view.php?id=1963#Guide>

ANNEXE 1 - TABLEAU SOMMAIRE - INSTRUMENTS JURIDIQUES

Instruments juridiques	Portées	Limites
Déclaration universelle des droits de l'homme	<ul style="list-style-type: none"> • Principes énoncés dans la Déclaration ont acquis une force coutumière (source d'inspiration pour plusieurs textes à caractère juridique et traités internationaux); • Reconnaissance des droits fondamentaux; • Affirmation de l'universalité des droits fondamentaux; • Instrument juridique de référence pour les législateurs tant au plan régional qu'à l'échelle globale en matière de protection des droits de la personne; • Pierre angulaire d'une protection minimale des droits des migrants; • Base de la coopération internationale en matière d'immigration. 	<ul style="list-style-type: none"> • Portée de la Déclaration se trouve limitée à l'expression d'une volonté internationale de protéger certains droits fondamentaux; • Instrument juridique non contraignant (pas de portée obligatoire); • Texte fait office de valeur de recommandation; • Ne comprend pas de mécanisme de contrôle des droits de la personne; • Aucun mécanisme n'est prévu pour protéger l'ensemble d'une population menacée par la violation d'un État aux dispositions de la Déclaration; • Absence de mécanisme de mise en œuvre des obligations par les États.
Convention relative au statut des réfugiés	<ul style="list-style-type: none"> • Obligations de résultat pour les États parties; • Régime de surveillance et de gouvernance; • Organe de gouvernance prévu dans le texte de la Convention (HCR) qui encadre l'application des obligations par les États parties; • Devoir de coopération des États parties avec le HCR; • Mécanisme de règlement des différends; • Organe compétent pour entendre les litiges entre les États parties dévolus à la Cour internationale de justice; • Inclusion d'un mécanisme de flexibilité pour les États parties (possibilité d'énoncer des réserves); • Exclusion de toutes possibilités de réserves pour les dispositions fondamentales de la Convention. 	<ul style="list-style-type: none"> • Texte exclu l'application aux réfugiés écologiques, environnementaux, climatiques; • Inadaptée face aux nouvelles migrations liées aux catastrophes écologiques; • Texte exclu toute forme de protection pour des migrations de masse (basé sur un régime de protection individualisée); • Absence de recours ou de sanctions efficaces en cas de manquement par les États parties à leurs obligations.

Instruments juridiques	Portées	Limites
Accord de Paris	<ul style="list-style-type: none"> • Instrument juridiquement contraignant; • Obligations de résultat aux États parties prescrits dans le texte; • Importance accordée dans le texte aux pays les plus vulnérables aux changements climatiques, notamment les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement; • Objectif clair de limiter la hausse des températures à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels; • Reconnaissance dans le texte d'un lien entre les changements climatiques et les droits des migrants (préambule); • Mécanisme des pertes et préjudices au bénéfice des États les plus vulnérables; • Obligations des pays développés d'offrir un support (ressources financières) aux pays en développement (aide aux mesures d'atténuation des émissions GES et d'adaptation aux changements climatiques); • Obligation de respect des droits de l'homme dans un accord climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Prévalence des obligations de moyens vs obligations de résultat; • Accord inégalement contraignant selon les dispositions concernées; • Engagements liés aux mesures de soutiens aux pays en développement sont vagues et peu précis; • Absence de recours ou de sanctions efficaces en cas de manquement par les États parties à leurs obligations.
Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières	<ul style="list-style-type: none"> • Texte s'appuie sur des prémisses de coopération internationale entre États et sur des textes de droit international fort de sens et de portée tels que la Déclaration; • Texte comprend un esprit humaniste très fort et ne discrimine pas selon le type du statut migratoire (ex : réfugié vs migrant) en ce qui concerne la prérogative au respect des droits de l'homme; • Identifie 23 objectifs ainsi que des engagements et une série de mesures pour en assurer le respect; • Identifie des outils de mise en œuvre des engagements; • Invite à la mise en place de plusieurs programmes; • Principes du développement durable sont au cœur des objectifs du Pacte; 	<ul style="list-style-type: none"> • Juridiquement non contraignant (disposition du Pacte clair à cet effet); • Expression de bonne volonté; • Aucune obligation de résultat pour les États parties (limité à des obligations de moyens); • Absence de recours ou de sanctions en cas de manquement par les États parties à leurs obligations; • Fardeau administratif aux États parties désireux d'implanter les mesures proposées dans le Pacte (mise en place de plusieurs programmes, plans d'action, lois, règlements, norme, etc.); • Absence d'organe de gouvernance chargé d'assurer

Instruments juridiques	Portées	Limites
	<ul style="list-style-type: none"> • Texte du Pacte traite de la problématique des personnes déplacées pour des motifs environnementaux (mise sur une solution d'adaptation aux changements climatiques dans le pays d'origine); • Texte prévoit des mesures pour favoriser les plans d'urgence d'évacuation des populations affectées par des catastrophes naturelles et des solutions relatives aux dispositifs en lien avec l'admission et les droits de séjour d'un migrant dans un État tiers; • Texte prévoit une obligation pour les États de coopérer à trouver des solutions en faveur des migrants contraints de quitter leur pays pour cause de catastrophes naturelles en prévoyant des options de réinstallation planifiées et des modalités de visa; • Inclusion de mécanismes de suivi et de reddition de compte. 	<p>l'application des dispositions du Pacte et de la mise en œuvre des objectifs.</p>